

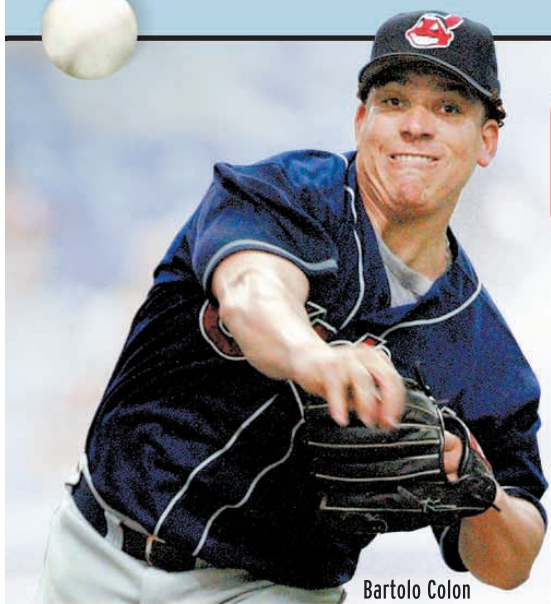
LE TRAFALGAR DE GIBRALTAR

Isabelle Hachey, envoyée spéciale, cahier Plus, page B1



PIERRE FOGLIA
Trop de sensiblerie

Page A5



Bartolo Colon

L'avenir des **Expos**, c'est
aujourd'hui

Cahier Sports, page G1



Les **telenovelas**
une industrie au Mexique

Cahier Actuel, page A23

La Presse

presse.ca

Men in Black II

Noir sur blanc

Cahier Cinéma, page C1



MONTRÉAL | SAMEDI 29 JUIN 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 245 > 172 PAGES > 12 CAHIERS

2 \$ TAXES EN SUS | ÎLES-DE-LA-MADELINE 2,50 \$

LA PATIENCE EST DE MISE AU «CAMP» DE LACOLLE



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Des demandeurs du statut de réfugié, venus du Pakistan, sont assis à l'ombre d'une roulotte en attendant que leur demande soit traitée par les agents d'immigration du poste frontière de Lacolle. Avec l'entrée en vigueur, hier à minuit, de la nouvelle loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, l'affluence record à la frontière canadienne a commencé à se résorber. Mais ce n'est qu'un répit: l'annonce d'une entente qui, une fois formellement conclue, permettra au Canada de refouler les demandeurs d'asile ayant transité par les États-Unis, risque de précipiter de nouveaux réfugiés vers la frontière canadienne. À lire en page A8

LA BÉVUE DE KANDAHAR

Les deux pilotes américains blâmés

MARTIN VALLIÈRES

WASHINGTON – Les sanctions qui seront imposées aux deux pilotes américains blâmés pour le bombardement erroné de soldats canadiens en Afghanistan, en tuant quatre et en blessant huit, pourraient tarder plusieurs semaines, sinon quelques mois.

Et à moins que ces sanctions n'impliquent des procédures en Cour martiale, où l'information serait disponible, elles pourraient n'être jamais divulguées, de même que la confirmation de l'identité des pilotes fautifs. C'est ce qu'ont indiqué des officiels au Pentagone, hier, en marge d'une rencontre de presse par vidéoconférence de Tampa, en Floride, où est situé le quartier général du commandement militaire des États-Unis.

Voir PILOTES en A4

SCANDALES FINANCIERS AUX ÉTATS-UNIS

L'héritage des apprentis sorciers de la nouvelle économie

RÉJEAN BOURDEAU



PHOTO AP

Le siège social du géant de la photocopie à Stamford, au Connecticut.

QUAND IL N'Y A PAS de police, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait davantage de voleurs. C'est par cette boutade que Jacques Fortin, professeur de comptabilité à l'École des hautes études commerciales, explique la vague de scandales qui déferle sur les marchés financiers depuis des mois.

Hier encore, on a appris que le géant Xerox a gonflé son bénéfice

avant impôts d'au moins 1,4 milliard US entre 1997 et 2001 (les détails en page E 1). Plus tôt cette semaine, c'est la société WorldCom qui était poussée au bord de la faillite à la suite d'irrégularités comptables impliquant une somme de près de quatre milliards US. Sans parler des scandales touchant Enron et le parfum de scandale entourant plusieurs autres entreprises. « C'est le prix à payer pour avoir discrédité le travail des vérifica-

teurs comptables depuis dix ans », dit le professeur Fortin.

Le rôle des vérificateurs est de donner un avis sur les états financiers des entreprises. La vérification doit fournir une assurance raisonnable que les résultats présentés reflètent une image fidèle de la situation financière. En ce sens, les vérificateurs sont les chiens de garde des actionnaires.

Voir HÉRITAGE en A2

«Le cancer de la Palestine»



ISABELLE HACHEY

LONDRES —Une barrière métallique protège l'entrée de la colonie juive d'Itamar, en Cisjordanie. Le gardien, mitrailleuse en bandoulière, n'a pas l'air commode. Non loin, un petit garçon fait mine de scruter l'horizon avec une paire de jumelles en boîtes de conserve, une main sur son fusil en bois. Aux aguets. Soudain, la barrière s'ouvre pour laisser sortir une femme et ses enfants. Elle s'arrête à notre hauteur, baisse la vitre de sa voiture et nous lance avec rage: « Partez, vous n'avez rien à faire ici, bâtards! »

C'était en avril, pendant l'opéra-

tion Rempart, la plus grande incursion militaire dans les territoires occupés depuis la guerre des Six-Jours de 1967, destinée à éradiquer le terrorisme qui sème la désolation en Israël. En deux semaines de reportages, dans les villes dévas-

tées de Jénine, de Naplouse et de Bethléem, je n'avais jamais vu Youssef, mon chauffeur, se mettre dans un état pareil. Les yeux fixés sur la barrière, cet Arabe israélien, qui préfère dissenter sur les femmes plutôt que sur la politique, a ex-

posé: « Ces colonies sont le cancer de la Palestine! »

Youssef n'avait pas tout à fait tort. Les quelque 150 colonies de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sont au coeur du conflit israélo-palestinien. Leur expansion a largement contribué au déclenchement de la présente Intifada. Les Nations unies les considèrent illégales. Les Palestiniens ragent de voir leur futur État indépendant rétréci à mesure que s'élèvent de nouvelles implantations.

Voir PALESTINE en A2

MON CLIN D'OEIL > STÉPHANE LAPORTE

Durant le G8, George Bush a informé les autres chefs d'État qu'il cherchait un remplaçant à Arafat. Jean Chrétien lui a suggéré le nom de Paul Martin.



AUJOURD'HUI
DANS LA PRESSE

Actuel A23-A31
Arts et spectacles cahiers C et D
- horaires-spectacles D19
- Télé-horaire D2
Avis G8
Bridge 18
Carrières cahier I
- formation 17
Décès B6, B8
Échecs 18
Éditorial A20
Encans F8
Êtes-vous observateur? F2
Feuilleton H16
Forum A21
Horoscope H16
Jardiner J8
La grille des mordus H10
La Presse Affaires E1-E10

Loteries A2, B8
Monde A16-A19
Mon toit cahier J
Mots croisés H16
Mot mystère H16
Ni bête ni méchant! F2
Petites annonces 18
- immobilier F2-F4
- marchandises F4, F5
- emplois F5-F7
- automobile F7, F8
- affaires E2
Philatélie 18
Plus B1-B5
Politique A4, A6
Restaurants D20
Vacances-voyage cahier H
Vin D21
Sports cahier G



MÉTÉO

Voir B8

Passages nuageux
Maximum 27 > minimum 17



6 21924 45678 2

1
3
4
6

Offre de lancement

Londres

Offre spéciale

vol
aller-retour
à partir de

399\$

Départs
tous les
samedis

Tunis
à partir de
854\$

Canada
AIR
CHARTER

Nombre
de sièges
limité

Permis du Québec

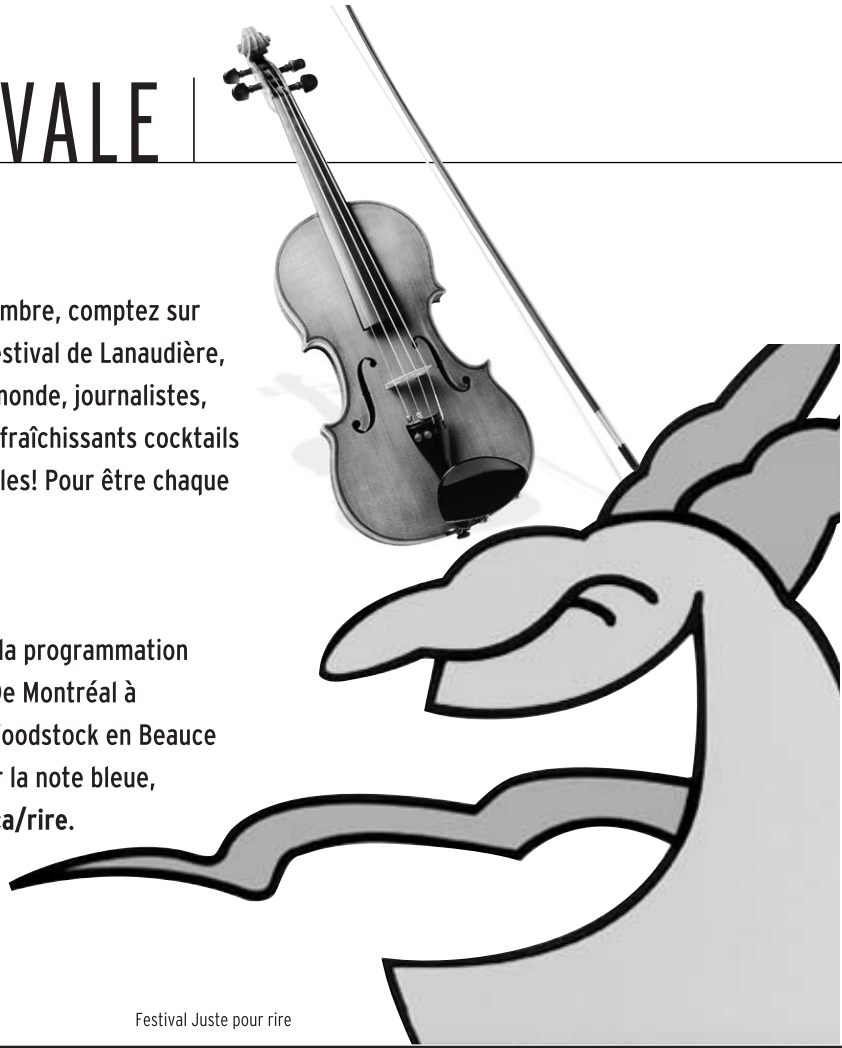
Consultez votre agent de voyages ou Multi-Voyages tél. (514) 858-0011 ou 1 888 302-6221 ou par courriel à : info@canadaaircharter.com

TOUJOURS À L'AVANT-SCÈNE DE VOTRE ÉTÉ

MONTRÉAL FESTIVAL, LA PRESSE ESTIVALE



LAURYN HILL
Festival international de jazz de Montréal



Festival Juste pour rire

Pour tout savoir sur les festivités qui font vibrer Montréal de juin à septembre, comptez sur *La Presse*! Que ce soit au Festival international de jazz de Montréal, au Festival de Lanaudière, au Festival Juste pour rire, aux FrancoFolies ou au Festival des films du monde, journalistes, chroniqueurs et photographes se relaient déjà pour vous concocter de rafraîchissants cocktails de culture. Spectacles, entrevues, exclusivités, primeurs et séries spéciales! Pour être chaque jour à l'avant-scène de l'été, lisez *La Presse*.

Surfin' Cyberpresse!
Cyberpresse vous offre le parfait complément pour explorer l'univers et la programmation des festivals, des fêtes populaires ou des petits et grands événements. De Montréal à Tadoussac, de Québec à Sainte-Perpétue, que vous soyez branchés sur Woodstock en Beauce ou sur Les Nuits d'Afrique, la fiesta est à cyberpresse.ca/festivals. Pour la note bleue, tapez cyberpresse.ca/jazz et pour la note humoristique, cyberpresse.ca/rire.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 3-0-4 > À quatre chiffres : 7-5-1-8

SUITES DE LA UNE

HÉRITAGE

Suite de la page A1

« Avec l'arrivée de la nouvelle économie, des apprentis sorciers comme les analystes, les conseillers en placement et même certains comptables ont voulu faire croire que la comptabilité n'était plus adaptée à la réalité des entreprises », souligne Jacques Fortin.

Pour expliquer la « performance » des sociétés, on a alors développé de nouveaux concepts. Parmi ceux-ci, on retrouve le fameux BAIIA, soit le bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements.

Ces outils à la mode ont servi à vendre des tonnes d'actions. Ils ont également permis à « des titres qui n'avaient intrinsèquement aucune valeur d'atteindre des prix qui n'avaient pas de bon sens et qui étaient en complète rupture avec leur situation véritable ».

À tous ceux qui utilisent des indicateurs de rentabilité plus ou moins bidon, Jacques Fortin rappelle: « Quand il n'y a pas de profits, il n'y a pas de valeur. »

C'est le nettoyage des livres

comptables qui entraîne la vague de scandales à Wall Street. Entre autres, la firme de télécommunications WorldCom a révélé qu'elle aurait dû comptabiliser des dépenses au moment où elles ont été engagées plutôt que de les enregistrer comme des immobilisations comptabilisées à plus long terme, ce qui a surestimé ses profits de 3,8 milliards US.

Toutes ces manipulations vontelles ternir à jamais l'image de la profession comptable? Au contraire, pense le professeur Fortin, c'est une bonne chose car le marché va enfin comprendre que la comptabilité est une affaire d'experts. « On va voir que le travail de vérification a plus de valeur ajoutée qu'on ne le pensait et qu'il y a un prix à payer quand le travail est mal fait », dit le spécialiste.

Avec le temps, remarque-t-il, le travail de vérification est devenu une source de revenus moins importante pour les cabinets comptables. « Les actionnaires se sont dit:

puisqu'il n'y a pas de scandale, ni d'accident, à quoi ça sert de payer le gros prix? » De fil en aiguille, la vérification à faible coût en est venue à servir d'entrée pour les comptables plus intéressés à offrir aux clients de lucratifs services de consultation.

Pour redonner ses lettres de noblesse au travail des vérificateurs, Jacques Fortin pense qu'il faut généraliser l'obligation de vérifier les états financiers pour les petites et les grandes sociétés privées. « Elles ont aussi des dettes, des employés et des responsabilités sociales », souligne le professeur des HEC.

Selon lui, le métier de vérificateur doit également rebâtir son indépendance. Pour ce faire, la rémunération des comptables ne doit plus être liée à la facturation de sa propre clientèle, mais à celle du cabinet. Aujourd'hui, plus un vérificateur génère des revenus auprès de ses clients, mieux il est rémunéré. Cette situation lui enlève son indépendance, car il ne peut se permettre de perdre ses clients.

« Par contre, un cabinet qui a 2000 clients peut se permettre d'en perdre cinq, explique-t-il. Les vérificateurs doivent être solidaires entre eux et se transférer des comptes quand des confrères perdent des clients. » Le professeur Fortin pense que l'on devrait élargir cette pratique jusqu'à faire une rotation de clientèle entre les cabinets de comptables. « Pour éviter les conflits, on pourrait même limiter le nombre d'années durant lesquelles un cabinet aurait les mêmes grands clients », avance-t-il. À son avis, cette mesure entraînerait plus d'ajustements pour les cabinets, mais ne se traduirait pas par des baisses de revenus puisque le bassin de clients resterait entre les mains des mêmes firmes comptables.

Enfin, Jacques Fortin souligne qu'il faudra être prêt à payer plus cher pour avoir des services de vérification de grande qualité. « Il faut être conscient qu'il faudra payer plus cher que 100 \$ de l'heure, dit-il. Mais quand on voit

les dégâts que l'on est en train de vivre, je pense que les actionnaires de WorldCom auraient été prêts à déboursier un peu plus pour sauver des milliards de dollars. »

La vague de scandales aux États-Unis pourrait bien traverser la frontière. « La malhonnêteté n'est pas une caractéristique territoriale et la même chose peut se produire ici », dit le professeur. Paradoxalement, la réglementation plus floue des organismes de surveillance provinciaux pourrait toutefois rendre la tâche plus difficile aux fraudeurs.

L'organisme américain (SEC) a beau être plus vigilant que ceux du Canada, l'approche « légaliste » des États-Unis a permis de mettre en place une réglementation plus tatillonne, où chaque mot et chaque virgule comptent. Avec de bons avocats, il est alors possible de contourner les lois.

Cela étant dit, le Canada est loin d'être à l'abri, estime le spécialiste Jacques Fortin. « Les chances que ça arrive sont proportionnelles à la taille de notre marché. »

PALESTINE

Suite de la page A1

George Bush a prévenu, dans son discours sur le Proche-Orient, que les « activités de colonisation doivent cesser ». Plusieurs Israéliens perçoivent les colons comme des extrémistes et réclament l'arrêt des constructions dans les territoires occupés. Mais qui sont ces gens prêts à défier le monde entier pour s'établir dans un univers hostile?

Itamar est une colonie de 90 familles établie en 1984 au sommet d'une colline plantée d'oliviers, près de la ville palestinienne de Naplouse. En état de siège permanent. Les habitants s'y déplacent souvent en camionnettes blindées, protégés par une clôture de barbelés, des miradors et des troupes israéliennes. Un peu comme s'ils vivaient en cage. Lorsqu'ils en sortent, ils doivent parfois s'entasser dans des fourgons militaires, escortés par l'armée. Autour, les Palestiniens des villages pauvres sont convaincus qu'on leur a volé leur terre, leur eau et leurs oliviers — bref, que la colonie est la source de tous leurs maux. Ils détestent Itamar, parfois même jusqu'à en mourir.

Moshe Goldsmith est l'un des membres fondateurs d'Itamar. Il y a 18 ans, sa femme et lui ont quitté le calme relatif de New York pour s'y établir et y élever leurs cinq enfants. Il habite, comme tout le monde ici, une maison modeste au toit rouge et à la décoration minimale. Seules les bibliothèques, remplies de livres religieux, ajoutent un peu de chaleur aux pièces. « Nous sommes en terre juive. Personne ne nous avait promis un jardin de roses. Mais la terreur ne nous fera pas partir », expliquait-il en avril. L'opération Rempart avait rendu la vie plus facile à la communauté. « Au lieu de tuer des Juifs, les

Palestiniens essaient de se cacher. Mais ça va recommencer », prévoyait M. Goldsmith. Il n'avait que trop raison.

Le 28 mai, un tireur palestinien s'est faufilé dans Itamar et a tué trois adolescents qui jouaient au football dans la cour de l'école. Le 20 juin, un autre militant a sectionné la clôture de barbelés pour s'introduire dans la colonie. Il a tiré sur les passants avant de s'engouffrer dans la maison de la famille Shabo. Dans la cuisine, Rachel, 40 ans, fut la première à tomber. L'homme s'est ensuite dirigé vers le salon, où trois garçons, âgés de cinq, 12 et 16 ans, regardaient la télé. Il les a tués l'un après l'autre. Une fille de 13 ans a reçu une balle en plein ventre alors qu'elle tentait de s'enfuir. Un garçon de 11 ans a été grièvement blessé. Un voisin, accourant pour leur porter secours, a reçu une balle dans la tête.

Après deux attentats suicide à Jérusalem, l'horrible attaque était le troisième assaut palestinien sur des civils israéliens en autant de jours. La sanglante série, qui a fait 33 victimes — le pire bilan depuis le début de l'intifada — a poussé le cabinet de sécurité d'Israël à ordonner la réoccupation des villes autonomes de la Cisjordanie. Au lendemain de l'attaque, 50 tanks ont roulé dans Naplouse, où l'armée a imposé un nouveau couvre-feu. Mais rien de tout cela ne ramènera la famille Shabo à Itamar. « C'était une famille fondatrice, comme la mienne, raconte M. Goldsmith en entrevue téléphonique. Dix membres de la communauté ont été tués depuis le début de l'année. Aujourd'hui, les enfants ont peur de jouer dans la rue. Mais personne ne songe à partir. Nous devons continuer, c'est notre mission. »

Israël a sans doute encouragé l'implantation de colonies dans le but d'entraver la création d'un État palestinien sur ces territoires. Mais la mission dont parle M. Goldsmith provient tout droit des Écritures. Ce n'est ni la logique ni la politique qui anime sa communauté. C'est la ferveur religieuse. Les colons se voient comme des pionniers venus reconquérir la Terre promise, des héros du sionisme contre un État israélien séculier qui a perdu sa voie. Et les attaques dont ils sont victimes ne font que renforcer leurs convictions. « Dans l'Histoire, il n'y a toujours eu qu'un petit nombre de Juifs idéalistes pour faire avancer la nation juive. Nous luttons pour notre survie », affirme M. Goldsmith.

Depuis les accords de paix d'Oslo, en 1993, le nombre de colons a augmenté de 54 %, malgré la promesse d'Israël de « geler » la colonisation des terres conquises après la guerre de 1967. Selon le groupe humanitaire B'Tselem, il est passé de 247 000 à 380 000, en incluant les quartiers de Jérusalem-Est. En Cisjordanie seulement, le nombre de colons a bondi de 100 500 à 191 600, une augmentation de 90 %.

Les colonies occupent désormais 43 % de la Cisjordanie. En créant des zones tampons autour d'elles, Israël a illégalement saisi 20 % des terres, interdites aux Palestiniens. De plus, l'armée israélienne contrôle les quelque 400 villages palestiniens qui sont disséminés entre les colonies, couvrant un autre 20 % du territoire. Résultat, seulement 17 % de la Cisjordanie reste autonome, ce qui correspond aux huit villes palestiniennes dispersées sur le territoire. Les trois millions

de Palestiniens doivent constamment se soumettre à l'un ou l'autre des 120 *checkpoints* établis par l'armée. « Les communautés palestiniennes sont devenues des colonies dans une Cisjordanie israélienne », disait récemment un analyste à l'*Economist*.

Même le Mossad et l'armée d'Israël considèrent les colonies établies dans les coins les plus reculés des territoires palestiniens comme de véritables fardeaux et recommandent leur évacuation pure et simple. Depuis le début de l'intifada, leur protection requiert trois fois plus de soldats et de réservistes. Mais les colons peuvent compter sur le soutien apparemment indéfectible du premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, qui n'a pas l'intention d'ordonner l'évacuation des colonies. En fait, 34 nouvelles implantations ont été créées au cours de ses 15 mois au pouvoir.

Bon nombre de « colons » sont des Israéliens ordinaires, qui ont profité des subventions offertes par le gouvernement pour s'établir dans les implantations construites autour de Jérusalem, où les maisons sont meilleur marché. Le 18 juin, un attentat suicide a fait 19 morts dans un autobus faisant la navette entre l'un de ces nouveaux quartiers, Gilo, et Jérusalem. Pourtant, les habitants de Gilo ne se considèrent pas comme des colons. Ils n'en partagent pas les coutumes, la foi, ni même le langage: alors que leurs enfants emploient le mot *kivsh* pour désigner une rue, ceux des colonies disent *tzir*, le mot militaire pour « accès ». Mais pour les militants palestiniens prêts à mourir pour la cause, tous les colons sont des « cibles légitimes », en banlieue de Jérusalem comme sur les collines de Naplouse.



Nous vous proposons la plus vaste
sélection de marques de qualité
et tout ce dont vous rêvez pour la maison...

AUX PLUS BAS PRIX GARANTIS !





LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

nouvel emplacement spectaculaire!

CENTRE ROCKLAND: (514) 341-7810
LA CATHÉDRALE (CENTRE VILLE): (514) 282-9525
PLACE PORTOBELLO, BROSSARD: (450) 671-2202
LES GALERIES LAVAL: (450) 681-9090
MAGASIN D'ENTREPÔT
CARREFOUR LANGELE: (514) 254-3636

Vente de blanc

3051555A

ACTUALITÉS

| LIGNE HERTEL-DES CANTONS |

Chronologie

Janvier 1998

UNE TEMPÊTE de pluie verglaçante s'abat sur tout le sud-ouest du Québec. La région de la Montérégie est la plus touchée, particulièrement dans la zone surnommée le « Triangle noir » formée des villes Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Hyacinthe et Granby. Les pylônes s'effondrent, jusqu'à un million d'abonnés perdent le courant, certains ne le retrouveront qu'un mois plus tard. Devant l'urgence de la situation, le gouvernement de Lucien Bouchard adopte une série de huit décrets pour « sécuriser l'approvisionnement en électricité des citoyens des régions de Montréal, de la Montérégie et de l'Estrie » dès l'hiver 1999.

Printemps-été 1998

Les citoyens du canton de Melbourne apprennent qu'Hydro-Québec a l'intention de construire une nouvelle ligne à haute tension de 735 kV entre les postes Hertel et Des Cantons (avec le poste Saint-Césaire entre les deux), ainsi que la construction d'un nouveau poste de transformation (poste Montérégie) au nord de Granby. Les citoyens doutent de la pertinence d'installer une telle ligne à haute tension seulement pour sécuriser le réseau et soupçonnent Hydro de profiter de « l'urgence » pour construire des lignes qui serviront à l'exportation d'électricité aux États-Unis. Insatisfaits des explications fournies par la société d'État, ils demandent une injonction pour stopper les travaux chez les propriétaires. L'injonction est rejetée. Les citoyens décident de poursuivre le gouvernement et Hydro devant les tribunaux. Hydro entame la première phase des travaux entre les postes Des Cantons et Saint-Césaire.

Février 1999

Jugement Rousseau : les décrets à l'égard du projet Hertel-Des Cantons « outrepassent les pouvoirs du Conseil exécutif et sont illégaux, inapplicables, inopérants et sans effet ». Le tribunal enjoint également Hydro-Québec « de cesser ou de faire cesser immédiatement tous travaux et interventions sur le terrain ». La décision survient alors que 100 km des 145 km du projet de la ligne sont déjà construits. La construction du dernier tronçon du projet est suspendue.

Juin 1999

Au lieu d'en appeler du jugement Rousseau, le gouvernement adopte le projet de loi 42 pour légaliser les travaux qui ont été accomplis entre les postes Des Cantons et Saint-Césaire.

Été 2000

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) se penche sur le projet Hertel-Des Cantons. La Coalition des citoyens entreprend des démarches pour contester la validité de la loi 42 devant les tribunaux.

Janvier 2001

Rapport du BAPE : la ligne Saint-Césaire—Hertel, le dernier tronçon qui n'est pas encore construit, n'est « pas indispensable » aux yeux du BAPE. Le gouvernement reste muet.

Août 2001

Jugement Denis : la cour rejette la requête de la Coalition des citoyens et des citoyennes du Val-Saint-François pour faire déclarer inconstitutionnelle la loi 42. Amèrement déçus et découragés, les membres de la Coalition décident d'abandonner la bataille juridique. Un seul couple de citoyens décide de poursuivre la lutte en appel.

Juin 2002

Sans avoir jamais répondu au rapport du BAPE, Hydro-Québec et le gouvernement annoncent qu'ils amorceront enfin la dernière phase des travaux de la ligne Hertel-Des Cantons, des travaux considérés comme « urgents » quatre ans plus tôt...



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

Robert Beaulieu, de la Coalition des citoyens du Val-Saint-François, dit qu'avec le temps, les citoyens ont démontré qu'ils avaient raison. « Mais on est tellement tanné du mépris... C'est pour ça que certains ont décidé de se consacrer à autre chose. »

Cynisme et désabusement

L'annonce de l'achèvement des travaux a été accueillie avec un haussement d'épaules teinté d'amertume

JUDITH LACHAPELLE

Robert Perras est un peu comme le dernier des Gaulois qui résiste, encore et toujours, à l'envahisseur. Mais il est loin de se sentir héroïque. Il n'y a pas grand gloire à tirer d'être le dernier des citoyens de la région du Val-Saint-François (Cantons-de-l'Est) à poursuivre la lutte devant les tribunaux, dit-il. Les pylônes sont bien plantés dans sa cour depuis déjà quatre ans et il estime lui-même assez minces ses chances de renverser le plus récent jugement prononcé dans le feuilleton Hertel-Des Cantons.

« Si je pouvais gagner, si je pouvais mettre le gouvernement et Hydro-Québec dans l'eau chaude, ce serait bien cocasse, dit l'homme avec un sourire triste. Mais je ne me fais pas d'illusions. Je poursuis la lutte par principe. »

La centaine de kilomètres de lignes à haute tension reliant de poste Des Cantons (près de Windsor) à celui de Saint-Césaire est en place depuis l'été 1998, mais aucun courant n'y circule. Cette semaine, Hydro-Québec a annoncé qu'elle complèterait cet été les travaux qui ont été suspendus depuis le jugement Rousseau en février 1999. Il s'agit de terminer la construction du nouveau poste de transformation Montérégie, d'apporter des modifications à celui de Saint-Césaire et d'étendre les lignes à haute tension entre Saint-Césaire et le poste Hertel (près de La Prairie). D'autres lignes secondaires doivent encore être posées pour interlier tous les postes, dont deux qui passeront sur le terrain de Robert Perras, à Roxton Pond.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

Robert Perras, le dernier des citoyens de la région du Val-Saint-François à poursuivre la lutte devant les tribunaux.

« Elles devraient passer juste au-dessus de la grange, montre M. Perras. Je n'ai pas envie de vivre sous les lignes à haute tension, on ne sait pas trop quels effets les champs magnétiques ont sur notre santé. » Ceux qui vivent tout près de la ligne ont vu la valeur de leur propriété chuter de 20 %, affirme Robert Perras.

La ligne Hertel-Des Cantons est nécessaire pour sécuriser le réseau, a répété cette semaine Hydro-Québec. « Cette ligne-là ne servira pas à vendre de l'électricité aux Américains et n'amène aucune capacité additionnelle pour les interconnexions. Ceux qui prétendent que c'est pour faire des exportations, c'est faux », a déclaré Daniel Vaillant, d'Hydro-Québec.

Mais les citoyens sont fatigués de se

battre contre plus fort qu'eux. Et certains croient que s'ils gagnent le procès, le gouvernement va adopter une autre loi d'exception pour faire valider ses travaux, comme il l'a fait avec le jugement Rousseau. Robert Beaulieu, de la Coalition des citoyens du Val-Saint-François, dit qu'avec le temps, ils ont démontré qu'ils avaient raison. « Mais on est tellement tanné du mépris... C'est pour ça que certains ont décidé de se consacrer à autre chose. »

La quinzaine de citoyens qui font toujours partie de la Coalition ont maintenant diversifié leur lutte. Certains voudraient faire connaître d'autres sources d'énergie plus « vertes », comme l'énergie solaire et les éoliennes. D'autres militent maintenant pour un renouvellement de la démocratie. C'est le cas de Monique Fournier qui a été, jusqu'à tout récemment, l'un des plus féroces combattants de la Coalition. Aujourd'hui, M^{me} Fournier s'est retirée de la Coalition, mais milite maintenant au sein du Mouvement pour une démocratie nouvelle qui réclame notamment la représentation proportionnelle au Parlement. « C'est une suite logique, dit-elle. Si le gouvernement a eu autant de pouvoir, c'est en partie à cause de ce mode de scrutin. Quand ils ont passé la loi 42, tous les péquistes ont voté pour et tous les libéraux ont voté contre. S'ils avaient été élus de façon proportionnelle, ça aurait peut-être été différent. »

Tous les travaux entourant la ligne Hertel-Des Cantons devraient être terminés pour 2004, prévoit Hydro-Québec, soit six ans après la tempête de pluie verglaçante et l'adoption des décrets. « On nous avait dit que c'était très très urgent à l'époque, rappelle l'avocat Franklin S. Gertler. On peut mettre en doute la crédibilité d'un projet quand on a bafoué les droits des gens sous prétexte d'une urgence nationale. »

Fraîcheur garantie

Prenez un arc-en-ciel de couleurs pour mettre en valeur les saveurs de l'été, ajoutez une forme inusitée et assaisonnez le tout avec la résistance et l'éclat de la mélamine. Servir frais, chaque jour de beau temps, sur le patio ou la terrasse. Voilà la recette parfaite d'un été fraîcheur, avec les couverts de jardin de Précidio.

25%
de réduction*



AILES
LES AILES DE LA MODE

Nulle part ailleurs

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537
PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE, OTTAWA (613) 721-4537

LES GRANDS PROJETS LES AILES :
Centre-ville Montréal mercredi 7 août 2002 et Fairview Pointe Claire 2003

MODE DE VIE
MODE DE PAIEMENT



CARTE-CADREAU
ÉLECTRONIQUE
LA PUCE-A-PORTER



www.1000emplois.lesailles.com

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

Trop de sensiblerie

Le constable Gabriel Gosselin du poste 42 était en train de rédiger une contravention pour une camionnette illégalement stationnée le long du trottoir du Wal-Mart de Saint-Léonard, quand est arrivée la propriétaire du véhicule. Une dame. Elle poussait son fils dans un fauteuil roulant. L'ado de 13 ans souffre d'une maladie neuromusculaire dégénérative appelée dystrophie musculaire Duchenne.

Quel rapport avec le véhicule mal stationné ?

Aucun, justement.

À la force de ses bras, la dame soulève son fils handicapé et l'installe péniblement sur la banquette de la voiture — péniblement parce que le fils pèse dans les 90 livres. Puis elle range le fauteuil roulant — très lourd aussi — à l'arrière du véhicule. Elle s'installe au volant et aperçoit la contravention sous son essuie-glace. Il lui avait pourtant semblé que les policiers avaient laissé tomber... Un immense découragement la saisit alors. Vous savez comment sont les femmes ? Au four et au moulin du soir au matin, jamais à court d'énergie, et soudain elles craquent pour trois fois rien. L'enfant de celle-là, en plus de sa dystrophie, souffre d'ostéoporose, de cataractes, de vomissements, de migraine, de crises d'angoisse, l'enfant sort de chez le neurologue pour entrer chez le pédiatre, sort de chez le physiatre pour entrer chez le pneumologue, le cardiologue, l'ophtalmologiste, le physiothérapeute, l'ergothérapeute, l'inhalothérapeute, mère courage fait face comme mille petites chèvres de M. Séguin, et soudain craque pour une contravention !

Étiez-vous, oui ou non, en infraction madame ?

Oui, mais...

Mais quoi ? Ça aussi c'est les femmes. Toujours à ergoter. Elle est allée pleurnicher au poste de police, expliquer que toutes les places du stationnement réservées aux personnes handicapées étaient prises. Elle

n'a pas pleuré mais c'était tout juste. Encore un peu et elle aurait raconté ses nuits à essuyer le vomi, ses angoisses, sa vie. Finalement elle a demandé à parler au constable Gabriel Gosselin.

L'agent de service a rejoint son collègue par radio, mais ce dernier a refusé de s'expliquer, prétextant qu'il était sur un « call ». Laissez-moi votre contravention, je lui en parlerai quand il reviendra, a obligeamment proposé l'agent. Il devait rappeler la dame quelques jours après : désolé madame, le constable Gosselin maintient que vous étiez en infraction.

Il faut féliciter le constable Gosselin.

Combien, à sa place, auraient craqué ? Voyant arriver cette femme qui poussait son fils lourdement handicapé dans un fauteuil roulant, la voyant forcer pour le lever et l'installer dans l'auto, voyant la vignette sur le pare-brise, voyant que toutes les places du parking voisin pour handicapés étaient prises, combien auraient dit bof, et fermé leur grand livre à contraventions ? J'en connais même qui auraient aidé la dame, il y a des policiers assez moumounes pour cela, j'en connais. Imperturbable, le constable Gosselin, lui, s'est posé la bonne question : est-elle en infraction, oui ou non ?

Oui.

Amis lecteurs, nous vivons des temps de grande sensiblerie alors que la criminalité est partout, et que règne l'insécurité. Comment en sommes-nous arrivés là croyez-vous ? Je viens de vous le dire : trop de sensiblerie. Résultats, les attentats suicide, les Hells, Enron, WordCom et maintenant les mères d'enfants handicapés qui stationnent leur camionnette n'importe comment dans les parkings des Wal-Mart.

Merci constable Gosselin. Et que les bandits se le tiennent pour dit.



JE VOUDRAIS MAINTENANT FÉLICITER LA TUQUE

— Vous ne saviez évidemment pas que les prochains championnats du monde féminins de pétanque se tiendraient à La Tuque. Misère ! Des fois je me demande de quoi vous aurez l'air quand je ne serai plus là pour vous informer des vraies choses de la vie. Vous aurez l'air de troglodytes, et vos fiancées porteront la burqa, voilà. À La Tuque donc, dans quinze jours, du 11 au 14 juillet, il y aura des Africaines, des Hongroises, des Belges, 27 pays dont Israël... Et les Israéliens sont inquiets. Les gens de l'ambassade d'Israël à Ottawa ont appelé à La Tuque.

Les bénévoles seront-ils armés ?

Euh...

Y'aura-t-il des chiens ?

Euh...

A-t-on prévu des détecteurs de métal ?

Euh...

Comment s'assurera-t-on qu'il n'y aura pas de bombes sous les voitures qui transporteront les joueuses ?

M. Gaston Bolduc, qui a reçu l'appel, a été au moins capable de répondre à celle-là : il n'y aura pas de voitures. Les filles vont habiter à deux minutes à pied du lieu de compétition. Pour les autres questions, M. Bolduc a conseillé d'appeler au poste de police. Ce qui n'a pas vraiment rassuré les gens de l'ambassade.

Et quel genre de visiteurs attendez-vous ?

Surtout des amateurs de boules.

Les Israéliens n'ont même pas ri. L'humour juif est très surfait, c'est pas comme le festival de l'humour chez nous.

JE VOUDRAIS AUSSI FÉLICITER M. PÉAN — Logiquement, normalement, M. Stanley

Péan devrait très prochainement être engagé au *Devoir* où, si j'ai bien compris, il compte de nombreux et fervents admirateurs. On s'est beaucoup ému dans les médias en général et au *Devoir* en particulier, du traitement ignominieux que *La Presse* a fait subir à M. Péan, sans prendre la peine de vérifier ce qu'il en était vraiment. Mais c'est pas grave, moi non plus je ne vérifie pas tout le temps, c'est long et surtout ça change les perspectives de vérifier, tu te fais une idée d'un truc, tu vérifies et paf, c'est pu ce que tu pensais, c'est chiant de vérifier finalement. Anyway... Heureux collègues du *Devoir* où l'indépendance des critiques est absolue, je lisais justement samedi dernier la critique que le collègue Robert Chartrand, du *Devoir*, faisait du livre de madame Bombardier qu'il trouve absolument délicieux. Je ne connais personne à part lui qui ait trouvé ce livre délicieux, les opinions vont de nul à pourri en passant par ridicule, mais justement, que le critique littéraire du *Devoir* ait trouvé délicieux le roman de madame Bombardier est la preuve de la grande indépendance des critiques du *Devoir* où, je vous le rappelle sans malice, c'est forcément un hasard, chronique aussi madame Bombardier.

N'empêche que j'aime mieux ne pas penser à ce qu'on dirait dans les médias en général et au *Devoir* en particulier, si ce genre de hasard arrivait à *La Presse*.

Tiens, vous voulez lire un bon truc, pour l'été ? C'est con de dire « pour l'été », mais c'est vrai que c'est un petit livre frais et léger, essayez *Je l'aimais*, Anna Gavalda, et de la même, des nouvelles, *Je voudrais que quelqu'un m'attende quelque part*.

Pour ce qui est de moi, ne m'attendez pas avant jeudi prochain.

Chantal Renaud reste discrète sur sa relation avec Bernard Landry

RICHARD THERRIEN

Le Soleil

MAIS QUI EST donc cette femme se montrant depuis plusieurs mois au bras de Bernard Landry ? Plusieurs l'auront remarquée au Grand Prix du Canada à Montréal, un événement qui ne manque pas de visibilité. Elle était là aussi pour accueillir les convives, lors de la réception annuelle du premier ministre au Musée du Québec, le 24 juin. De plus en plus, elle et lui s'affichent côte à côte, arborant une évidente complicité.

Cette femme, au visage qui nous est familier, c'est Chantal Renaud. Scénariste reconnue en France et lauréate d'importants prix dans le milieu de la télévision, cette Québécoise fait surtout carrière en Europe. Peu témoins de son travail d'écrivaine, les Québécois se souviennent surtout de sa courte carrière de chanteuse à la chevelure blonde, dans les années yé-yé, et de son rôle dans le film *L'Initiation*, aux côtés de Danielle Ouimet. Une époque sur laquelle elle a fait une croix, et qu'elle préfère oublier.

À propos de ses rapports avec Bernard Landry, Chantal Renaud se fait discrète, bien qu'elle ne tarisse pas d'éloges à l'égard du premier ministre, dont elle se dit très

proche. Elle a tout de même accepté de nous accorder une entrevue et d'en dire un peu plus sur sa relation avec le chef du Parti québécois, qui refuse d'aborder la question avec la presse.

La scénariste a fait la connaissance de M. Landry chez un ami commun, le parolier Luc Plamondon, il y a déjà plusieurs années. « Nous avons eu une longue discussion sur le marché de l'audiovisuel au Québec. J'ai ensuite rencontré sa femme, Lorraine, que j'ai tout de suite adorée. Tellement que Bernard Landry est devenu pour moi *l'homme à côté de Lorraine* ! J'ai fréquenté le couple durant les derniers mois de la vie de Lorraine. Ils sont venus dans ma maison en Provence. »

Rapprochement

À la mort de Lorraine Laporte-Landry, en juillet 1999, M^{me} Renaud a voulu apporter son soutien à son ami Bernard. Elle comprenait sa souffrance, après avoir elle-même perdu son seul fils, il y a cinq ans. « Cet homme-là a eu tant de chagrin à la perdre, tout comme moi pour mon fils. C'est un guerrier de la politique, on n'imagine pas qu'il puisse à ce point souffrir. Cette chose-là nous a rapprochés. Je sais, par expérience, que trois



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

Bernard Landry, accompagné de Chantal Renaud lors du Grand Prix du Canada.

mois après le décès de quelqu'un, plus personne ne vous en parle. Comme si la douleur disparaissait aussi rapidement. »

Depuis, ils ont toujours gardé contact. Et les convictions politiques de Chantal Renaud, dont elle

n'a à peu près jamais parlé, n'y sont certainement pas étrangères. « J'ai toujours été souverainiste, mes parents l'étaient et le sont toujours. J'ai braillé durant plusieurs nuits après le dernier référendum. C'était cruel, j'ai connu le résultat en Provence, à 6h du matin, après

toute une nuit à croire que le OUI avait gagné. C'était affreux ! Du fait de mon attachement profond au Québec, c'est une fierté de partager l'amitié de son plus ardent défenseur. Il n'y a pas de limite à l'amitié de coeur. »

Aussi bien dire que la période difficile que traversent Bernard Landry et son parti en ce moment ravive ses convictions les plus profondes. Pour défendre le premier ministre et ses idéaux, elle y va d'un plaidoyer vigoureusement passionné. « Je voudrais étrangler ceux qui le font souffrir. Je m'efforce de ne pas lire les journaux. Ça me scandalise de penser qu'on ne le perçoive pas comme un souverainiste. Je n'ai jamais vu un être humain tant brûler pour que le Québec soit un pays. »

Pour sauver la nation, serait-elle prête à s'impliquer davantage, à réaffirmer ses positions, à la droite de Bernard Landry ? « Si j'avais, pendant une seconde, la conviction de pouvoir faire bouger les choses pour que le Québec soit indépendant, je n'hésiterais pas », affirme-t-elle, sans ambages.

Quand on lui demande jusqu'où vont ses rapports avec le premier ministre, elle répond, dans le plus grand calme : « La vie privée doit le rester. Autrement, on est privé de vie. »

Hydro Confort au foyer depuis maintenant 13 ans

THERMOPOMPES & CLIMATISEURS
Toutes les grandes marques disponibles

MITSUBISHI ÉLECTRIQUE

Profitez de notre **GARANTIE du meilleur prix!**

Au plus bas prix du marché : Centrale de traitement d'air Plafonnier

Estimation sans frais

Dépositaire autorisé de FRIGIDAIRE, HITACHI et plusieurs autres

6 ans de garantie

Salle de montre au 6431, rue Jean-Talon Est, Montréal

www.hydro-confort.com (514) 255-0363 • 1 800 267-4399

Zytco LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS

CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

VERRE SUPER-ISO BLOCK

ARÊTES OU RECOUBRÉS

ESTIMATION SANS FRAIS

514-335-2050

800-361-9232

au vent fou L'ENTREPÔT NAUTIQUE EXTRÊME

QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

- Skis nautiques
- Wakeboard
- Wet Suits
- Tubes
- Planches à voile
- Beach Wear
- Kayak (vente & location)

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal

www.auventfou.com 1-800-336-2126

NISSAN

Fais de l'air.

La Maxima 2003 en déplace beaucoup.

399\$ /MOIS*

0\$ acompte disponible
Transport et préparation inclus !

4,8%
Financement à l'achat**

*Location de 48 mois pour la Maxima GXE 2003 (U4RG73 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 4,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122

NISSAN

Duceppe se joint à la communauté chinoise qui réclame des excuses du Canada

ANDRÉ DUCHESNE

Il n'y a pas que les terrains gazonnés de la colline parlementaire d'Ottawa qui seront envahis à l'occasion de la fête du Canada du 1^{er} juillet. Le pigeonnier du premier ministre Jean Chrétien risque de l'être tout autant.

Cela parce que le premier ministre recevra des milliers de cartes postales que des membres de la communauté chinoise lui enverront afin de lui rappeler leur désir de voir le Canada reconnaître son erreur dans l'adoption de l'Acte d'exclusion qui a formellement interdit l'immigration chinoise entre 1923 et 1947.

En 1885, le gouvernement fédéral décrétait l'adoption d'une taxe, connue sous le nom de « Chinese Head Tax » imposant comme son nom l'indique des frais d'entrée de plusieurs centaines de dollars aux immigrants chinois, ce qui n'était pas le cas des individus provenant d'autres communautés. Puis, en 1923, comme des milliers d'entre

eux avaient tout de même réussi à s'installer au pays au grand dam semble-t-il des autorités fédérales de l'époque, on adoptait l'Acte d'exclusion entré en vigueur le 1^{er} juillet 1923. Par cette loi, abolie en 1947, les Chinois étaient carrément considérés comme persona non grata au pays de la feuille d'érable.

« Le 1^{er} juillet n'est pas pour nous une occasion de célébrer le Canada avec les autres Canadiens. Et depuis l'arrivée des libéraux de M. Chrétien, il ne semble pas que nous aurons droit à une quelconque forme de reconnaissance, lance May Chiu, directrice du Service à la famille chinoise du Grand Montréal. On nous répète que le passé est le passé et qu'il faut regarder en avant. Mais pour notre communauté, il est important d'être reconnu pour compenser toutes les souffrances vécues. »

Cartes postales

À la veille de ce 79^e anniversaire de l'Acte d'exclusion, la communauté a donc fait imprimer « quelques milliers de cartes postales » résumant son point de vue sur la question et pré-adressées au bureau du premier

ministre Chrétien à Ottawa. On y lit : « J'appuie une résolution négociée qui reconnaît les contributions des Canadiens d'origine chinoise à la construction d'un Canada fort et libre. »

Dans les faits, la communauté réclame également une compensation pécuniaire. Selon les données accumulées, quelque 81 000 Chinois ont été forcés de payer au total 23 millions de dollars en taxes d'entrée entre 1885 et 1923, somme qui, selon leur évaluation, valait 1,4 milliard en 2000.

« Nous savons bien que le gouvernement ne nous versera jamais une telle somme mais nous voulons tout de même que les individus encore vivants ou leurs descendants obtiennent une forme de reconnaissance », indiquait M^{me} Chiu.

Le Conseil national des Canadiens d'origine chinoise a d'ailleurs entrepris une poursuite au civil contre le gouvernement fédéral à ce sujet ; celle-ci est présentement en appel devant une cour de l'Ontario.

L'appui de Duceppe

Au cours de la conférence de presse d'hier, M^{me} Chiu était accompagnée du chef du Bloc québécois Gilles Duceppe venu exprimer son

appui aux revendications de la communauté. « La taxe est entrée en vigueur au moment où la construction du chemin de fer transcanadien était pratiquement terminée, a-t-il fait remarquer. Le gouvernement fédéral a l'obligation morale de présenter ses excuses et d'ajouter une compensation. »

M. Duceppe a ajouté que sous le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, un tel geste de réconciliation avait été fait à l'égard des Canadiens d'origine japonaise emprisonnés durant la Deuxième Guerre mondiale.

Il a de plus tiré un parallèle avec le présent, estimant que plusieurs segments de la nouvelle Loi sur l'immigration seront défavorables à l'entrée de réfugiés au pays et que les montants exigés de ces derniers sont trop élevés.

On croit qu'il reste environ 800 Chinois vivant au Canada qui ont payé la fameuse « head tax » pour s'établir ici. L'un d'eux, James Wing, 90 ans, est venu raconter hier comment, à l'époque, les gens de sa communauté recevaient bien peu de considérations de leurs nouveaux concitoyens. « Nous avons vécu dans des conditions s'approchant parfois de celles d'animaux », a-t-il déclaré.

| ACCORD AGRICOLE |

Ottawa ne veut pas négocier avec les provinces dissidentes

MICHAEL TUTTON
Presse Canadienne

HALIFAX — Le ministre fédéral de l'Agriculture, Lyle Vanclicf, a indiqué hier qu'il n'était disposé à faire aucune concession pour convaincre les trois provinces qui ont refusé de signer l'accord cadre agricole de 5,2 milliards \$.

Il a cependant souligné que les éclaircissements qui seront apportés devraient suffire à convaincre la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec de se rallier aux autres provinces.

« Je suis confiant qu'avec les éclaircissements offerts, nous pourrions réaliser bientôt l'accord », a déclaré le ministre au terme de trois jours de négociations avec ses homologues provinciaux.

Jeudi, le Québec n'était pas présent à la cérémonie de signature. Le ministre de l'Agriculture, Maxime Arsenneau, a déclaré qu'il était d'accord avec les grands principes de l'entente-cadre, mais qu'il n'avait pas réussi à obtenir des garanties de flexibilité de la part du fédéral, non plus que de données précises quant aux sommes supplémentaires impliquées et à leur répartition entre les provinces.

La ministre de l'Agriculture du Manitoba, Rosann Wowchuk, est restée assise avec le public pendant que ses collègues provinciaux attendaient en file de signer l'accord controversé avec le ministre Vanclicf.

Au terme de la conférence, M^{me} Wowchuk a cependant déclaré qu'elle avait obtenu certaines réponses, et qu'elle allait soumettre les programmes aux agriculteurs avant de donner son consentement final.

Le ministre de la Saskatchewan, Clay Serby, qui a aussi refusé de signer l'accord, a quitté discrètement la réunion sans faire de commentaires.

Le gouvernement fédéral est prêt à investir 600 millions par année pendant deux ans, dans un fonds de financement pour venir en aide aux agriculteurs affectés par la sécheresse et les autres difficultés liées au marché. Il demande aux provinces de contribuer environ 480 millions par année.

Le ministre Vanclicf a indiqué que si les provinces dissidentes n'acceptaient pas l'accord, les agriculteurs auraient quand même accès à la portion fédérale du fonds.

L'Île-du-Prince-Édouard, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont fait part de leur intention de finaliser l'entente dès qu'ils auront reçu l'autorisation de leur gouvernement.

L'Alberta et l'Ontario se sont engagés à contribuer au fonds à hauteur de 40%. Le ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique a indiqué jeudi qu'il allait signer l'accord, mais que sa province n'avait pas les moyens de payer sa part.

Rabais exceptionnels partout en magasin!

GRANDE

CÉLÉBRATION

estivale

Literie

Duvets

Construction en cloison
Simple 89⁹⁵ Double 109⁹⁵ Grand 119⁹⁵ Très grand 149⁹⁵

Oreillers de duvet blanc 27⁹⁵

Taies d'oreillers en percale
Assortiment d'imprimés
Légères imperfections. La paire 2⁹⁵

Wamsutta Springmaid
Ensembles de draps en percale
180 fils au pouce carré
Nous n'avons pas tous les formats de chaque modèle.
Simple 16⁹⁵ Grand 34⁹⁵
Double 24⁹⁵ Très grand 44⁹⁵

Literie

Springmaid Ensembles complets

Simple 79⁹⁵ Double 99⁹⁵ Grand 149⁹⁵

Assortiment d'imprimés

SIMMONS Beautyrest Oreiller 6⁹⁵

Couvre-matelas « Easy Fit »

Simple 9⁹⁵ Double 12⁹⁵ Grand 14⁹⁵

Lits en laiton et en fer
Aux plus bas prix. Garantis!

Matelas

Choisissez parmi notre vaste sélection

Sealy Charmeur
simple 199⁹⁵ double 229⁹⁵ grand 279⁹⁵

Sealy Posturepedic
simple à partir de 349⁹⁵ double à partir de 449⁹⁵ grand à partir de 499⁹⁵ très grand à partir de 799⁹⁵

Simmons Evasion
simple 219⁹⁵ double 349⁹⁵ grand 369⁹⁵

Simmons Beautyrest
simple à partir de 499⁹⁵ double à partir de 699⁹⁵ grand à partir de 749⁹⁵ tx. grand à partir de 1069⁹⁵

**Nous payons la TPS et la TVQ*
ou ne payez rien avant un an.
*Nous vous accorderons une réduction de prix équivalente à la TPS et la TVQ.
Nous avons les produits.

Fenêtres

Service à domicile gratuit
331-5260
Levolor HunterDouglas
SILHOUETTE • DUETTE • LUMINETTE

Salle de bain

Robes de chambre 39⁹⁵

Débarbouillettes 99¢

Serviette de bain 4⁹⁵

Essuie-main 1⁹⁵

Draps de bain épais 37"x65" 11⁹⁵

Salle de bain

Serviettes

Bain 6⁹⁵ Essuie-main 4⁹⁵ Débarbouillette 2⁹⁵

Tapis de bain 5⁹⁵

Assortiment de rideaux de douches en DPC 4⁹⁵

Table

Invitation 3M Scotchguard 9⁹⁵
disponibles en 6 couleurs
52 x 70 po et 60 x 84 po

Porcelaine • Cristal • Articles-cadeaux • Couverts

Tressage

Ensemble 45 pièces en porcelaine fine 149⁹⁵

Royal Doulton Carmima

citron, bleu, harlequin • à partir de 11⁹⁵

Service de couverts en acier inoxydable 18/10

Choix de 3 styles
Ens. de 20 pièces 139⁹⁵
Service d'appoint 5 pièces 79⁹⁵
4 fourchettes et couteaux à poisson 49⁹⁵
Ens. 4 couteaux à dessert ou 4 tartineurs 44⁹⁵
Ens. de 4 fourchettes à desserts 19⁹⁵
Ens. de 4 cuillères espresso 14⁹⁵

Articles ménagers

Ambry Home Médallion Professionnel

EN PRIME: Poêle à omelette
Acier inoxydable 18/10 fini miroir
Disque en aluminium encapsulé (pour une cuisson égale)
Garantie 20 ans • Ens. 9 pièces • Notre prix 139⁹⁵

Ambry Home Couteaux de chefs, acier trempé

Ensemble de 3 • Garantie à vie • Notre prix 85⁹⁵

Grille-pain Toastess en chrome

39⁹⁵

Couteaux à steak Laguiole

Ensemble de 6
Manches noirs 68⁹⁵ Manches inox 78⁹⁵

Garantie 2001
Tous Conditions

CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respectons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

LINEN CHEST

DÉCOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

PORCELAINE
CRISTAL & CADEAUX

LISTE DE MARIAGE

La Cathédrale centre-ville
(514) 282-9525

Place Portobello, Brossard
(450) 671-2202

Centre Rockland
(514) 341-7810

Les Galeries Laval
(450) 681-9090

Carrefour Langelier
(514) 254-3636

Service à domicile GRATUIT
331-5260

Liquidation Spéciale

Tapis persans

Tapis persans et orientaux

100 % tissés à la main

EMBARGO COMMERCIAL IRAN — États-Unis

En raison de l'embargo commercial, une grosse cargaison de tapis destinée normalement aux collectionneurs de New York et Los Angeles a été confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate au public. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

Tous les tapis vont de 100 \$ à 1 800 \$

Premiers arrivés, premiers servis
Samedi 29 juin - 11 h à 19 h
Dimanche 30 juin - 13 h à 18 h
Lundi 1^{er} juillet - 11 h à 18 h
Hôtel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie

+

La vague Internet se dégonfle

Un internaute sur huit décroche du réseau

FRANÇOIS BERGER

LA DÉCONFITURE du secteur des télécommunications, avec ses dizaines de milliers de mises à pied et ses milliards de dollars de pertes, est une conséquence de l'adoption plutôt mitigée de l'Internet, qui n'a pas vraiment « décollé » malgré les promesses du contraire.

Une importante partie de la population ne voit encore aucun intérêt à se brancher au grand réseau électronique et même un internaute sur huit en décroche, montre une étude que vient de publier Statistique Canada.

Presque la moitié de la population canadienne, et c'est la même chose aux États-Unis, n'utilise jamais l'Internet et n'a pas non plus l'intention de le faire dans la majorité des cas, révèle une analyse de l'agence fédérale montrant une résistance inattendue au nouveau média censé révolutionner les rapports sociaux.

Parmi 6,9 millions de ménages canadiens où on a déjà utilisé Internet à un moment ou un autre depuis son émergence dans le grand public il y a huit ans, plus de 813 000, ou

12 %, l'avaient abandonné en 2000. Au Québec, les ménages « décrocheurs » seraient au nombre de 190 000, entre 1994 et 2000.

Par ailleurs, un internaute actif sur sept, parmi ceux âgés de plus de 14 ans, fréquente le Web en dilettante en utilisant cette technologie seulement quelques fois par année. Ces « occasionnels » pourraient rejoindre les décrocheurs, dont la plupart ont indiqué qu'ils ne recommenceraient pas à se servir d'Internet au cours de l'année de l'enquête, même s'ils possédaient un ordinateur.

L'étude note aussi que 42 % des Canadiens âgés de plus de 14 ans n'avaient jamais utilisé Internet en 2000. Et 78 % d'entre eux ont déclaré que cela ne les intéressait aucunement !

Décrochage

En fait, les décrocheurs comme les non-utilisateurs n'ont tout simplement pas besoin d'Internet et n'en voient pas l'utilité dans leur vie, constate l'étude de Statistique Canada. Un ménage décrocheur sur trois a répondu qu'il n'en avait pas besoin.

Aux États-Unis, une enquête menée en

septembre 2001 a trouvé qu'un décrocheur sur cinq considère qu'il n'a pas besoin d'Internet. Quelque 3,6 millions de ménages américains ont mis fin à leur abonnement au réseau, soit 6 % des ménages branchés (les chiffres américains portent sur le branchement à l'Internet, et ceux du Canada sur l'utilisation du réseau).

Le coût du service est jugé trop élevé par 17 % des décrocheurs canadiens et par 22 % aux États-Unis. Vient ensuite la perte d'accès à un ordinateur parmi les raisons invoquées pour décrocher d'Internet.

Au Canada comme aux États-Unis, les décrocheurs et les non-utilisateurs sont plus âgés, moins bien nantis financièrement et moins scolarisés que les internautes qui persévèrent. Il s'agit de femmes en majorité et

aussi de parents ayant de jeunes enfants. Les retraités sont également du nombre.

Les auteurs de l'étude se demandent s'il est « raisonnable », pour les administrations publiques et les entreprises, de faire d'Internet un canal majeur de communication, alors que cette technologie est loin d'être adoptée uniformément dans la société. Les entreprises de télécommunications ont pour leur part répondu négativement à cette question.

Statistique Canada prédit par contre un bel avenir à l'Internet lorsque la génération la plus jeune, qui utilise beaucoup ce média, aura « remplacé » la génération plus âgée davantage réfractaire aux nouvelles technologies. Ce « remplacement » n'aura cependant pas lieu avant quelques décennies, puisque les non-utilisateurs ont 54 ans en moyenne et les décrocheurs, 37 ans !

| POURSUITES POUR AGRESSION |

Ottawa pourrait aider des Églises

Presse Canadienne

EDMONTON — Ottawa pourrait accepter d'aider certaines Églises, afin de leur permettre de régler les poursuites intentées contre elles pour des agressions commises dans leurs internats.

Citant une source non identifiée, le quotidien *Edmonton Journal* indique que le gouvernement fédéral pourrait accepter des compromis sur certains points importants que les leaders des Églises catholique, anglicane, unie et presbytérienne ont proposés l'an dernier, dans l'espoir de régler plus de 11 000 poursuites.

Le gouvernement fédéral estime qu'il pourrait en coûter 1,3 milliard pour indemniser les anciens élèves qui affirment avoir subi des agressions sexuelles et des mauvais traitements dans plus d'une centaine d'écoles.

Les Églises ont tenté de convaincre Ottawa de renoncer à sa décision d'exiger qu'elles paient 30 % de toute indemnisation payée aux victimes, alléguant qu'elles allaient devoir déclarer faillite.

Shawn Tupper, directeur général du Bureau du Canada sur le règlement des ques-

tions des pensionnats autochtones, soutient que la politique du gouvernement n'est plus immuable.

Ottawa, dit-il, est maintenant prêt à considérer l'idée de reconnaître le travail charitable que les Églises ont fait par le passé et pourrait faire à l'avenir, et à négocier une formule d'indemnisation permettant aux communautés religieuses de dédommager les victimes des internats, d'une façon qui ne les obligera pas à déclarer faillite.

« Je ne veux pas que cette déclaration soit prise au pied de la lettre, a déclaré jeudi M. Tupper. Nous ne nous engageons pas à ce qu'aucune communauté religieuse ne déclare faillite (. . .) Mais nous voulons nous assurer que leur foi et leurs institutions continueront d'exister. »

Les dirigeants des Églises ont déclaré n'avoir été informés d'aucune modification de la politique fédérale.

Quelque 100 000 enfants autochtones âgés de six ans et plus ont fréquenté un réseau d'internats administrés par des communautés religieuses et le gouvernement, entre 1930 et 1996.

180 millions oubliés dorment à la Banque du Canada

Presse Canadienne

CRANBROOK, C.-B. — Des fonds en déshérence, totalisant quelque 180 millions, dorment à la Banque du Canada.

Cette semaine, la banque centrale faisait état de 752 048 montants non réclamés. Le compte le plus ancien, provenant d'une caisse d'épargne de Cranbrook, affichait un solde de 737,29 \$ au 29 novembre 1951.

Les sommes de moins de 500 \$, au bout de 10 ans, sont confiées au Receveur général du Canada tandis que celles de 500 \$ ou plus sont gardées indéfiniment par l'institution financière.

Les banques à charte et fiducies, rappelle Harry Ivey, directeur de l'exploitation à la

Banque du Canada, vont tenir au frais pendant 10 ans des fonds qui paraissent avoir été oubliés, après quoi elles vont confier cet argent à la banque centrale.

Dans plusieurs comptes, il n'y a plus que « 5 \$, 7 \$ ou 10 \$, alors que certains soldes substantiels dépassent les 400 000 \$ », note le directeur. La Banque du Canada rémunère ces montants au taux annuel de 1,5 %, pendant 10 ans.

Les gens concernés peuvent consulter le site Internet de la banque, en soumettant leur nom à l'engin de recherche offert. Par ailleurs, quand quelqu'un a repéré le montant qu'il croit être le sien, il doit prouver également à l'institution qu'il en est le détenteur légitime.

Reportage publicitaire

Protégeons nos transporteurs

Lettre ouverte au Premier Ministre du Canada
Montréal, le 29 juin 2002

M. Jean Chrétien
Premier Ministre du Canada
Chambre des Communes
Ottawa

Monsieur le Premier Ministre,

Je m'empresse de vous écrire à cause de sérieuses difficultés qui résultent de la décision de l'Office des Transports du Canada de refuser à notre compagnie le droit de continuer son programme de vols vers Haïti, que nous desservons depuis plus de 18 ans. En effet, depuis la disparition de notre fournisseur, en l'occurrence Canada 3000, certains transporteurs canadiens et étrangers en profitent pour nous saigner à blanc en doublant carrément leur prix. Nous avons décidé alors de nous prendre en main en tentant d'établir notre propre transporteur aérien. Pour ce faire et devant le refus des transporteurs canadiens de nous louer leur avions, nous nous sommes adressés à des transporteurs étrangers dont notamment European Aviation, une compagnie britannique détentrice d'une licence canadienne, afin de nous aider à réaliser notre programme dont l'objectif principal est de développer certains marchés et principalement le marché africain, que nous croyons prometteur. Faute de moyens, l'entente avec European Aviation vise surtout à nous aider à établir notre propre transporteur canadien, en embauchant des pilotes et des agents de bord canadiens tout en leur donnant une qualification et un entraînement adéquats, et en louant les avions de la compagnie European avec une option d'achat sur les appareils, comme cela se fait avec d'autres grands transporteurs.

Notre étude démontre que durant un intervalle de 5 ans, nous disposerions d'une flotte de 19 appareils pour couvrir un large marché international non encore desservi par nos transporteurs, avec la possibilité de créer 6 000 emplois, parmi lesquels 200 sont déjà existants. D'ailleurs, une vingtaine de membres du personnel naviguant de cabine, très heureux et très motivés, sont partis à bord de notre vol inaugural du 22 courant à destination de Londres pour entamer leur période de formation. Ces derniers ont été engagés par le transporteur. Par ailleurs une autre tranche d'une vingtaine du personnel en formation partira ce soir pour Londres afin de compléter leur période d'entraînement. Or, nous avons été confrontés à une difficulté insurmontable de la part de nos transporteurs canadiens, qui s'objectent devant certains vols en alléguant qu'ils peuvent assurer notre programme sans aucun engagement, dû au fait de la carence de disponibilité d'appareils en service. Et ceci se fait à la dernière minute pour indisposer l'Office. Seul Kelowna prétend pouvoir le faire alors qu'en réalité, ce transporteur n'avait pas la capacité nécessaire pour opérer les vols du 17 et du 18 juin derniers. Environ 5 tonnes de bagages ont été laissés à l'aéroport de Mirabel et nous avons dû les acheminer par cargo, ce qui a eu pour effet de nuire à nos opérations. Nos vols directs étaient prévus de Montréal. Face au délai de l'approbation, nous avons dû décider autrement. Cette situation nous a obligé à protéger des centaines de passagers à gros coûts sur différentes destinations, nous obligeant à faire face à tous ces inconvénients au lieu d'aller de l'avant. L'inquiétude de nos clients se répercute constamment sur nos lignes téléphoniques, tout en nous empêchant de progresser adéquatement.

Monsieur le Premier Ministre, entre le 1er et 8 juillet, nous avons plus de 2 600 passagers à transporter en provenance de Montréal, d'Haïti et de la Martinique. Notre problème s'amplifie au fil des semaines puisque nous sommes en haute saison et que nous nous sommes engagés à transporter de nombreuses religieuses appartenant à des congrégations, à l'occasion de la visite du pape au Canada. C'est la raison pour laquelle nos vols en provenance d'Haïti sont remplis à pleine capacité, et il n'y a aucun transporteur canadien qui veut s'engager à transporter nos passagers. La seule possibilité qui s'offre à nous est de pouvoir assurer nos vols avec European Aviation, puisque notre programme était planifié sur un équipement de 440 sièges. Le 747 de European Aviation est déjà engagé pour assurer les vols dès le 1er juillet à destination d'Haïti et de la Martinique, et a été payé d'avance. Encore là, nous nous sommes heurtés à certaines dispositions de l'Office des Transports du Canada. Par exemple, ce lundi 24 juin, European n'a pu effectuer un vol faute d'autorisation, et nous avons dû utiliser un 727 d'une capacité de 151 passagers de la compagnie Kelowna. Une rotation le lundi 24 juin à 3 heures A.M., ainsi que deux autres le mardi 25 juin à 3 heures A. M. et à 15 heures, ont dû être effectuées. En tout, 3 rotations au lieu d'une, en créant une confusion totale chez nos passagers alors qu'un seul départ a été prévue lundi à 6 heures A.M. . Ces rotations nous coûtent pratiquement deux fois le prix d'un 747. Alors, les passagers en général se posent des questions du genre : " Pourquoi votre vol inaugural pour Londres est-il parti alors que nous pas? " Et la réponse qu'on leur donne est insatisfaisante.

Si aujourd'hui nous sollicitons votre appui, c'est parce que lors de ma dernière visite à l'Office le mardi 25 juin en cours, j'ai appris de vive voix des membres de ce bureau qu'il s'agit plutôt d'une question purement politique. Or déjà dans le passé nous avions opéré nos vols avec des compagnies étrangères dont notamment North America et Islander, et ceci de décembre 2001 à mai 2002. Pour nous, c'était une chose acquise et on ne s'attendait pas à ce que l'affaire devienne à la dernière minute une question politique. Sinon nous aurions agi autrement. Devant une telle situation, vous êtes donc notre dernier et seul recours à pouvoir nous aider à rencontrer nos engagements à l'endroit de nos passagers, dont la majorité sont des canadiens d'origine haïtienne. D'ailleurs, nous avons été avisés par les autorités aéroportuaires et l'office nationale de l'aviation civile d'Haïti nous demandant de régulariser la situation qui est devenue très préoccupante en Haïti. Même l'ambassade du Canada en Haïti a été saisie du dossier. Si nous ne recevons aucune aide, nous serons voués à disparaître parce que Haïti constitue la niche principale de la survie de notre compagnie.

Monsieur le Premier Ministre, le fait que European Aviation engage notre personnel selon notre entente et qu'il crée de l'emploi chez nous, cela nous met au même titre que les transporteurs canadiens. Puisque ces derniers louent également leurs avions de l'extérieur, en plus que cette compagnie est détentrice d'une licence canadienne. D'ailleurs, j'ai toujours cru que l'entreprise est l'économie d'un pays. Par ailleurs, le capitaine de European Aviation, à son arrivée à Mirabel, m'a demandé pourquoi le centre de contrôle de Montréal était si heureux d'apprendre que nous sommes arrivés pour effectuer le programme de Canada Air Charter, en criant : superbe. Je lui ai répondu qu'il n'était pas le seul. Tout cela pour vous dire, Monsieur le Premier Ministre, que tout le monde attend avec impatience le démarrage de ce projet dans l'espoir de décrocher un jour un emploi.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Steve Z. Nasra,
Président-directeur général
La direction de Multi-Voyages

Anglais, Français
Espagnol, Italien

École
internationale
de langues

Y

MCA

www.ymcamontreal.qc.ca/langues

Prochaines sessions :

2 juillet (jour et soir)
29 juillet (jour)

Centre-ville :
(514) 849-8393,
postes 709 et 719

Peel

LOTO
QUÉBEC

Résultats

TVA, le réseau des tirages

31 Jours de Chance

Número complet 100 000 \$
5 derniers chiffres 1 000 \$

4 derniers chiffres 100 \$
3 derniers chiffres 30 \$
2 derniers chiffres 20 \$

Número du 29 juin

667360

2002-06-01	395843	2002-06-15	002416
2002-06-02	170244	2002-06-16	130103
2002-06-03	169095	2002-06-17	616093
2002-06-04	182662	2002-06-18	584636
2002-06-05	213683	2002-06-19	177289
2002-06-06	959450	2002-06-20	281414
2002-06-07	311138	2002-06-21	577109
2002-06-08	450997	2002-06-22	947792
2002-06-09	507205	2002-06-23	451910
2002-06-10	266819	2002-06-24	469584
2002-06-11	686002	2002-06-25	686736
2002-06-12	524942	2002-06-26	182025
2002-06-13	887511	2002-06-27	956411
2002-06-14	126280	2002-06-28	165468

(numéros décomposables)

100 000\$ chaque jour du 1^{er} au 30 juin 2002

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un
problème de jeu...

MISE SUR TOI

1 866 505-REUX

Économique ?
Vraiment économique.

VOYAGEZ À MOINDRE PRIX, PARTOUT AU CANADA.

Toronto

Prix Web par trajet
à partir de

89\$

Winnipeg

164\$

Vancouver

244\$

RÉSERVEZ
EN LIGNE

10\$

ALLER-RETOUR

Pour réserver les sièges les moins chers
au Canada, contactezvotre agent de voyage,
appelez-nous au **1 866 440-0441**
ou visitez simplement **jetsgo.net**

Jetsgo

LE SIMPLIVOL^{MC}

3051575

Départs depuis Montréal. Les prix indiqués valent pour un aller simple, sont pour de nouvelles réservations seulement et sont soumis aux règles d'attribution des sièges et peuvent varier selon les dates des départs. Taxes, redevances à NAV Canada, frais de sécurité, supplément d'assurance, FAA (frais d'amélioration aéroportuaire) et supplément pour carburant en cas d'aucune durée minimale de séjour requis. Les réservations peuvent être modifiées moyennant un supplément mais ne sont pas remboursables. Les tarifs indiqués sont des tarifs d'Internet. Des frais de \$5 par trajet sont exigés pour les réservations effectuées par l'entremise du centre d'appels de Jetsgo ou d'un agent de voyage. Les taxes, suppléments, frais et redevances susmentionnés s'appliquent à tous les passagers.

Signature de l'entente sur les réfugiés

Le Canada pourra refouler les demandeurs en provenance des États-Unis

AGNÈS GRUDA

Le vice-premier ministre du Canada, John Manley, et le directeur américain de la sécurité intérieure, Tom Ridge, ont signé hier à Niagara Falls une entente de principe qui permettra au Canada de refouler les demandeurs d'asile ayant transité par les États-Unis.

En principe, cet accord est réciproque et les agents d'immigration américains pourront aussi refuser l'entrée aux États-Unis à des demandeurs d'asile venus du Canada. Mais en pratique, de tels cas sont rarissimes. Le mouvement se fait surtout en sens inverse : en 2001, près de 14 000 personnes se sont présentées à un poste frontière canado-américain pour réclamer l'asile politique au Canada. Cela représente le tiers de toutes les demandes d'asile reçues par le Canada au cours de cette année.

Cet accord du « pays tiers » fait partie des 30 priorités touchant la gestion de la frontière canado-américaine sur lesquelles MM. Manley et Ridge s'étaient entendus en décembre, dans la foulée des attentats du 11 septembre. Il a été décrié par les groupes de défense des droits des réfugiés qui dénoncent les politiques d'accueil des réfugiés en vigueur aux États-Unis.

Le texte de l'accord n'a pas été rendu public et les nouvelles restrictions ne s'appliqueront pas avant plusieurs mois. Les deux gouvernements veulent d'abord procéder à des consultations publiques, avant d'enté-

ner formellement l'entente, dont plusieurs aspects demeurent forcément flous.

Le ministre canadien de la Citoyenneté et de l'Immigration, Denis Coderre, a cependant dévoilé quelques points de l'accord, en conférence de presse hier à Montréal.

Des exemptions

Les demandeurs d'asile politique ne seront pas systématiquement renvoyés aux États-Unis, a expliqué le ministre Coderre. L'entente prévoit trois types d'exemptions. Le Canada pourrait décider d'accepter des réfugiés originaires d'un pays particulier.

Il accueillera les demandeurs ayant de la famille au Canada. Et il ne refoulera pas les mineurs non accompagnés par des adultes — qui risquent la détention aux États-Unis.

M. Coderre a insisté sur l'augmentation abrupte du nombre de revendicateurs réclamant l'asile au Canada, et a noté que 60 % de ceux qui font leur demande à un poste frontière arrivent directement des États-Unis. Selon les statistiques fournies par le ministère de l'Immigration, l'augmentation a été réelle, mais progressive.

En l'an 2000, 37 000 personnes ont demandé l'asile au Canada. En 2001, il y en a eu 44 000. Mais depuis le début de 2002, le flot de réfugiés a ralenti. Au cours des trois premiers mois de l'année en cours, le Canada a reçu un nombre de demandes inférieur de 33 % à l'an dernier.

Les États-Unis ont longtemps résisté à l'idée de cette entente, qui risque d'augmenter le nombre de demandes traitées par l'Immigration américaine. En revanche, Washington a demandé au Canada d'accepter chaque année un certain nombre de réfugiés désignés par les États-Unis.

Selon le ministre Coderre, Washington avait dans un premier temps fixé sa demande à 2400 réfugiés par an. Les deux pays se sont finalement entendus sur 200. Mais le ministre Coderre insiste pour dire que ces réfugiés seront sélectionnés par les autorités canadiennes, en fonction des lois nationales. « Nous n'avons pas abdiqué de droits », affirme-t-il.

L'accord du « pays tiers » correspond aux principes internationaux selon lesquels aucun pays n'est obligé d'accepter des réfugiés venant de pays où ils ne risquent pas d'être victimes de persécution. « Le Canada n'a pas l'intention de fermer la frontière », a déclaré le ministre Coderre.

L'accord sur les réfugiés, et la nouvelle loi sur l'Immigration et la protection des réfugiés, qui est entrée en vigueur hier à minuit, visent à « assurer un meilleur équilibre entre l'ouverture et la vigilance », a-t-il fait valoir.

La nouvelle loi comporte plusieurs mesures touchant les réfugiés. Par exemple, il sera dorénavant interdit de faire des demandes d'asile à répétition. Et les demandes en première instance seront entendues par un seul commissaire, au lieu de trois. Mais aucune de ces nouvelles dispositions n'aura autant d'impact que l'entente canado-américaine, qui risque d'empêcher des milliers de personnes d'entrer au Canada.

Une entente inutile

À court terme, l'annonce de cette entente qui n'entrera pas en vigueur avant plusieurs mois risque de créer un engorgement aux frontières canadiennes, s'inquiètent les organismes de défense des droits des réfugiés. Des personnes qui souhaitent obtenir l'asile au Canada pourraient se précipiter pour faire leur demande avant qu'il ne soit trop tard.

Mais à long terme, l'accord risque de pri-

ver de véritables réfugiés de leur droit d'asile et de les exposer à des traitements contraires aux normes internationales.

Il est impossible de juger l'entente avant d'avoir lu le texte, a convenu une porte-parole du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), Rivka Augenfeld.

Mais elle a noté que l'accord risque de donner de gros maux de tête aux agents d'immigration, qui devront décider rapidement qui doit être refoulé, et qui a droit à l'exemption. Cela risque de prolonger le temps passé aux frontières.

Plus inquiétant, M^{me} Augenfeld signale que des milliers de revendicateurs de statut de réfugié sont détenus aux États-Unis.

Un document du CCR précise que « plusieurs demandeurs d'asile sont arbitrairement privés de liberté et détenus dans des conditions scandaleuses, en compagnie de criminels condamnés », et que des enfants figurent parmi les détenus.

Des organisations internationales comme Amnistie internationale et Human Rights Watch ont dénoncé ces pratiques.

Qui plus est, a noté M^{me} Augenfeld, les États-Unis rejettent souvent des demandes fondées.

« Dans les années 1980, les réfugiés du Guatemala et du Salvador n'étaient pas acceptés aux États-Unis alors qu'ils l'étaient au Canada. C'est encore le cas pour d'autres pays aujourd'hui. »

Selon M^{me} Augenfeld, le système actuel de sélection aux frontières fonctionne bien et elle ne voit aucune raison de le modifier.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Des gens qui veulent obtenir leur statut de réfugié attendent au poste frontalier de Lacolle.

La situation s'améliore légèrement à Lacolle

AGNÈS GRUDA

DES HOMMES qui tuent le temps assis à l'ombre d'une roulotte, des femmes qui tentent de dormir appuyées contre leur compagnon, des enfants désœuvrés qui courent entre les jambes de leurs parents : hier encore, le poste frontière de Lacolle avait des airs de salle d'attente d'aéroport aux heures de plus grande affluence.

Mais l'encombrement causée par un flot ininterrompu de demandeurs d'asile commençait à se résorber.

Depuis cinq semaines, plus d'un millier de demandeurs du statut de réfugié ont présenté leurs demandes aux agents d'immigration de Lacolle. La plupart arrivaient en autobus de Plattsburgh pour traverser la frontière à pied. La majorité sont originaires du Pakistan, d'autres viennent du Pérou ou de Colombie.

Plusieurs s'étaient dépêchés de faire leur demande d'asile au Canada avant de tomber sous le coup de la nouvelle Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, qui est entrée en vigueur hier à minuit. Et dès hier matin, le rythme des demandes a ralenti : seulement 22 nouveaux demandeurs se sont présentés à Lacolle, contre plus de 80 les jours les plus occupés.

Le poste frontière de Lacolle n'avait jamais été aussi débordé, a noté Robert Gervais, porte-parole d'Immigration Canada. Mais ce n'est pas étonnant selon lui : le Canada était sur le point de réformer de fond en comble sa loi de l'immigration et cela a créé un vent de panique chez les revendicateurs. « La dernière réforme de cette ampleur remonte à 1976. »

Mais la panique était injustifiée, selon M. Gervais. Si elle modifie plusieurs aspects de la politique canadienne à l'égard des réfu-

giés, la nouvelle loi a un impact mineur sur le traitement des demandes formulées directement à un poste frontière.

La modification la plus importante concerne les personnes dont la demande a déjà été rejetée par les autorités canadiennes, et qui viennent tenter leur chance une deuxième fois. Autrefois, les dossiers de ces demandeurs suivaient la procédure régulière et étaient référés à la Commission de l'immigration et du statut de réfugiés (CISR).

Dorénavant, les « demandeurs en série » pourront réclamer la protection du Canada par une voie spéciale et leur demande sera examinée par un agent d'immigration spécialement formé à cette fin.

Mais cette mesure concerne une infime minorité des demandeurs. Au cours des quatre derniers jours, il y a eu un seul cas de ce type à Lacolle, selon M. Gervais.

En outre, les organismes de défense des

droits des réfugiés craignent que la nouvelle loi n'élargisse le pouvoir discrétionnaire qu'ont les agents d'immigration de placer en détention des demandeurs sans papiers d'identité. Mais selon Robert Gervais, la nouvelle loi ne change rien à cet égard.

Cela dit, la plupart des revendicateurs à qui *La Presse* a parlé hier disaient tout ignorer des changements législatifs qui venaient d'entrer en vigueur au Canada. Pas plus qu'ils n'avaient entendu parler de l'entente canado-américaine sur les réfugiés.

« Je suis venu ici parce que contrairement aux États-Unis, le Canada est un pays libre », a dit un Pakistanais qui s'est présenté à Lacolle avec sa mère de 64 ans.

Hier en fin d'après-midi, 150 personnes attendaient encore que leur dossier soit traité, certaines depuis trois ou quatre jours. Une soixantaine de personnes, dont des femmes avec enfants, ont été hébergées au centre communautaire de Saint-Bernard-de-Lacolle.

La sécurité à l'aéroport Pearson confiée à des réfugiés

Presse Canadienne

TORONTO — Des demandeurs du statut de réfugié, dont certains ne sont au Canada que depuis quelques mois, sont embauchés pour assurer la sécurité et la vérification des passagers et leurs bagages à l'aéroport Pearson de Toronto.

Selon des fonctionnaires des douanes et de l'immigration, ce recours à une main-d'oeuvre à statut précaire, travaillant pour des

sous-traitants, nuit grandement à la sécurité du Canada.

Ces fonctionnaires ont demandé, devant un comité du Sénat, que les autorités aéroportuaires mettent fin à cette pratique. « C'est un vrai problème, qui peut menacer la sécurité nationale, a affirmé le sénateur Colin Kenny, président du comité.

Certains de ces réfugiés obtiennent un permis de travail temporaire en quelques semaines seulement ; leur candidature est alors

soumise à des vérifications, avant qu'ils soient embauchés par l'aéroport.

Comme gardiens de sécurité, ils sont responsables de l'examen des bagages et de la fouille des passagers ; ils vérifient aussi l'identité des officiers et autres personnes ayant accès à des zones restreintes de l'aéroport.

Aux États-Unis, plusieurs employés chargés de la sécurité dans les aéroports ont été congédiés, après les attentats du 11 septem-

bre, quand on a appris qu'ils avaient des antécédents criminels ou qu'ils étaient en situation irrégulière au pays.

L'ensemble des employés faisant ce travail ont ensuite été titularisés comme fonctionnaires fédéraux, une mesure que refusait à l'origine l'administration Bush, la jugeant trop coûteuse.

Au Canada, un organisme fédéral doit prendre l'an prochain la responsabilité de l'embauche et de la formation de ces personnels.

| BACILLE DU CHARBON |

Des chercheurs dans la ligne de mire du FBI

CHRISTOPHER NEWTON
Associated Press

WASHINGTON – Les lettres piégées au bacille du charbon ont terrorisé l'Amérique déjà traumatisée par les attentats du 11 septembre. Bien que ces courriers aient cessé, le FBI poursuit son enquête auprès d'une trentaine de scientifiques américains, soupçonnés d'être liés à la vague d'attentats de l'automne dernier.

Parmi eux figure un ancien chercheur en défense biologique, le Dr Steven Hatfill, dont le domicile et les locaux professionnels ont été perquisitionnés cette semaine avec son accord, ont annoncé les agents fédéraux. Ce scientifique avait manifesté un intérêt particulier pour le bioterrorisme par le passé. Il a également attiré l'attention des enquêteurs par sa capacité à se procurer des spores du bacille, a précisé jeudi un responsable gouvernemental sous condition d'anonymat.

Le Dr Hatfill n'est toutefois qu'une « personne intéressante » parmi d'autres, en l'occurrence une trentaine de chercheurs dont les compétences et l'accès au bacille du charbon auraient pu donner la possibilité d'envoyer des lettres piégées.

Les domiciles de 25 scientifiques ont été fouillés, a précisé un officier de police, qui s'exprimait lui aussi anonymement. Selon lui, Steven Hatfill n'est pas considéré comme un suspect et rien ne le lie directement aux lettres piégées. Il a du reste nié toute implication dans ces attentats.

Les enquêteurs estiment que la personne

capable d'envoyer des lettres piégées au bacille du charbon sans tomber malade doit avoir une grande expérience dans la manipulation de cette substance mortelle. Bien que les investigations se concentrent principalement sur les chercheurs, le FBI continue d'exploiter la piste d'un terroriste qui ne serait pas lié aux recherches actuelles.

Le Dr Steven Hatfill a supervisé en 1999 une étude sur une simulation d'attaque au bacille du charbon par courrier alors qu'il travaillait la société Science Applications International, sous contrat avec le département de la Défense, a expliqué Ben Haddad, porte-parole de l'entreprise.

La simulation, écrite par un expert en bioterrorisme, décrivait le cas d'une insertion de 2,5 g du *Bacillus globigii*, ersatz du bacille de charbon, dans une enveloppe classique, a rapporté le *Baltimore Sun*.

Il a également travaillé au service de virologie de l'Institut médical militaire américain pour les maladies infectieuses jusqu'en septembre 1999. Il a ensuite rejoint l'entreprise Science Applications International.

Un policier fédéral a précisé que le passe du Dr Hatfill pour accéder au département de la Défense avait expiré et qu'il n'a jamais été renouvelé. Les passes doivent être renouvelés tous les cinq ans.

Selon *ABC News*, le FBI s'est intéressé à Steven Hatfill parce qu'il a vécu au Zimbabwe, près de l'école primaire Greendale. L'adresse « Greendale School » Franklin Park, New Jersey, était imprimée en lettres capitales sur les enveloppes au bacille du charbon envoyées à plusieurs personnes.

Cependant, les enquêteurs n'ont pas d'élément prouvant que le Dr Hatfill ait séjourné à Trenton, dans le New Jersey, d'où les lettres avaient été postées.



Photo AP

Hier, en conférence de presse, William Winkenwerder, sous-secrétaire à la Défense pour les questions de santé, a annoncé que les États-Unis entreposeraient des millions de doses de vaccin contre la maladie du charbon afin de se préparer à d'éventuelles attaques bioterroristes. Par ailleurs, le FBI continue son enquête visant à arrêter le ou les responsables des envois de colis contaminés au bacille du charbon survenus l'automne dernier.

Reprise des vaccinations pour les militaires Des millions de vaccins seront aussi gardés pour les civils

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le Pentagone a annoncé hier la reprise des vaccinations obligatoires contre la maladie du charbon dans les armées, mais en les réservant pour l'instant aux militaires exposés à des risques d'infection, comme dans le Golfe. Dans le même temps, la moitié des stocks de vaccins ainsi que des antibiotiques seront gardés pour les populations civiles en cas d'urgence aux États-Unis.

« Étant donné les événements mortels de l'an dernier et ce que nous savons de la menace du charbon comme arme biologique, nous agissons pour protéger les militaires les plus à risque, tout en partageant les stocks de vaccins disponibles » avec les agences civiles dans le pays, a indiqué le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz.

À l'automne, cinq personnes sont mortes aux États-Unis des suites d'une attaque au bacille du charbon dont les germes avaient été envoyés par courrier, provoquant une psychose après les attentats terroristes du 11 septembre. L'enquête à ce sujet n'a toujours pas abouti. Selon la presse, la police fédérale (FBI) vient de perquisitionner au domicile d'une trentaine de spécialistes en armes biologiques aux É.-U. (voir texte ci-dessus).

William Winkenwerder, sous-secrétaire à la Défense pour les questions de santé, a précisé à la presse que les piqûres seraient administrées aux militaires, membres du Pentagone et employés d'entreprises sous contrat quand ils seront déployés pour plus de 15 jours dans des zones à haut risque et quand

ils sont essentiels à la réussite de leur mission.

Le Pentagone n'a pas révélé combien de soldats recevraient le vaccin ni les régions du globe concernées. Précédemment, le ministère avait mentionné des menaces pour ses militaires dans le Golfe, en accusant l'Irak de Saddam Hussein de disposer de stocks d'armes biologiques au charbon, ainsi qu'en Corée du Sud, Pyongyang étant soupçonné d'avoir une telle arme.

Près de 2,2 millions de militaires ont été immunisés depuis 1998. Le programme avait pratiquement pris fin l'an dernier en raison de l'épuisement des stocks disponibles, le seul producteur, BioPort, s'étant vu retirer l'autorisation de fabrication pour raisons sanitaires. Toutefois, depuis que BioPort, laboratoire proche de Chicago, a reçu en mars 2002 le feu vert des autorités fédérales, des centaines de milliers de doses ont été produites chaque mois, a indiqué M. Winkenwerder.

Le programme initial de vaccination, en six doses, dans les armées avait cependant suscité une controverse : de nombreux soldats craignent des effets secondaires à long terme, rares, mais pouvant notamment provoquer des formes d'épuisement permanentes.

Le département de la Défense note dans un communiqué que des efforts militaires et civils sont en cours pour produire « d'ici quelques années seulement » un nouveau vaccin plus facile à supporter et injectable en moins de doses.

ACTION!

Les vendredis et samedis dans **La Presse**

CINÉMA



Québec-Montréal

à partir de **69 \$** aller simple

Apportez votre
bicyclette pour
seulement 5 \$
par aller-simple

3064698A



Forfaits
disponibles avec
KILOMETRE
VOYAGES
contactez votre
agent de voyage

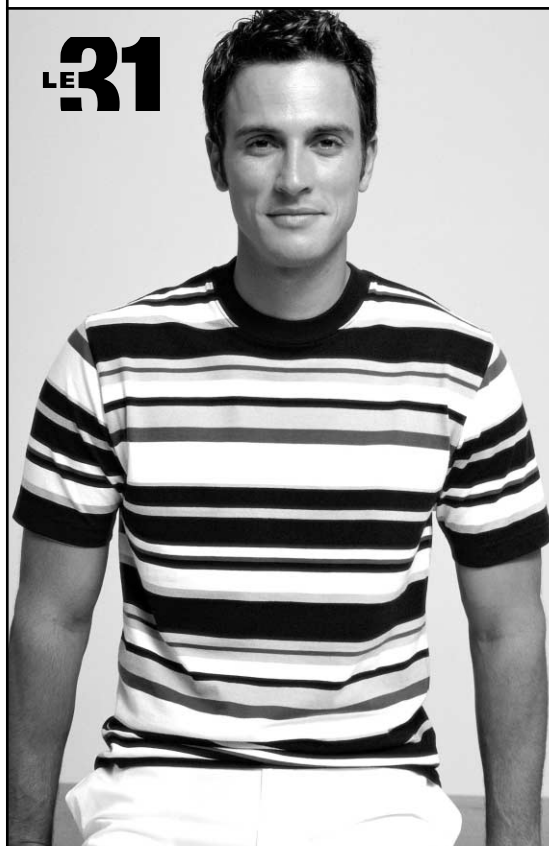
Les **dauphins**
du Saint-Laurent

(418) 694-2476 • 1-877-648-4499 • www.dauphins.ca



VOS TEE-SHIRTS D'ÉTÉ FAVORIS À PRIX EXCEPTIONNELS !

Pour tous les jours, pour tous les goûts, pour toutes les activités d'été, des tee-shirts de qualité à profusion, maintenant à des prix Simons imbattables.



LE **31**

19.99 **RAYURES NAUTIQUES**
Une économie de 33%. Jersey pur coton pour le tee-shirt encolure ronde, à rayures de différentes largeurs en combinaisons de marine et bleu ciel ou marine, rouge et jaune. P.m.g.tg.ttg.
rég. 29.95



9.99 **NUMÉRO 32**
Un style athlétique vedette de l'été à rabais de 50%. Jersey pur coton. Logo en contraste sur fond écru, marine, rouge, bleu pâle. P.m.g.tg.ttg.
rég. 19.99



9.99 **LOGO FOOTBALL**
Un prix Simons extraordinaire pour un tee-shirt en jersey de coton, exclusif au 31, avec appliqué filet thème sportif en contraste sur blanc, marine, rouge ou jaune. P.m.g.tg.ttg.
rég. 19.99



29.95 **RAYURES JUMELLES**
Une économie de 25%, sur le polo en jersey pur coton, une poche plaquée, dans un jeu de rayures marquées en contraste sur fond blanc, marine, noir, royal. P.m.g.tg.ttg.
rég. 40.00

3061389A

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE • PROMENADES ST-BRUNO • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Le *Lady Duck* renfloué à Hull

RÉGIS BOUCHARD
Le Droit

Les badauds qui assistaient au renflouage du *Lady Duck* sur le quai de la marina de Hull, hier matin, ont gardé un silence respectueux quand le toit de vinyle noir du véhicule amphibie a émergé des eaux de la rivière des Outaouais, cinq jours après son naufrage qui a coûté la vie à quatre personnes.

Les responsables de l'opération ont dû s'y prendre à deux reprises avant de finalement hisser le *Lady Duck*, vers 11h45, sur la plate-forme venue le soustraire à la rivière, à la hauteur de la rampe de mise à l'eau de la Marina de Hull.

C'est vers 6h hier que les plongeurs ont mis la dernière main au travail de récupération de l'épave qui se trouvait dans environ huit mètres d'eau. Le véhicule de cinq tonnes reposait enfoncé dans un lit vaseux.

Le travail des plongeurs était difficile en raison de la faible visibilité de l'eau. Poursuivant le travail entrepris la veille, les plongeurs ont d'abord glissé des tiges de métal sous le véhicule afin de ne pas endommager la structure.

Ils ont ensuite soulevé la charge à l'aide de câbles ancrés à une barge. Une fois libéré de la vase, le *Lady Duck*, qui suivait sous la barge, a pris la direction du quai.

À cet endroit, les opérateurs ont dû s'y prendre à deux reprises avant de finalement réussir à hisser le véhicule sur la plate-forme du camion. Puis, le *Lady Duck* a été recouvert d'une toile blanche, après quoi il a pris la direction du laboratoire du Bureau de la sécurité des transports du Canada.

Normand Breton, du BST, a indiqué que le *Lady Duck* serait maintenant passé à la loupe par des experts afin de tenter de découvrir l'origine du terrible accident qui a coûté la vie à une religieuse, ainsi qu'à une mère de famille et ses deux filles.

Les 12 autres passagers ont été rescapés par des plaisanciers. M. Breton a part ailleurs donné l'assurance que l'on n'attendrait pas la rédaction du rapport final pour aviser, s'il y a lieu, Transports Canada, les propriétaires du *Lady Duck* et les autres compagnies de véhicules amphibies de la découverte de problèmes nécessitant des mesures correctives immédiates.

Rappelons que l'accident de dimanche dernier était le second en un an impliquant le *Lady Duck*. L'année dernière, personne n'avait toutefois subi de blessures.



Photo PC

Les curieux ont observé un moment de silence hier lors du renflouage du *Lady Duck*, à la marina de Hull.

Derrière ses collègues

Un des syndiqués en lock-out de Vidéotron, Garen Adjemian, a fait un peu d'exhibitionnisme hier devant les bureaux du *Journal de Montréal* qui est aussi la propriété de Quebecor Media. Après une manifestation devant l'immeuble de TVA mardi, une centaine de syndiqués de Vidéotron ont dressé un piquet de grève hier devant l'immeuble de la rue Frontenac. Les dirigeants du syndicat ont de nouveau dénoncé l'utilisation de « briseurs de grève » par leur employeur et déploré l'absence de négociation.

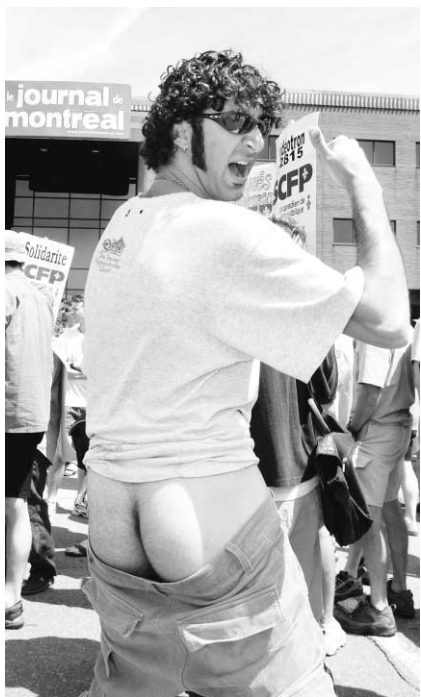


Photo IVANOH DEMERS, La Presse ©

Camionneur incarcéré

UN CAMIONNEUR américain de 31 ans, Thomas Francis Henry, de Troy, dans l'État de New York, passera le week-end en prison après avoir été arrêté hier matin au terme d'une poursuite policière. Henry, sans antécédent judiciaire connu, a enfoncé vers 4h45 hier une barrière du poste frontalier de Lacolle avec son tracteur routier, refusant de s'arrêter. La Sûreté du Québec a été avisée et une poursuite s'est engagée. Trois tapis cloutés ont été déployés dans l'espoir de freiner le fuyard, mais sans résultat. La chasse à l'homme s'est poursuivie sur l'autoroute 15, puis sur la route 132 jusqu'à Contrecoeur, où le camionneur a perdu la maîtrise du véhicule qui roulait sur les jantes des roues. Henry a comparu hier matin et a été accusé de méfait, de conduite dangereuse, de refus d'obtempérer à l'ordre d'un policier et d'entrave. La police ignore pourquoi le camionneur a refusé de s'immobiliser au poste des douanes. Le tracteur n'était pas volé et son employeur, une compagnie du Minnesota, a précisé que le camionneur avait été chargé de transporter

EN BREF

une cargaison du Minnesota au Massachusetts et n'avait aucune raison d'entrer au Canada.

Julie Boisvenu toujours introuvable

PIERRE-HUGUES Boisvenu, le père de Julie, disparue depuis le 23 juin dernier au centre-ville de Sherbrooke, songe à offrir une récompense à toute personne qui détient des informations qui permettront de retrouver sa fille aînée. «Au début de la semaine, je vais entreprendre des démarches auprès de Jeunesse au Soleil pour offrir une récompense, afin de retrouver Julie. C'est une nouvelle avenue que nous allons explorer», a indiqué M. Boisvenu. Il n'entend pas entreprendre de recherches spéciales au cours de la fin de semaine laissant les enquêteurs du Service de police de Sherbrooke (SPS) poursuivre leur travail. La jeune femme n'a pas été revue depuis qu'elle a quitté l'hôtel Ramada de la rue Wellington Sud vers 4h du matin dans la nuit du 23 juin.

À PARTIR DE SEULEMENT

2,9%*

jusqu'à 24 mois

Tous les moyens sont bons pour réserver sa Jetta

Modèle de base

Quatre coussins gonflables

Banquette arrière rabattable et divisée 60/40

Roues en acier de 15 pouces

Freins ABS

Système audio stéréo à huit haut-parleurs

Système d'alarme antivol et antidémarrage



vw.com

Êtes-vous fait pour Volkswagen?



*Taux valable aussi sur la Jetta TDI.

Taux non valable sur la GLI. Taux de financement à l'achat de 2,9 % offert pour un terme jusqu'à 24 mois. Autres taux de financement offerts : 3,9 % pour un terme jusqu'à 36 mois, et 4,9 % pour un terme jusqu'à 60 mois. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Roues en alliage illustrées offertes en option. Offre en vigueur pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Et comme la Jetta est si précieuse, nous avons même buriné 25 de ses composantes.

50 ANS
VOLKSWAGEN
CANADA

3056960

3056960A

La Presse
29 juin 2002

Page A11 manquante

La Presse
29 juin 2002

Page A12 manquante

La Presse
29 juin 2002

Page A13 manquante

| AÉROPORT DE DORVAL |

Le bruit diminue, mais des compagnies continuent à enfreindre le couvre-feu

MARIE-FRANCE LÉGER

LES PLAINTES contre le bruit des avions ont beau diminuer, des compagnies aériennes tenaces continuent à faire décoller et atterrir des appareils en dehors des heures du couvre-feu, entre 1 h et 7 h du matin, sans raison valable.

Transports Canada a émis dernièrement pour 30 000 \$ d'amendes à l'endroit de trois compagnies : Air Canada (12 500 \$) en décembre et de nouveau en février (12 500 \$), Air Cubana (5000 \$) et US Airways (5000 \$).

« Nous enquêtons sur les infractions qu'ADM nous envoie. Nous pouvons dire aussi que les plaintes ont beaucoup diminué. On en a compté 559 en 2001 contre 1510 plaintes l'année précédente », de dire Madeleine Deshaies, de la direction générale de Transports Canada. D'autres chiffres montrent également une nette amélioration du climat sonore : en mai 2000, ADM recevait 82 plaintes, 69 en mai 2001 et 33 en mai dernier.

Des citoyens continuent de veiller au grain comme Pierre Gauthier, résidant de Pointe-Claire, qui s'adresse encore à ADM de temps

en temps quand il en a assez des vrombissements au-dessus de sa tête en dehors des heures réglementaires. Il laisse sur le répondeur le jour et l'heure de l'infraction. « On me rappelle le lendemain pour me dire qu'on a pris ma plainte en note », constate M. Gauthier.

ADM mène une enquête dès que les infractions sont rapportées. S'il ne s'agit pas d'un bris mécanique ou de toute autre situation d'urgence, elle réfère le dossier à Transports Canada. D'ailleurs, sur son site Web (www.tc.gc.ca) la direction générale de Transports Canada fait état de ses efforts pour éliminer les nuisances.

Pour ADM toutefois, les mesures de réduction du bruit ont porté leurs fruits. « Nous avons demandé aux avions qui vont vers le nord de rester sur l'autoroute 13 plus longtemps et à ceux qui partent vers le sud d'attendre plus longtemps au-dessus du lac Saint-Louis avant de monter », précise Mme Beaulieu, la vice-présidente marketing chez ADM. Elle ajoute que depuis avril, l'interdiction de décollage faite aux avions de type Boeing 727, 737 et DC9 a vraiment amélioré le climat sonore.



Photothèque ROBERT MAILOUX, La Presse © Pour ADM, les mesures de réduction du bruit autour de l'aéroport de Dorval ont porté leurs fruits.

Le Japon va tester le prototype d'un super-Concorde

JOJI SAKURAI
Associated Press

TOKYO — On dirait un javelot ailé. Le futur avion de ligne supersonique japonais volerait à 2000 km/h et aurait deux fois plus d'autonomie et trois fois plus de passagers que le Concorde tout en étant moins bruyant et polluant. Un prototype doit être testé le mois prochain dans le désert australien.

Le Laboratoire national de l'aéronautique (NAL) prévoit de lancer le 11 juillet un prototype sans pilote et sans moteur, qui a 10 % de la taille qu'aurait le futur avion. Installé sur le dos d'une fusée, il sera propulsé à près de 2500 km/h. Après un vol de 14 minutes, il déploiera ses parachutes et atterrira.

Le test vise à juger l'aérodynamique, qui a été élaborée grâce à des simulations informatiques pour réduire de moitié le bruit du vol supersonique. « Nous vérifierons lors de l'expérience si notre design a vraiment l'effet de réduction du bruit observé dans les simulations », a souligné le porte-parole du NAL Toshiharu Okuda.

Les responsables du projet prévoient de mener d'autres tests dans les deux prochaines années et ne pensent pas que le futur supersonique, baptisé NEXST, sera prêt pour des vols commerciaux avant 2012.

Les sceptiques font remarquer que le Japon s'est peu illustré dans le domaine de l'aviation depuis la Seconde Guerre mondiale. « Il y a un manque d'expérience et de savoir-faire, deux facteurs qui comptent beaucoup dans ce domaine », souligne Hiromu Maeda, professeur d'aéronautique à l'Université de Kyoto.

Hiromu Maeda se demande surtout si un tel avion pourra jamais répondre aux strictes normes de sécurité du transport aérien. « La sécurité est la considération suprême », souligne-t-il.

Cela n'empêche pas des entreprises comme Boeing, qui travaille sur son projet de Sonic Cruiser (un avion destiné à atteindre en croisière une vitesse proche de celle du son), de prendre le vol d'essai du mois prochain au sérieux. « Nos partenaires japonais sont à la pointe de cette technologie », estime Wade Cornelius, vice-président de Boeing pour la stratégie mondiale. Interrogé sur le fait de savoir si un succès dans le désert australien pouvait conduire à un partenariat NAL-Boeing, M. Cornelius ne l'a pas exclu.

Le futur supersonique nippon aurait des capacités très supérieures au Concorde. Le NAL affirme que des économies de carburant et une conception ultralégère permettraient à NEXST d'accueillir 300 passagers, contre 100 pour le Concorde, et lui donnerait une autonomie de 12 000 km, soit environ le double du supersonique franco-britannique. Il polluerait également moins que le Concorde et ses réacteurs émettraient 75 % moins d'oxyde d'azote.

Autre progrès annoncé, l'appareil serait aussi « silencieux » qu'un avion de ligne subsonique classique. Le NAL refuse de dévoiler le prix du projet, sur lequel il travaille en collaboration avec Mitsubishi Heavy Industries et Nissan Motor.

PLACE VERSAILLES

LE CENTRE DE L'ÉLÉGANCE

VENTE TROTTOIR MEXICAINE

Jusqu'au 7 juillet

Sur la promenade nombreux rabais jusqu'à **70%**

VIVA MEXICO

De sympathiques Mariachis vous divertiront avec leurs airs les plus connus et les plus entraînants.

Jeu­di et ven­dredi 16 h à 20 h
Samedi et dimanche 12 h à 16 h

UN ZESTE DU MEXIQUE

En exposition sur la promenade une casa typiquement mexicaine avec ses ânes, coqs, cochons et iguanes réunis dans un même enclos.

PLACE VERSAILLES
www.placeversailles.com
LE CENTRE DE L'ÉLÉGANCE

PLUS DE 225 MAGASINS
INCLUANT LA BAIE, ZELLERS, RONA ET MAXI
TUNNEL LAFONTAINE ET RUE SHERBROOKE EST
MÉTRO RADISSON

3057277

Visionair pique du nez, mais n'abandonne pas ses passagers

MARIE-FRANCE LÉGER

DEVANT l'impossibilité de faire décoller ses trois premiers vols du week-end vers Paris, le grossiste Visionair tentait hier de « protéger » ses clients en les dirigeant vers d'autres transporteurs.

L'aventure de Visionair risque donc de piquer du nez avant même son baptême de l'air. « On est en train de protéger 800 à 900 passagers », a dit Steve Robitaille, avocat consultant pour Visionair. Il ne cachait pas que tous les vols suivants, prévus jusqu'en octobre, étaient tous annulés jusqu'à nouvel ordre.

Le nouveau grossiste avait affrété la compagnie aérienne française L'Air (de Lyon) pour des vols hebdomadaires assurant la liaison Montréal-Paris, mais cette dernière n'a pas obtenu le permis exigé par l'Office de transports national du Canada. (Voir texte en H2)

Plusieurs passagers ont choisi de se faire rembourser, mais d'autres veulent absolument s'envoler comme prévu vers l'Europe. « C'était leur premier vol ce soir ! Moi, j'ai payé 835 \$ et j'aimerais mieux être là-bas », a dénoncé hier Stéphane, un des passagers.

Pour les passagers du week-end, Visionair essayait de les relocaliser sur un vol de Canada Air Charter, via Londres, ou encore un vol d'Air Transat dès lundi. « On n'avait pas de garanties du transporteur que les passagers reviendraient à bon port. On a opté pour le côté sécuritaire », a souligné M. Robitaille.

Le grossiste montréalais a entraîné dans cette aventure un groupe de voyagistes dont Vacances Signature, Alio Tours et Néo Tours ainsi que le français Eurotel spécialisé dans la réservation d'hôtels parisiens.

Audi Certifié™

Seul leur compteur sait qu'elles ne sont pas neuves.

Audi Certifié™

Taux de financement à l'achat à compter de **2,9%⁺⁺**

Couvertes par une garantie limitée Audi de 2 ans ou 160 000 km.*

Inspection multipoints exhaustive • Disponibles avec la légendaire traction intégrale quattro™ • Luxueux intérieurs en tissu, cuir, bois et aluminium de qualité • Innovations issues des normes rigoureuses fixées par la division des sports motorisés de Audi • Une occasion exceptionnelle de rouler en Audi à un prix aussi abordable.

Visitez votre concessionnaire Audi, ou rendez-vous à l'adresse www.audicanada.ca pour trouver la voiture d'occasion qu'il vous faut.

AUTOMOBILES E. LAUZON
1384, boulevard Labelle
Blainville (QC)
(450) 430-1460

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6961

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811

*Visitez votre concessionnaire pour connaître tous les détails. **Taux de financement annuel de 2,9 % offert par Audi Finance aux clients admissibles, à l'achat d'une A6 pour un terme jusqu'à 48 mois, ou d'une A4 ou S4 pour un terme jusqu'à 24 mois. Valable sur les années modèles 1997 à 2001 en stock chez les concessionnaires. Les mensualités et le coût d'emprunt varient en fonction de la durée du prêt, du montant de l'emprunt et de l'acompte ou de l'échange. Prix réels fixés par le concessionnaire. Demandez les détails aux concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée pouvant changer sans préavis. « Audi », « quattro » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. « Audi Certifié » est une marque de commerce de Audi AG. © Audi Canada 2002. Pour en savoir plus sur Audi ainsi que sur les véhicules et la garantie Audi Certifié, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à l'adresse audicanada.ca

L'agent Stante dit s'être débrouillé avec les moyens du bord

CHRISTIANE DESJARDINS

En assénant deux coups de poing au visage de Jean-Pierre Lizotte dans le but de le maîtriser et le mettre en état d'arrestation, la nuit du 5 septembre 1999, à la terrasse du Shed Café, le policier Giovanni Stante estime avoir agi dans les règles, compte tenu des circonstances.

« S'il y avait eu plus de policiers ç'aurait été fantastique, mais on était deux. C'est arrivé très vite. Ici (en cour), on dissèque tout, mais c'est arrivé dans la rue. Je n'avais pas le temps de prendre le manuel, tourner à la page 10 pour voir la force à utiliser. Il fallait que je réussisse à contrôler cet homme. Il fallait que j'utilise les mesures qu'on m'a enseignées », a dit Stante, hier, alors qu'il était contre-interrogé par la Couronne. Le policier de 35 ans est accusé de l'homicide involontaire de Lizotte, un sans-abri de 45 ans.

Pas maîtrisé ?

Quoi qu'il en soit, Stante a maintenu hier que Lizotte n'était pas encore maîtrisé par le portier du Shed Café, Steve Deschâtelets, lorsqu'il lui a donné les deux coups de poing au visage. Selon Stante, Deschâtelets a surgi derrière Lizotte et l'a empoigné avec une prise full Nelson, qu'après le second coup de poing. Au cours du procès, toutefois, la majorité des témoins qui se trouvaient à la terrasse du Shed Café cette nuit-là, sont venus dire que Stante frappait, pendant que Deschâtelets tenait Lizotte.

Stante a expliqué hier qu'il avait suivi la gradation des procédures dans les cas d'arrestations. Il avait d'abord invité Lizotte à le suivre, mais le sans-abri avait refusé et s'était mis à reculer dans les tables de la terrasse. Puis, en voyant l'agent Stante s'approcher de lui, Lizotte a commencé à lui donner des coups de pied. Stante a frappé. Il a indiqué, hier, qu'il ne pouvait pas utiliser le poivre de Cayenne parce que des gens attablés à la terrasse auraient pu être incommodés, et il était bien sûr hors de question qu'il utilise son arme de service. Il fallait donc qu'il intervienne à mains nues, et c'est ce qu'il a fait.

Par ses multiples questions, le procureur de la Couronne, M^e Michel Breton, a fait ressortir toutes les « erreurs » survenues au cours de cette arrestation musclée. Ainsi, ce n'est qu'une fois que Lizotte était en route pour l'hôpital, menotté, pas mal assommé, et couché sur la banquette arrière du véhicule de police, que Stante l'a avisé de sa mise en arrestation, et lui a donné ses droits. Hier, Stante a dit que s'il ne l'avait pas fait avant, c'est qu'il n'en avait pas eu le temps. Tout était arrivé trop vite.

Le procureur a aussi questionné longuement Stante sur les « oublis » dans ses rapports. Stante n'avait pas parlé des coups de poing, et s'était contenté de remarquer que le suspect avait été maîtrisé. Le contre-interrogatoire de Stante se poursuit mardi.

Rappelons que les policiers étaient intervenus cette nuit-là, parce que Lizotte et le portier du Shed Café se colletaillaient. Le portier tentait d'expulser Lizotte, qui se masturbait devant les clients. Le sans-abri est resté paralysé après son arrestation, et il est mort d'une pneumonie moins de deux mois plus tard.

« J'ai toujours été en avance sur mon temps »

La championne de la dissidence prend sa retraite de la Cour suprême

ISABELLE DUCAS
Presse Canadienne

OTTAWA — Dans les hommages qui ont été rendus à la juge Claire L'Heureux-Dubé, à l'occasion de sa retraite de la Cour suprême du Canada, tous ont souligné qu'elle a été la championne de la dissidence au cours de ses 15 années sur le banc du plus haut tribunal du pays.

Mais la juge, qui quitte ses fonctions le 1^{er} juillet, s'empresse de préciser que ses vues dissidentes ont plus tard été acceptées, ont mené à des réformes judiciaires et ont fait évoluer le droit.

Si elle était perçue comme rebelle à ses débuts, par sa défense passionnée des droits des femmes, des enfants, des gays, des minorités ethniques, des handicapés et des autochtones, raconte-t-elle, c'est qu'elle était en fait une visionnaire.

« J'ai toujours été en avance sur mon temps, et c'est un drame, parce qu'on est alors voués à la dissidence », a souligné la juge, au cours d'une entrevue avec la Presse Canadienne, peu de temps avant sa retraite.

Depuis 1987, à la Cour suprême, la juge L'Heureux-Dubé a entendu plus de 1200 causes et écrit 254 jugements, dont 40 % où elle était dissidente.

Il faut du courage pour aller à contre-courant, et Claire L'Heureux-Dubé n'en a jamais manqué. Cette pionnière a l'habitude de faire face à des difficultés : tout au long de sa carrière, elle a dû se battre pour ses idées et ses ambitions.

« J'ai été victime de discrimination à toutes les étapes de ma vie, à partir de mes études supérieures et aussi au sein de la magistrature », raconte-t-elle, sans aucune amertume.

On a tenté de la décourager d'entreprendre des études supérieures, on lui a refusé des bourses, disponibles exclusivement pour les étudiants masculins, on a douté de ses capacités, mais elle a toujours foncé, « stimulée par les défis », dit-elle.

M^{me} L'Heureux-Dubé est née en 1927 à Québec et a grandi à Rimouski, où elle a commencé ses études. Elle s'est ensuite inscrite, en 1947, à la faculté de droit de l'Université Laval, où elle était l'une des deux seules femmes.

Elle a été acceptée au Barreau en 1952 et a très vite commencé à s'intéresser au droit familial, une discipline qui n'était pas très respectée à l'époque, alors que la loi sur le divorce n'existait même pas. Son intérêt pour ce secteur l'amènera à participer à la révision du Code civil du Québec, au début des années 1970, en



Photo Reuters

Claire L'Heureux-Dubé

tant que présidente du comité sur le droit de la famille.

En 1973, elle est devenue la deuxième femme juge à la Cour supérieure du Québec puis, six ans plus tard, la première femme nommée à la Cour d'appel de la province. Son ascension ne s'arrête pas là : en 1987, le premier ministre Brian Mulroney la nomme à la Cour suprême, où elle est la deuxième femme à siéger.

Cette carrière florissante a cependant été marquée par le scepticisme de ses collègues masculins, qui se demandaient si elle serait en mesure d'abattre l'énorme quantité de travail qu'exigeaient ses fonctions.

Pour clouer le bec au juge en chef de la Cour suprême Brian Dickson, qui lui avait dit, au moment de sa nomination, que ce travail exigeait que l'on s'y consacre 24 heures par jour, M^{me} L'Heureux-Dubé avait fait installer un lit pliant dans son bureau. « Comme ça je pourrai travailler jour et nuit », lui avait-elle lancé.

Ce lit est resté là au cours des 15 années suivantes et la juge, connue comme étant un bourreau de travail, y a souvent passé de courtes nuits.

Mais rendre la justice lui a apporté tellement de satisfaction que les longues heures de travail ne sont qu'un petit désagrément, dit-elle.

Le seul épisode qui lui laisse un goût amer est celui de la controverse déclenchée par les critiques du juge albertain John McClung à son endroit, en 1999. « Ça a été très douloureux parce qu'on est entré dans ma vie privée, c'est une attaque personnelle qui a fait très mal », reconnaît Claire L'Heureux-Dubé.

En rendant un jugement à la suite

d'une plainte d'agression sexuelle contre Steve Ewanchuk, le juge de la Cour d'appel de l'Alberta avait souligné que la plaignante, une mère de 17 ans, n'était pas « vêtue d'un bonnet et d'une crinoline » et que cette affaire était « moins de nature criminelle qu'hormonale ».

Lorsque la cause a été portée devant la Cour suprême, la juge L'Heureux-Dubé, en renversant la décision du juge McClung, a déploré ce langage « qui non seulement perpétue des mythes et stéréotypes archaïques sur la nature des agressions sexuelles, mais ne tient pas compte du droit applicable ».

John McClung n'a pas digéré ce revers. Il a répliqué en envoyant une lettre au quotidien *National Post*, un geste que les juges ne posent à peu près jamais. « Les convictions personnelles de la juge, émises de son siège, pourraient expliquer de façon plausible le nombre important et croissant de suicides signalés parmi la population masculine de la province de Québec », avait écrit le juge albertain.

Le choix des mots était cruel : le mari de la juge, Arthur Dubé, un professeur de métallurgie, s'est suicidé en 1978.

Le juge McClung a été blâmé par le Conseil de la magistrature et s'est excusé par la suite.

Claire L'Heureux-Dubé dit en avoir fini avec cette histoire, mais elle ne l'a visiblement pas tout à fait digérée. « Je n'accepte pas qu'on tente de s'attaquer à l'indépendance des juges, que l'on cherche à les intimider », affirme-t-elle, soulignant qu'une telle chose ne se serait jamais produite si l'un de ses collègues masculins avait écrit le jugement. « Les femmes juges sont toujours plus attaquées, on écrit contre moi tout le temps », déplore-t-elle.

Claire L'Heureux-Dubé, qui aura bientôt 75 ans, l'âge de la retraite obligatoire pour les juges, aura toujours un emploi du temps très chargé, malgré son départ de la magistrature. Elle a accepté l'offre de l'Université Laval de devenir juge en résidence, veut écrire un livre sur la vie du juge Albert Mayrand et continuera à travailler pour les droits de la personne et l'éducation judiciaire, en acceptant les invitations de divers organismes aux quatre coins du monde.

« Ce n'est pas la fin de ma carrière, c'est une autre étape seulement », souligne-t-elle.

Le premier ministre Jean Chrétien doit annoncer d'ici la fin de l'été quel juge du Québec prendra sa place sur le banc du plus haut tribunal du pays. Les noms qui circulent le plus fréquemment dans les milieux juridiques sont ceux de Louise Otis et de Morris Fish, tous deux de la Cour d'appel.

Le monde vous appartient.



fido_affaires

Un Fido. Cinq continents.

Au Canada, dans 6 000 villes aux États-Unis et dans plus de 100 pays, Fido fonctionne là où vous faites des affaires. Grâce à nos nombreuses alliances avec des opérateurs internationaux GSM, vous pourrez être joint au même numéro sans changer d'appareil :

- > 20 ¢ US la minute à partir des États-Unis, pour les appels aux États-Unis et vers le Canada
- > Tarifs avantageux dans chaque pays

Un seul numéro, des services personnalisés qui vous suivent partout. Décidément, vous n'aurez jamais voyagé en aussi bonne compagnie.



Motorola V66

- > Fonctionne sur trois bandes de fréquences GSM dans les Amériques, en Europe, en Afrique, en Asie et en Océanie
- > Donne l'accès rapide à Internet mobile



fidoaffaires.ca

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Les Promenades St-Bruno

Pour commander ou pour obtenir plus d'information, communiquez avec le Service Fido Affaires au 1 866 272-FIDO (3436) ou encore visitez un magasin Fido ou un détaillant participant.

Israël a rasé le siège de l’Autorité palestinienne à Hébron

d’après AFP

JÉRUSALEM – L’armée israélienne a détruit hier soir à l’aide d’explosifs la majeure partie de la moukataa, le siège de l’auto-rité palestinienne à Hébron, a annoncé la radio militaire israé-lienne en précisant que des Palestiniens pourraient avoir trouvé la mort dans le bâtiment.

Des bulldozers blindés dé-blayaient les débris pour permettre aux soldats israéliens de pénétrer dans ce qui reste de la moukataa, a poursuivi la radio, indiquant en outre que l’armée avait l’intention de détruire le reste du bâtiment dans les prochaines heures.

Un porte-parole de l’armée israé-lienne a confirmé la destruction à l’explosif d’une partie de la mou-kataa. « Après avoir en vain appelé à se rendre les terroristes recher-chés qui se trouvaient dans le bâti-ment, une unité du génie a fait ex-ploser une partie de la moukataa », a-t-il déclaré.

Il n’a pas précisé ce qu’il est ad-venu des Palestiniens qui se trou-vaient à l’intérieur du bâtiment. Selon des responsables militaires cités par la radio, une quinzaine de palestiniens recherchés par Israël, membres pour la plupart du Tan-zim, présenté comme un groupe



Photo AP

L’ancien ministre palestinien Talal Sadr ressort de la moukataa après avoir tenté en vain d’y trouver les 15 hommes recherchés par Israël, dont il devait négocier la reddition.

armé lié au mouvement Fatah du président de l’Autorité palesti-nienne, Yasser Arafat, devaient se trouver à l’intérieur de la mouka-taa, assiégée depuis mardi.

Depuis le début du siège, le bâti-ment avait été attaqué à plusieurs

reprises par des hélicoptères de combat.

Avant l’attaque d’hier, un ancien ministre palestinien, Talal Sadr, avait pénétré à l’intérieur de la moukataa et avait indiqué n’y avoir vu personne.

Par ailleurs, dans la bande de Gaza, le fondateur du mouvement islamiste Hamas, cheikh Ahmad Yassine, officiellement assigné à ré-sidence depuis lundi par Arafat, a participé à une manifestation pour protester contre le président des

États-Unis, George W. Bush, qui, lundi, a exhorté les Palestiniens à élire un nouveau chef pour que Washington soutienne la création d’un État palestinien.

Environ 1000 personnes pre-naient part au rassemblement dans le centre de la ville de Gaza, dont des militants du Hamas, du Jihad islamique et des Brigades des mar-tyrs d’Al-Aqsa, liées au Fatah. Ces trois groupes ont revendiqué plu-sieurs attentats suicide sanglants anti-israéliens.

Trois Palestiniens ont été blessés par des tirs de l’armée israélienne dans un camp de réfugiés de Khan Younès (sud de la bande de Gaza) alors que l’armée nivelait des terres agricoles palestiniennes. En Cisjor-danie, l’armée a arrêté 35 Palesti-niens, dont des militants islamis-tes.

Sur le front diplomatique, Israël a estimé que sa cause avait été en-tendue sur une mise à l’écart d’Ara-fat au sommet du G8 au Canada, même si le Canada, la Russie et les États européens n’ont pas suivi le président américain dans son appel à évincer le dirigeant palestinien.

Les Palestiniens se sont félicités quant à eux, de la déclaration du G8 affirmant sa « détermination à oeuvrer pour favoriser la paix au Proche-Orient sur la base de notre vision de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte à l’in-térieur de frontières sûres et recon-nues ».

La mission de l’ONU en Bosnie mise en péril

d’après AFP

NEW YORK — La mission des Nations unies en Bosnie était prise en otage hier par les États-Unis, qui conditionnent le renouvellement de son mandat à l’adoption de dis-positions mettant leurs ressortis-sants à l’abri de toutes poursuites par la justice internationale. Le mandat de la Mission des Nations unies pour la Bosnie-Herzégovine (MINUBH) expire demain à mi-nuit.

Seule contre les 14 autres mem-bres du Conseil de sécurité, la délégation américaine exige l’introduc-tion d’un paragraphe qui exempterait l’ensemble du person-nel des Nations unies — Casques bleus ou autres — de poursuites devant la Cour pénale internatio-nale (CPI). Ce tribunal, issu du traité de Rome signé par 139 pays et ratifié à ce jour par 71 d’entre eux, entre en fonction après-de-main.

En fin d’après-midi hier, le con-seil de sécurité a suspendu jusqu’à demain ses consultations sur la Bosnie. Le non-renouvellement, demain, du mandat signifierait la fin immédiate de la MINUBH, une mission des Nations unies essen-tiellement chargée de la formation de la police et du maintien de l’or-dre en Bosnie.

Quarante-six ressortissants amé-ricains figurent dans l’effectif glo-bal de la MINUBH, qui compte 1536 policiers, trois militaires et 1747 civils. Elle devait être relevée à la fin de l’année par une force de l’Union européenne.

Les autres membres du Conseil ont souligné hier être disposés à chercher un compromis acceptable par l’administration américaine ac-tuelle, qui voit dans la justice inter-nationale une atteinte à la souve-raineté des États-Unis. Les diplomates de ces pays soulignent cependant qu’il n’est pas question d’accepter une disposition qui irait à l’encontre de la Cour pénale in-ternationale, qu’ils se sont engagés par traité non seulement à respec-ter, mais aussi à promouvoir.

La menace des États-Unis ne pèse pas seulement sur la mission en Bosnie, mais sur l’ensemble des opérations de maintien de la paix, comme l’avait indiqué dès la se-maine dernière un diplomate amé-ricain. Un peu plus du quart du fi-nancement de ces opérations est assuré par la contribution améri-caine.

Le porte-parole de l’ONU, Fred Eckhard, a fait valoir hier que la police bosniaque n’était pas encore prête à lutter contre le terrorisme et le crime organisé, endémique en Bosnie.

Un attentat fait 13 morts à Alger

d’après AFP

ALGER — Treize passagers d’un autobus ont été assassinés et neuf blessés par balles hier soir par un groupe armé, aux Eucalyptus, dans la banlieue est d’Alger, a annoncé l’agence algérienne APS.

Un autobus a été mitraillé vers 21 h par un groupe de cinq ou six islamistes armés, selon des té-moins, dans un des attentat les plus sanglants de ces dernières semaines en Algérie. Le quartier populaire des Eucalyptus, non loin de l’aéro-port, se trouve dans la Mitidja, la riche plaine agricole à quelques ki-lomètres d’Alger. Deux autres pas-sagers d’un autobus avaient été as-sassinés par balles jeudi soir par

deux islamistes armés à Bou Is-mail, à une quarantaine de kilomè-tres à l’ouest d’Alger. Les deux as-sassins, qui avaient pris place dans l’autobus à la station précédente, ont abattu leurs victimes en des-cendant à Bou Ismail.

Depuis début juin, au moins 107 personnes ont été tuées et plus d’une centaine blessées en Algérie.

Le nouveau chef du GIA, Rachid Abou Tourab, qui a succédé à An-tar Zouabri, tué le 8 février dernier par les forces de sécurité, avait af-firmé dans un communiqué annon-çant sa nomination comme «émir» (chef) qu’il poursuivrait la ligne ra-dicale et violente de son prédéces-seur et des autres dirigeants du GIA jusqu’à l’établissement d’un État islamique en Algérie.

«Ni trêve, ni dialogue, ni récon-ciliation, ni sécurité, mais le sang, le sang, la destruction, la destruction», affirmait ce texte, menaçant tous les Algériens qui ne suivraient pas sa ligne des pires sévices.

«Nous continuerons à détruire leurs récoltes, à prendre leurs biens, à violer leurs femmes et à les décapiter dans les villes, les villa-ges et les déserts», a affirmé le nou-veau chef, s’engageant également à «tuer et à égorger sans aucun ré-pit».

Fidèle à sa ligne intransigeante, le GIA a rejeté la politique de ré-conciliation nationale du président Abdelaziz Bouteflika. Ce radica-lisme lui a valu de nombreuses dis-sidences.

Légère opération chirurgicale pour Bush

d’après AFP

WASHINGTON — Le président des États-Unis George W. Bush a annoncé hier qu’il subirait aujour-d’hui une coloscopie et qu’il transmettrait, pendant le temps de l’intervention, ses pouvoirs au vi-ce-président Dick Cheney.

Bush, 55 ans, qui vient d’assister au sommet du G8 à Kananaskis, a souligné qu’il transmettrait les pouvoirs « parce que nous sommes

en guerre ». « Je veux vraiment prendre toutes les précautions », a-t-il ajouté devant les médias avant de prendre l’hélicoptère pour se rendre à Camp David, la résidence présidentielle de campagne où aura lieu l’opération.

Le médecin présidentiel, le Dr Richard Tubb, a déclaré que cette intervention était uniquement « préventive ». Des coloscopies précédentes avaient permis de dé-tecter et d’enlever en juillet 1998 et

décembre 1999 deux polypes bé-nins.

Ce sera la deuxième fois qu’un président des États-Unis passera provisoirement ses pouvoirs à son vice-président. En 1985, le prési-dent Ronald Reagan, contraint de subir une opération d’une tumeur au côlon, les avait confiés pendant 48 heures à son vice-président, George Bush, le père du chef de l’État actuel.

Bibliothèque, 29\$

Si vous voulez dépenser plus, achetez-en deux !



BOOKCS.
BIBLIOTHÈQUE.



Le Solde d’été d’IKEA.
Prend fin le 7 juillet.
Jusqu’à 50 % de réduction
sur articles choisis.

IKEA Montréal, autoroute 40 et Cavendish. (514) 738-2167. Lundi à vendredi, 10 h à 21 h ; samedi, 9 h à 17 h ; dimanche, 10 h à 17 h. Fermé le lundi, 1^{er} juillet.

Limite de 2 bibliothèques par personne, jusqu’à l’épuisement des stocks. © Inter IKEA Systems B.V. 2002. Certains articles doivent être assemblés.

Karachi, la métropole mal-aimée

Avec ce 14^e et dernier article, notre envoyé spécial clôt aujourd’hui sa série de reportages au Pakistan.



KARACHI —« Pourquoi veux-tu aller à Karachi ? C’est une ville coupe-gorge », a lancé mon collègue (et patron) Gilles Paquin, qui a séjourné au Pakistan récemment, dans le cadre de l’offensive antitalibane en Afghanistan.

« Achète-toi un shalwar-kameez, déguise-toi en Pakistanais, évite les taxis, ne porte sur toi que de petites coupures en roupies, surveille tes documents, ne te balade pas seul n’importe où, divise par cinq les prix qu’on te propose et reste en liaison étroite avec mes parents. »

Tels furent les conseils empressés de mon ami Rafat Noor Khan, prof à McGill et originaire lui-même d’une grande famille de Karachi.

Cette ville portuaire de 15 millions d’habitants et plus — les réfugiés afghans s’y entassent pas millions depuis 25 ans — produit les trois quarts des revenus du Pakis-

tan, dont elle est la métropole et la place boursière.

Mais Karachi a très mauvaise réputation : elle est synonyme de violences aveugles, de massacres sectaires, de terrorismes de toutes sortes, de trafics d’armes et de drogues, de contrebande, de rapines et d’enlèvements.

Pas seulement parce que, ces dernières semaines, le journaliste américain Daniel Pearl y a été enlevé et exécuté, que des techniciens navals français ont péri devant leur hôtel dans un attentat suicide et que le consulat des États-Unis a été la cible d’un autre attentat qui a fait une douzaine de morts. Mais aussi parce que Karachi, qui fut la première capitale du pays avant la construction planifiée d’Islamabad, dans les années 1960, est le fief de la communauté mohajir, les musulmans parlant ourdou réfugiés, déplacés et exilés, qui émigrèrent de l’Inde au Pakistan à la partition, en 1947.

Ils formèrent très tôt une élite administrative, commerçante et militaire (le général Pervez Musharraf est un Mohajir né à Delhi) qui, en l’espace d’une génération, entra en collision avec la nouvelle élite issue du Punjab, la province dominante, et avec ses voisins immédiats de la province du Sindh, dont Karachi est aussi la capitale.

La culture djihadie engendrée par la guerre afghane à partir de 1979, avec son lot de réfugiés, de trafics d’armes et de drogues, aggrava la tension entre le pouvoir central et les Mohajirs, de plus en plus marginalisés.

Leur nouveau parti, le Mohajir Qaumi Movement (MQM), bascula dans la lutte armée. Islamabad encouragea les scissions et les luttes internes, y compris entre milices armées sunnites et chiïtes. Les services indiens en profitèrent pour verser de l’huile sur le feu et ajouter à la déstabilisation.

Une violence inouïe

Le début des années 1990 connut une violence inouïe, comparable à Cali ou Bogota : massacres de civils jusque dans les cimetières et dans les mosquées, fusillades en pleine rue, autobus attaqués et détournés... Se rendre à l’aéroport sans prévoir de protection musclée sur place était un risque fou.

L’aéroport est à une demi-heure de voiture du centre-ville. En cet après-midi de juin, le soleil tape très fort et la chaleur est accablante, saturée d’humidité venant de la mer d’Oman. Mais les récentes pluies ont dopé les arbres, arbustes et fleurs de jardin, vigoureux et resplendissants sous le vent.

Les routes sont amples et bien entretenues, les quartiers pauvres et moyens ont meilleure apparence qu’ailleurs au Pakistan, à Lahore par exemple, où la misère est toute

indienne. Même le secteur de Laloo Khet, bastion des masses MQM (rebaptisé Mottahida Qaumi Movement, ou Mouvement national uni, et revenu à des pratiques non violentes), baigne dans un calme digne et propre, quoique très pauvre par endroits.

Les immenses complexes boisés et clôturés de haies abritant les locaux et les résidences de l’armée, de l’aviation et de la marine attestent la prépondérance des militaires dans la vie du Pakistan. La police a ses installations propres. Les vieux locaux de l’administration coloniale britannique, qui abritaient le premier gouvernement du Pakistan, servent aujourd’hui au gouvernement provincial du Sindh. « Mais le Parlement est vide, suspendu comme tous les autres Parlements par le général Musharraf », souligne Azam Farooqi.

Une tournée dans l’immense quartier de Clifton montre un Karachi moderne et bien entretenu de tours à bureaux, d’immeubles résidentiels, d’édifices commerciaux, d’hôtels cinq étoiles et de villas, avec de beaux parcs aménagés le long des plages et des lagunes, qui rappellent davantage la Floride que l’Asie du sud. « Karachi, c’est le Bombay du Pakistan, mais en mieux », dit Azam Farooqi.

Des barricades de police ont été érigées devant l’hôtel Sheraton, où les Français furent tués, et sur la route toute proche menant au consulat des États-Unis, mais la circulation ne ralentit pas.

Dans le quartier résidentiel de Gulshan-e-Iqbal, au nord, le journaliste Ahmad Altaaf est pessimiste. Pas pour Karachi : pour le Pakistan. « Nous avons le choix entre les militaires et les féodaux ; il n’y a pas de gauche organisée ni même de société civile qui vaille, alors les élections promises par le général Musharraf ne donneront pas le grand déblocage dont le pays a besoin », dit-il.

Altaaf s’inquiète des résistances islamistes au virage anti-djihadie imprimé au Pakistan par le général Musharraf. Mais dans sa résidence de PECHS, quartier voisin, la poétesse Fahmida Riaz s’émeut davantage de la montée de l’intégrisme hindou en Inde. « J’ai écrit un poème contre tous les intégrismes. Il est très populaire chez les libéraux indiens. J’étais récemment à une conférence à l’Université Nehru, à Delhi, et les organisateurs m’ont prié de le réciter. Mais les hindouistes ont provoqué une émeute et il y a eu de nombreux blessés. Quel espoir peut-on alors entretenir pour le Pakistan ? » demande-t-elle.

Dimanche matin, les rues de Karachi sont quasi désertes. La grande ville inondée de soleil baigne dans un calme idyllique. Difficile d’imaginer que cette métropole moderne a vécu de telles violences dans un passé récent, et qu’elle est encore le théâtre d’attentats suicide et d’enlèvements horribles dans la foulée du 11 septembre 2001.

NISSAN

Va jouer dans le trafic.

Pour un temps limité, SENTRA ÉDITION ST!

• Jantes en alliage

• Béquet arrière

• Tuyau d'échappement à embout chromé

• Emblème «ST»

219\$

/MOIS*

• Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD •

Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux • Pneus toutes saisons 14 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40

CLIMATISEUR INCLUS

199\$

/MOIS*

0\$

dépôt de sécurité

Transport et préparation inclus!

1,8%

Financement à l'achat et

AUCUN VERSEMENT AVANT 90 JOURS!**

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 « Option Plus » et la Sentra édition ST (C4LG52 BK00). Acompte ou échange équivalent de 2 495 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Offre de financement à 1,8 % jusqu'à 36 mois et aucun versement avant 90 jours (sur les termes jusqu'à 60 mois) valable sur les modèles Sentra XE et GXE 2002 seulement. Aucun intérêt ne sera calculé sur les 60 premiers jours suivant la date de livraison. Après 60 jours le calcul des intérêts débute et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts mensuellement jusqu'à la fin du contrat. Exemple de financement: 20 000 \$, à 1,8 % par année, équivaut à 571,11 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 559,85 \$ pour une obligation totale de financement de 20 559,85 \$. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122

+

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Réforme plutôt que révolution...



Le projet africain du premier ministre Chrétien, en partie entériné par les autres leaders du G8, signale bel et bien un changement de cap à la fois à l'intérieur et vis-à-vis de ce continent.

Mais la question demeure entière de savoir si, à terme, une mécanique d'une telle fragilité pourra fonctionner. Car la marge de manœuvre laissée aux pays africains d'une part, aux pays développés qui se proposent de les assister d'autre part, est considérable. De sorte qu'on peut, à la condition d'être suffisamment pessimiste, redouter toutes les dérives, dont la pire : le lent retour à un inefficace statu quo.

En somme, Jean Chrétien souhaitait la révolution, il n'aura eu que la réforme...

Essentiellement, ce qu'on a baptisé à Kananaskis le Plan d'action pour l'Afrique du G8 avalise et met des chiffres sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il s'agit du plan d'origine conçu par les chefs d'État africains eux-mêmes et qui, un an avant le G8, mettait vraiment au monde une volonté de nouveau départ pour le continent.

Le noeud philosophique, pour ainsi dire, de toute l'affaire se trouve là. Et il n'est pas négligeable.

Car, parmi l'effroyable ribambelle de maux dont a souffert le continent, figurent tous les sombres héritages laissés par la colonisation, la décolonisation et la guerre froide. Des fonctions publiques pléthoriques et corrompues. Des circuits commerciaux dévastés. Des champs de bataille nourris par les concurrences impériales. Une grande tolérance à la tyrannie et au sang. Enfin, en conséquence de tout cela, une lourde culture du secours direct. Or, le NEPAD propose bel et bien de rompre avec cet héritage, de résoudre par l'économie les problèmes économiques, par la démocratie les problèmes de dictature, par la bonne gouvernance les problèmes de corruption et de déliquescence sociale.

Cela paraît évident. Mais on sait depuis longtemps qu'en Afrique, rien ne l'est.

Dans ce cadre, donc, le Plan d'action pour l'Afrique du G8 dirigerait vers le continent une aide au développement supplémentaire de plus ou moins 6 milliards, en liant le niveau d'intervention à la bonne gouvernance de chacun des pays concernés. Des provisions additionnelles sont prévues en matière d'éducation, d'effacement de la dette, d'accès à l'investissement privé, d'accès à la mondialisation du commerce.

Le hic, c'est qu'aucune de ces intentions ne possède la moindre rigidité, en particulier sur trois points précis.

Un. Sous l'impulsion des États-Unis, mais aussi du Japon, on a laissé à chaque membre du G8 le soin de déterminer la taille exacte et la destination de l'enveloppe de l'aide au développement. Avec le risque inhérent de brouiller ou de politiser les priorités. Le mécanisme de réduction de la dette est à peu près semblable.

Deux. L'évaluation de la bonne gouvernance est laissée aux pays africains eux-mêmes. Généreux, certes, mais angélique. Au nom de l'unité africaine, le continent a en effet tendance à s'absoudre lui-même. Ainsi, en mars dernier, tous les leaders africains ont pudiquement regardé ailleurs lorsque Robert Mugabe a, dans la terreur et le sang, volé l'élection au Zimbabwe.

Trois. L'éventuelle abolition des barrières interdisant aux produits du Sud de pénétrer les marchés du Nord demeure tributaire du long processus de négociation entamé à Doha (Organisation mondiale du commerce, novembre 2001). Un bon point, ici, pour le Canada, qui éliminera dès janvier prochain les tarifs et contingents touchant la plupart des produits en provenance de 34 pays africains.

Dans l'environnement sauvage de Kananaskis, les huit leaders du monde développé avaient, certes, bien d'autres... bêtes à fouetter.

Conflit au Proche-Orient, économie, sécurité des armes de destruction massive : le dossier africain n'a pas été le plus difficile, ni le plus encombrant. Mais il a été le plus annoncé et c'est donc là-dessus que les puissants devaient s'attendre à être jugés.

Or, ils ont fait mieux que ne le concèdent leurs critiques — certains ONG, par exemple, ou les médias africains qui parlent du « Club des vautours »... Mais ils n'ont pas saisi l'occasion qui leur était offerte de faire l'Histoire.

Il n'existe toujours pas de plan Marshall pour l'Afrique.

croustilles en particulier, sont-elles dangereuses pour l'être humain ? On l'ignore. Administré durant des longues périodes à des rats, l'acrylamide s'est révélé cancérigène. Pour ce qui est des humains, les études épidémiologiques sont peu nombreuses et ne permettent pas de tirer des conclusions.

La découverte des chercheurs de l'Université de Stockholm ne signifie pas nécessairement que les risques de cancer ont augmenté avec la popularité des croustilles. Si l'acrylamide est effectivement cancérigène, les aliments qui en contiennent après avoir été frits, grillés ou rôtis posent des risques depuis que l'homme... frit, grille et rôtit.

Cette découverte constitue même une bonne nouvelle. Si elle s'avère, elle expliquera un certain nombre de cancers dont on ne connaissait pas la cause. Et elle permettra peut-être de les éviter.

Pour l'instant, les chercheurs en sont encore aux tâtonnements, et ne peuvent pas vraiment répondre aux questions des consommateurs. Faut-il rayer les chips des partys ? Comme toujours en ces matières, les réactions excessives n'ont pas leur place. Acrylamide ou pas, il n'est évidemment pas recommandé de faire des chips la base de son alimentation (avis aux ados !). Par contre, un sac de temps en temps...

Les gouvernements de plusieurs pays, dont le Canada, ont pris la chose au sérieux et ont rapidement entrepris leurs propres recherches. Mais c'est l'industrie alimentaire qui devrait prendre les devants et lancer des programmes de recherche intensifs, avec pour objectif de transformer ses méthodes de cuisson. Dores et déjà, c'est une question de santé publique. Et de survie... pour les chips.

LES CHIPS CONTIENNENT DES TAUX ÉLEVÉS D'ACRYLAMIDE, UNE SUBSTANCE CANCÉRIGÈNE



serge.chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Un petit 25 minutes

LA SEMAINE dernière, je me suis rendue à Edmonton, en Alberta pour y travailler. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que l'aéroport était à 25 minutes du centre-ville. On y prend un minibus qui coûte 13 \$ pour un passage ou 20 \$ à l'achat de deux trajets.

Il y a plusieurs de ces « Sky Shuttle » qui transportent environ six passagers et leurs bagages et les conduisent à leur destination respective, soit à l'un ou l'autre des six hôtels situés le long de leur itinéraire.

Pourquoi donc, me suis-je demandée, le gouvernement n'a-t-il pas misé sur l'aéroport de Mirabel au lieu de Dorval, qui n'offre aucune facilité aux voyageurs, car ils sont toujours coincés dans les allées d'attente étroites et que la circulation avec les chariots est incroyablement difficile ? Pourquoi donc au Québec sommes-nous si retardataires dans l'évolution de nos mœurs ? Trop loin, l'aéroport de Mirabel ? Un petit 25 minutes du centre-ville !

CHRISTIANE LAURIN
Montréal

Faillite intellectuelle

UNE PANCARTE libérale de la dernière élection dans Vimont proclamait : « Changer pour un système de santé à l'américaine, jamais ! » Voilà qui explique tout le côté dogmatique et stérile des vieux partis (PQ et PLQ). Plutôt que de se « creuser les méninges », on y va avec des déclarations démagogiques ou des agissements vides de sens comme le chef Jean Charest qui nous montre sa carte soleil...WOW !!!

Les grands penseurs péquistes et libéraux ont-ils déjà pensé qu'il y avait peut-être d'autres systèmes de santé entre le nôtre et le système américain. Il faudrait peut-être regarder du côté des systèmes de santé en vigueur dans les pays qui nous ressemblent, par exemple la France, la Belgique et les Pays-Bas. Il importe de savoir comment sont dispensés (et payés) les soins de santé dans ces pays. Il est impératif de se renseigner pour savoir comment la santé est vécue dans le monde social-démocrate parce que nous ne pouvons rester immobiles. Ce qui se passait en 1960-970 n'est plus nécessairement valable en 2002. (Messieurs les bonzes, S.V.P. sortez de la Révolution tranquille !)

Cependant, tant et aussi longtemps qu'on aura un gouvernement et une opposition en faillite intellectuelle et créative, rien ne changera.

MICHEL-ÉRIC FOURNELLE

Dieu et mes droits

SI LES ÉTATS-UNIS ont constitutionnellement la séparation de l'Église et de l'État, il en va tout différemment au Canada. En effet, le préambule de la Charte canadienne des droits et libertés (partie intégrante de la Constitution de 1982) déclare : « Attendu que le Canada est



Une file d'attente à l'aéroport de Dorval.

Photo RÉMI LEMÉE, La Presse

fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu et la primauté du droit : (...) ».

En plus d'être inconditionnellement athée, le serais-je inconstitutionnellement ? Que non ! puisque la Charte reconnaît parmi les libertés fondamentales la liberté de conscience, donc celle de ne pas adhérer au premier principe fondateur du pays. Un droit de retrait, en somme.

MICHEL BRÔLÉ
Montréal

Ras-le-bol

LA RUBRIQUE de Louis-Bernard Robitaille nous apprend que le gouvernement péquiste a autorisé un budget pour l'implantation d'une super-délégation de la province de Québec à Paris, un « imposant Centre Québec-Europe ». Le budget annuel de fonctionnement devrait se situer entre 3 et 4 millions, et l'investissement initial demeure un secret d'État, mais notre journaliste ajoute l'observation suivante : « ... ce projet de vitrine québécoise en Europe... ne semble pas de nature à provoquer de levées de bouclier chez les partis d'opposition, même s'il implique un investissement initial de plusieurs dizaines de millions... »

Il a probablement raison. Nos partis d'opposition se rangent derrière le parti péquiste pour dénoncer le déséquilibre fiscal mais ne disent pas un mot quand le bon gouvernement provincial de Bernard Landry fait semblant d'être un État souverain qui multiplie les quasi-ambassades à l'étranger à même un Trésor public qui ne suffit pas pour régler les problèmes dans les dossiers de la santé et de l'éducation.

M. Robitaille ajoute que la délégation actuelle ne fera pas partie intégrante de ce projet, sauf la bibliothèque. C'est dire que nous payons non seulement pour l'ambassade de notre pays, mais aussi pour la délégation de notre province, et encore une fois pour ce nouveau centre, cette vitrine qui éclipsera sans doute tous les sites Internet mis sur pied par le gouvernement provincial.

On a perçu un ras-le-bol de l'électorat récemment, se pourrait-il que le *payeur de taxes* s'est aperçu que nos partis politiques provinciaux sont tous d'accord,

consensus oblige, quand vient le temps de dépenser nos impôts pour créer des emplois *sexy* pour les amis du parti au pouvoir à Paris, New York, Boston, Chicago, Los Angeles...

Avant d'invoquer un déséquilibre fiscal avec Ottawa, regardons de plus près les dépenses autorisées par un gouvernement provincial qui refuse d'accepter le verdict populaire après deux référendums qui ferment la porte à leur projet souverainiste. Peut-être qu'une région éloignée aurait les sous pour attirer quelques spécialistes, peut-être que des urgences seraient ouvertes un peu plus longtemps.

JEAN-CARLE HUDON
Saint-Sulpice

Aussi des terroristes

JE CONSTATE avec stupéfaction que la Bourse mondiale subit probablement l'une des pires crises de confiance de son histoire. Je crois que les dirigeants de ces entreprises, et les participants à ces scandales, sont aussi coupables que les terroristes. Ils détruiront la confiance en notre système financier, pousseront beaucoup d'investisseurs vers la faillite, des retraités vers la misère, des familles complètes vers la ruine, etc. Allons-nous continuer à tolérer ces personnes qui souvent s'enrichissent avec des salaires inacceptables, des bonis, des options, etc. Le tout au détriment des investisseurs. Il est ridicule que ces personnes s'en tirent avec de simples pénalités. Nos lois devraient être assez sévères pour faire disparaître à jamais ces gens du monde des affaires. Je ne crois pas que l'autoréglementation règlera ce genre de problèmes.

RENÉ MONTREUIL, C.A.

Du pareil au même

BUSH ET BLAIR qui se retrouvent avec la même cravate au cou lors d'une conférence de presse ! Ça doit être ça, la mondialisation...

JACQUES NOËL
Québec

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

Forum

Le meilleur esclave de l'homme

La stérilisation des animaux: un cercle vicieux infernal

CHARLES DANTEN

Diplômé en agronomie et en médecine vétérinaire, Charles Danten est l'auteur du livre Un vétérinaire en colère, Éditions VLB, 1999. Ne se reconnaissant plus dans les valeurs de sa profession, il a abandonné la pratique de la médecine vétérinaire pour se consacrer à la promotion de relations plus saines avec les animaux et la nature.

BIEN QUE LE contrôle des populations animales par la stérilisation soit une nécessité, cette intervention n'a aucun impact sur le nombre d'abandons et d'animaux errants. Au contraire...

Ces problèmes sont essentiellement un avatar du consumérisme et de la promotion très agressive d'une industrie peu scrupuleuse, notamment des vétérinaires et des zoothérapeutes qui véhiculent des notions franchement mensongères sur les vertus thérapeutiques des animaux.

Par exemple : « Les animaux et plus particulièrement le chien (ce candidat « sic » à l'humanité !) ont une formidable valeur thérapeutique individuelle et collective », écrit François Lubrina dans sa chronique du 9 mars 2002, intitulée « Aimer un animal serait-il le huitième péché capital ? » ; « Vivre sans un animal ? Vous n'y pensez pas ! Un animal, c'est indispensable ! En leur compagnie, tous les jours, les gens esseulés retrouvent un peu de vie, de joie et d'affection. Les animaux sont bons pour nous », affirme dans son dépliant promotionnel *Zoothérapie Québec* un groupe de vétérinaires et de psychologues spécialisés. « Cette relation est très saine », déclare Christiane Gagnon, présidente de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec (OMVQ). Résultat : les animaux sont désormais perçus comme « une solution à de nombreux problèmes de société, une solution qu'il faudrait inventer si elle n'existait pas », affirme Michel Pépin, de l'Académie de médecine vétérinaire du Québec.

Ce n'est pas pour rien qu'il y a aujourd'hui au Québec plus de 2 millions de chiens et de chats et un nombre équivalent d'animaux exotiques (les Nouveaux Animaux de compagnie). En Occident, une personne sur deux possède au moins un animal.

Les animaux sont certes magiques et à leur contact nous ressentons souvent de bons sentiments, mais de là à penser qu'ils peuvent régler nos problèmes de société, que cette relation est saine et bénéfique pour les humains, les animaux et la collectivité en général, il y a tout un pas à franchir.

En fait, si les animaux ont « une formidable valeur thérapeutique individuelle et collective », il n'y a pas une seule étude scientifique digne de ce nom pour le démontrer. En effet, sur plus de 1000 « études » révisées par l'épidémiologiste américain David T. Allen, aucune ne compare la magnitude des effets des cas cités avec un groupe témoin ou avec le public en général. Selon le Dr Allen, les conclusions sur les bienfaits des animaux s'appuient uniquement sur des études descriptives et sur des opinions anecdotiques ; elles sont par conséquent à ranger dans une catégorie complètement en bas de l'échelle des critères de validité scientifique. (...)

La stérilisation : un traitement pour la fièvre

La stérilisation est un traitement pour la fièvre et non pour la maladie. Paradoxalement, cette mutilation fait partie d'un mécanisme social dont la fonction non avouée est de cautionner la consommation en soulageant et en adoucissant les sentiments de culpabilité qui pourraient l'accompagner. En accomplissant son devoir, en faisant stériliser son animal et en adoptant un animal « usagé » dans un refuge, en faisant du « recyclage », le consommateur a l'impression trompeuse d'avoir fait sa part. Il peut ensuite céder à son plaisir, la conscience en paix.

C'est la même problématique que pour le recyclage des déchets domestiques. En 30 ans, nous sommes passés d'un taux de recyclage de 7 % à 28 %. Aux États-Unis par exemple, entre 1970 et 1994, le taux de recyclage du papier est passé de 15 % (6 millions de tonnes) à 35 % (28 millions de tonnes). A priori, cela semble extraordinaire. N'est-ce pas ? Où est le problème ? me direz-vous. Il est dans ce qu'on ne nous dit pas. Dans la même période, on a jeté 14,7 millions de tonnes de papier de plus qu'en 1970...

Autrement dit, la stérilisation et le recyclage des animaux, c'est comme aller à l'église tous les dimanches pour mieux pêcher pendant le reste de la semaine ; c'est une forme de sentimentalisme, c'est-à-dire une façon de continuer à aimer les animaux sans avoir à en payer le prix : arrêter de consommer et ne plus les exploiter pour son seul plaisir et son seul confort. En fait, mine de rien, la stérilisation contribue violemment au problème qu'elle est censée prévenir. Entre-temps, la maladie ne fait que s'aggraver.



Selon Charles Danten, la cruauté envers les animaux est profondément ancrée dans notre tradition et elle ne se manifeste pas seulement par des actes de brutalité évidents.

Curieusement, ces faits sont ignorés par les vétérinaires et les sociétés humanitaires qui étudient le problème des abandons et de l'euthanasie grâce à l'aide financière des fabricants de moulée et de médicaments. Je vous laisse tirer vos propres conclusions.

Il faut dire aussi, et c'est sans doute son but véritable, que la stérilisation sert bien les besoins du maître qu'indispose une sexualité beaucoup trop manifeste. Cette mutilation facilite le contrôle des animaux en éliminant les comportements naturels qui dérangent. Les odeurs de l'urine, l'agressivité des bêtes non castrées, leur besoin inné d'explorer le territoire ne sont pas compatibles avec la vie en société. La masturbation des animaux qui s'ennuient et de ceux qui cherchent à s'accoupler avec leur maître, les saignements de la chienne en chaleur, les continuelles vocalises de la chatte en chaleur incommodent le maître qui, avec la bénédiction et l'aide du vétérinaire, choisit de transformer son enfant en une « forme » plus civilisée.

La cruauté envers les animaux est profondément ancrée dans notre tradition et elle ne se manifeste pas seulement par des actes de brutalité évidents. Pour en prendre conscience, il faut plonger sous la surface et les apparences. On s'aperçoit alors que, dans l'ensemble, le sort des plus privilégiés, des plus adulés, ceux qu'on bichonne amoureusement comme nos propres enfants n'est pas plus enviable que celui des tigres et des rhinocéros pourchassés et massacrés inlassablement par l'industrie de la médecine orientale. Il n'est pas non plus différent de celui des millions d'animaux, des milliers de singes sacrifiés inutilement pour la science, l'industrie cosmétique et l'ensei-

gnement. Il est en réalité semblable à celui des millions de reptiles dépecés vivants (pour ne pas abîmer la peau) par l'industrie de l'habillement et à celui des veaux qu'on égorge dans les abattoirs du monde entier.

Ce lien est plus difficile à établir, car l'exploitation des animaux de compagnie se fait d'une façon subtilement perverse, sous le couvert des bonnes intentions et des bons sentiments. Cette forme d'exploitation est même beaucoup plus cruelle que les autres par son hypocrisie et son raffinement.

L'amour se traduit souvent dans notre monde par affection, plaisir, satisfaction, possession, exploitation et domination gratuite. Ces valeurs sont celles de l'esclavagisme et notre civilisation, par tradition, a fait de cette forme d'exploitation une vertu. Elles sont inculquées aux enfants qui en viennent à croire qu'il est normal de séparer les bêtes de leur communauté, de leur écosystème, d'interférer avec leur évolution, de leur enlever la liberté et qu'il est normal d'exploiter ceux

qu'on aime, d'en faire des esclaves pour son seul plaisir et son seul confort. Bref, la valorisation de la domination, du pouvoir et du plaisir qu'on en retire contribue à la perpétuation d'une insensibilité envers les animaux qui s'étend à notre propre espèce, à notre bio-communauté et à la Terre. Les mots apprivoiser, domestiquer, servilité, dompter, contrôler, collier, laisse, couché, reste, viens ici, ne bouge pas, sale bête, au pied, fait le beau, possession, mutilation, captivité, cage, affection, confinement, dépendance, dressage, exploitation, vétérinaire, zoothérapie, domination gratuite et stérilisation sont marqués au sceau de la violence, et ce sont ces règles que nous léguons aux enfants par la tradition.

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



L'esprit de Rambouillet

Le Sommet de Kananaskis a en quelque sorte renoué avec l'idée de départ de ces rencontres. En paraphrasant l'infect slogan que feu Pierre Péladeau avait inventé pour ses journaux — KISS, pour *Keep It Simple and Stupid* —, on pourrait dire que celui de Kananaskis fut *Keep it Simple and Serene* : une affaire simple et sereine.

■ ■ ■

Tel était l'esprit initial de ces sommets. Quand, en 1975, Valéry Giscard d'Estaing eut l'idée d'inviter les leaders des puissances économiques à un week-end champêtre à Rambouillet, il ne s'agissait que de permettre aux cinq « grands » (ils étaient cinq à l'époque) de faire connaissance en dehors du protocole, sans les armadas d'experts de tout acabit qui alourdissent les rencontres diplomatiques.

On a beau dire que les politiques naissent du complexe alliage de la bureaucratie professionnelle et des impératifs électoraux, il reste que la personnalité des hommes au pouvoir compte. Énormément. Et qu'ils ont intérêt à se parler sans intermédiaire ni témoin. (Un matin, à Kananaskis, Bush et Blair se sont rencontrés inopinément au gymnase de l'hôtel et ont passé une demi-heure à faire de « l'aérobic bilatérale ». C'est mieux que le téléphone.)

Après Rambouillet, le cercle perdit de son intimité. Quand on décida d'y faire entrer l'Italie, les États-Unis y amenèrent le Canada, histoire de contrebalancer le poids grandissant de l'Europe. Puis, ce fut le tour de la Russie, non pas à cause de son économie en lambeaux, mais parce que son introduction dans le groupe avait une incontournable importance politique.

Avec les années, les sommets devinrent d'immenses opérations. Et avec la mondialisation, l'occasion rêvée pour tous les manifestants professionnels de la planète de transformer l'affaire en cirque médiatique. Tous les « sommets » internationaux récents ont tourné au désastre comme à Seattle ou à Gênes, ou à la foire comme à Québec (rappelons-nous les reporters avec leurs masques à gaz qui parlaient gravement du « mur de la honte », comme s'il était odieux de protéger les leaders contre le risque de recevoir un cocktail Molotov par la tête !).

La menace terroriste a aggravé le problème : il faut désormais se prémunir non seulement contre les fanatiques du Black Block, mais contre les fous d'Allah, et les impératifs de sécurité sont sans précédent. La réunion sous un même toit d'un président américain flanqué de sept autres leaders de grandes démocraties libérales, voilà qui représente la cible suprême — mieux, bien mieux que le Pentagone ou le World Trade Center.

Dans ce contexte, le choix de Kananaskis — un endroit tout même ceux qui ont visité les Rocheuses ignoraient l'existence — a été un coup de génie.

Un bled enfoncé au bout d'une unique route dans une vallée bordée de montagnes, à 80 kilomètres de Calgary, avec un hôtel assez grand et confortable pour que tous les leaders puissent habiter sous le même toit — mais pas assez grand pour leur permettre d'y amener plus d'une poignée de conseillers —, et tout cela dans la province la plus conservatrice du Canada, voilà qui constituait un endroit de choix pour assurer à la fois l'intimité et la sécurité de la rencontre.

La troupe ambulante d'opposants à la mondialisation, qui se promène d'un sommet à l'autre, a interrompu ses pérégrinations. Calgary était trop loin, trop cher, et Kananaskis inaccessible. Le périmètre était bloqué à des kilomètres à la ronde, les montagnes patrouillées par l'armée et les grizzlis, sans compter que Calgary n'est pas une bonne terre d'accueil pour les contestataires. On a vaguement tenté d'investir Ottawa, mais l'atmosphère n'y était pas, l'événement cible était invisible, la provocation inexistante... Le cirque s'est démantelé de lui-même.

Finalement, la population n'a rien perdu au change. Le message global des groupes éparés qui forment la soi-disant coalition antimondialisation est d'une telle incohérence, et tellement farci de contradictions et d'exagérations, que plus on l'entend, moins on le comprend.

Les journalistes étaient furieux d'être écartés de l'action, la plupart d'entre eux étant relégués à Calgary, forcés de suivre les activités sur écran. Mais quand on a vu les conférences de presse auxquelles a donné lieu le sommet des Amériques à Québec, encore là on se dit que la population n'a rien perdu.

Les questions étaient d'une platitude infinie, et une bonne partie de ceux qui les posaient étaient soit des militants à l'activité journalistique imprécise, soit des leaders de groupes de pression comme Matthew Coon-Come, le chef des Premières Nations, qui prétendait représenter un mensuel autochtone. « Depuis quand êtes-vous journaliste, Matthew ? » s'était exclamé M. Chrétien en le voyant s'amener au micro. Cela avait été l'un des rares moments comiques de la journée.

En fait, il faut bien l'admettre, ces rencontres au sommet ne peuvent se faire qu'à huis clos, sous peine de devenir de purs exercices de relations publiques où chacun revient à sa langue de bois préférée. N'est-il pas normal que les leaders des démocraties aient, une fois par année, la possibilité de se rencontrer dans un cadre informel, sans être entourés d'une forêt de micros ? On se demande comment la France, l'hôte de l'an prochain, pourra répéter l'exploit de Kananaskis. Où trouver, dans ce pays si densément peuplé, un bel hôtel parfaitement isolé, mais à proximité d'un aéroport international ?

Succès logistique, donc, Kananaskis le fut moins au chapitre du contenu. On en reparlera mardi.

La Presse
29 juin 2002

Page A22 manquante

DANS VOTRE ASSIETTE:
**St-Hubert
et son poulet
nouveau**
Une page hebdomadaire
signée Judith Lachapelle
Page A29



Stéphane
Laporte

ACTUEL

La fleur, le pot et la
citation géographique
de la semaine

Page A24



VISITE LIBRE:
L'actualité est un sport (de table)
L'entrevue de Nathalie Petrowski
Page A26

CAHIER ACTUEL | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 29 JUIN 2002

La Presse



LES TELENOVELAS UNE INDUSTRIE AU MEXIQUE



MARIE-CLAUDE MALBOEUF
envoyée spéciale
AU MEXIQUE

MEXICO — Dans la classe du comédien Luis Ibar, des élèves éclatants de jeunesse se croisent dans tous les sens. Puis s'immobilisent brusquement les uns devant les autres. Et se mettent simultanément à pleurer.

Pleurer, c'est très important à l'école de TV Azteca. Très, très important même, puisque la deuxième chaîne de télévision mexicaine produit une quantité impressionnante de *telenovelas*, ces mélodrames en 120 épisodes que le Mexique exporte jusqu'en Chine et en Italie. Et où l'on s'embrasse et sanglote toujours à profusion.

Televisa, le géant de l'industrie, n'attend pas non plus après les écoles de théâtre. Chaque rentrée, l'entreprise enrôle une centaine de nouveaux visages — jeunes adultes, adolescents, tout petits enfants — et les confie à une batterie de 60 instructeurs. Ils les entraîneront à jouer, bien sûr. Mais aussi à se déplacer sans trébucher sur un câble. À réussir un gros plan. À répéter des répliques — jamais apprises — qu'une voix leur dicte

au fur et à mesure dans un petit écouteur.

«Nos élèves doivent être prêts à tourner n'importe quoi, à incarner n'importe quel personnage — pauvre ou riche. C'est pour ça qu'on leur donne aussi des cours sur le vin et sur les manières de table», précise encore Eugenio Cobo, directeur du *Centro de Educacion Artística* (CEA) de Televisa, où les finissants de 16 à 22 ans sont payés jusqu'à 125 \$ par semaine pour suivre 45 heures de cours. Le programme dure trois ans, plus une autre année pour se chercher du travail au sein de l'entreprise.

«Nous sommes une sorte d'usine à vedettes, résume M. Cobo. Presque tous ceux qu'on voit à l'écran sont passés par ici. Les producteurs savent que nos élèves ont été formés spécialement pour l'industrie. Ils n'ont qu'à consulter notre catalogue pour faire leur choix en fonction de l'âge, du poids, de l'apparence qu'ils recherchent.»

Chaque année, ils sont 4500 à tenter leur chance chez Televisa (qui lançait la formule il y a 25 ans) et 3000 chez TV Azteca (dont le *Centro de Formacion Actoral* ouvrait en 1999). Seulement 1% d'entre eux seront admis et la moitié de ces

heureux élus ne termineront pas leur formation.

«Certains échouent, mais la plupart des élèves trouvent du travail avant d'avoir fini», précise M. Cobo, qui recrute donc des candidats en permanence, partout dans le monde. Quatre cents jeunes de 19 à 35 ans prennent la pose dans son dernier catalogue: 260 femmes et 140 hommes, dont 50 d'origine étrangère. «Voyez, cette jeune fille est russe. Elle, c'est la fille d'un violoniste polonais», indique le directeur, qui dit avoir déjà tenté de recruter un jeune Québécois dans un restaurant de Saint-Hubert. «Pas besoin de parler parfaitement espagnol, promet-il. L'accent, ça se travaille.» (Certains élèves affligés d'un défaut de langue sont carrément envoyés chez le chirurgien!)

Depuis 1996, Televisa ratisse plus large encore, enrôlant des enfants qui ne savent pas encore lire. Quatre après-midis par semaine, des dizaines de petits de quatre à neuf ans déboulent dans les classes du *CEA Infantil*. À quatre ou cinq ans, ils suivent quatre heures de cours. À huit ou neuf ans, déjà 16 heures. S'ils décrochent un rôle, on leur assigne un tuteur pendant le tournage.

«Avant, pour faire tourner des enfants, il fallait les préparer pendant six mois. Maintenant, je peux appeler n'importe quel élève et le faire pleurer en 20 secondes», se targue la directrice de l'école et réalisatrice Lili Garza. On lui doit la mode des *telenovelas* enfantines, désormais diffusées après les classes et regardées dans trois millions des 20 millions de foyers mexicains. «Un producteur peut réclamer 50 enfants d'un seul coup. La plupart n'ont même pas le temps de terminer le cours avant qu'on les fasse travailler. La demande est trop forte», constate ainsi la professeur Mercedes Vaurham.

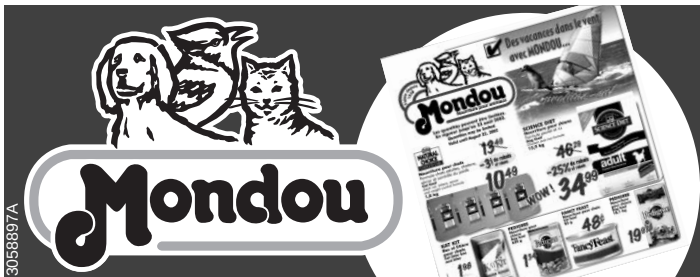
Image ou art

Au premier étage du CEA, le gymnase est pris d'assaut. «Les producteurs nous envoient les acteurs qui ont engraisé, confie un entraîneur. C'est aussi obligatoire pour ceux qui sont trop maigres et qui doivent développer leur musculature.»

Sérieuses, les écoles de télé? Chez TV Azteca, Luis Ibar accuse la concurrence de négliger l'art dramatique au profit de l'image. «Ici, même dans les ateliers de *telenovelas*, on exige que les élèves aillent chercher l'émotion comme au théâtre. Là-bas, on leur dit d'être beaux et de se mettre des gouttes dans les yeux», ironise le comédien de 28 ans.

Voir TELENOVELAS en A24
Suite du dossier en A25

«Nous sommes
une sorte d'usine
à vedettes. Presque
tous ceux qu'on voit
à l'écran sont passés
par ici.»



Surveillez la circulaire
Mondou
à l'intérieur

**Des rabais à
ne pas manquer!**

En vigueur jusqu'au 23 août 2002,
région métropolitaine seulement.



QUESTION-RÉPONSE

Vous avez une question à poser à nos journalistes?
Écrivez à actuel@lapresse.ca

Q CLAUDINE ST-GERMAIN, MONTRÉAL : Pourquoi les yeux bleus sont-ils plus rares que les yeux bruns ?

R Tout dépend de la couleur de vos gènes, explique une lectrice, Karine Pépin, étudiante en médecine à l'Université de Sherbrooke, qui a bien voulu répondre à l'appel à tous lancé il y a deux semaines.

Il faut s'en remettre aux lois de Mendel sur l'hérédité, nous écrit Karine Pépin. «La caractéristique yeux bleus est un caractère récessif (b), donc il faut que les deux parents donnent le gène bleu (bb) pour avoir les yeux bleus. Mais yeux bruns est un gène dominant (B), il est «plus fort» qu yeux bleus. À partir du moment où une personne reçoit un gène brun (B), elle aura les yeux bruns, même si l'autre parent lui donne le gène bleu (Bb ou BB). C'est pour cette raison qu'il est plus rare d'avoir les yeux bleus, car il faut recevoir deux gènes récessifs pour que ce trait s'exprime. De même, deux personnes aux yeux bruns peuvent avoir un enfant aux yeux bleus si les parents sont Bb et Bb et que leurs gènes récessifs se combinent. C'est le hasard qui décide quel gène un parent donne à son enfant.»

Profitons-en pour lancer un autre appel à tous à propos de la question d'Isabelle Bégin qui nous pose une curieuse question: «Les portes des avions sont-elles verrouillées en vol? Si oui, n'est-il pas dangereux qu'on ne puisse pas les ouvrir en cas d'urgence? Sinon, serait-il possible qu'un fou décide d'ouvrir la porte en plein vol?»

À vos claviers!

On attend vos questions à actuel@lapresse.ca

CITATION GÉOGRAPHIQUE
DE LA SEMAINE

«La province de Québec, c'est une ville de bandits.»



Maurice Boucher durant une conversation avec un Rocker enregistrée secrètement par la police et diffusée cette semaine à l'un des procès des Hells.



SITE WEB DE LA SEMAINE

THIS MODERN WORLD

> Depuis quelques mois, la formule des blogues, des sites personnels où les «blogueurs» écrivent de courts textes truffés de liens hypertextes, fait fureur sur le Net et un des blogues les plus intéressants en ce moment est celui de Tom Tomorrow, un dessinateur américain dont les dessins politiques sont régulièrement publiés sur le site Salon.com, dans le *New York Times*, et dans plus de 150 quotidiens américains.

Sur son blogue (www.thismodernworld.com), il s'applique quotidiennement à descendre en flammes les politiques de la droite américaine, sa cible favorite. Il y combat également les arguments avancés dans les articles pro-Bush publiés dans les grands quotidiens, et prend un malin plaisir à publier son «courrier des lecteurs fâchés», qui n'hésitent pas à le traiter «d'antipatriotique», voire de «communiste», insulte suprême aux yeux des Américains. Sur son site, on peut également consulter les archives de ses bédés, toutes plus cocasses les unes que les autres...

Nicolas Bérubé



LES FLEURS ET LE POT

LA FLEUR

> Aux quatre madames portugaises qui se sont dénudées cette semaine, quand une supposée médecin les a appelées pour leur offrir une mamographie par satellite, et leur a dit de se mettre torse nu devant leurs fenêtres... Quelle belle naïveté, quelle belle confiance en la technologie (et en l'humain surtout) !

LE POT

> À une des histoires les plus tristes de la semaine: une girafe, soupçonnée du meurtre d'un touriste, s'est jetée dans le vide au Kenya. Elle a fait une chute mortelle d'une falaise, après qu'on lui est lancé une fléchette de tranquillisant pour pouvoir vérifier si ses sabots étaient tachés du sang de la victime, un pasteur américain. Une girafe meurtrière ? «On ne sait jamais ce qui passe par la tête d'une girafe, ce sont des animaux massifs, n'est pas comme si on se promenait avec une vache. Quand une girafe a décidé de faire quelque chose, elle le fait», a déclaré James Drysdale, directeur du *country club* du parc où est survenu le drame.



Des telenovelas exportées partout dans le monde

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

MEXICO — Les États-Unis ont Hollywood. Le Mexique a Televisa.

Depuis 23 ans, les *telenovelas* mexicaines éclipsent en effet les émissions locales dans près de 130 pays : Chine, Égypte, Inde, Italie, Maroc, Japon, Roumanie... «Les grandes stars de *telenovelas* sont aussi célèbres que les vedettes américaines. Thalia fait courir les foules en Indonésie et les Russes arrêtaient de travailler pour ne pas manquer *Les riches pleurent aussi*», affirme Omar Hernandez, professeur de communications à l'Institut technologique de Monterrey.

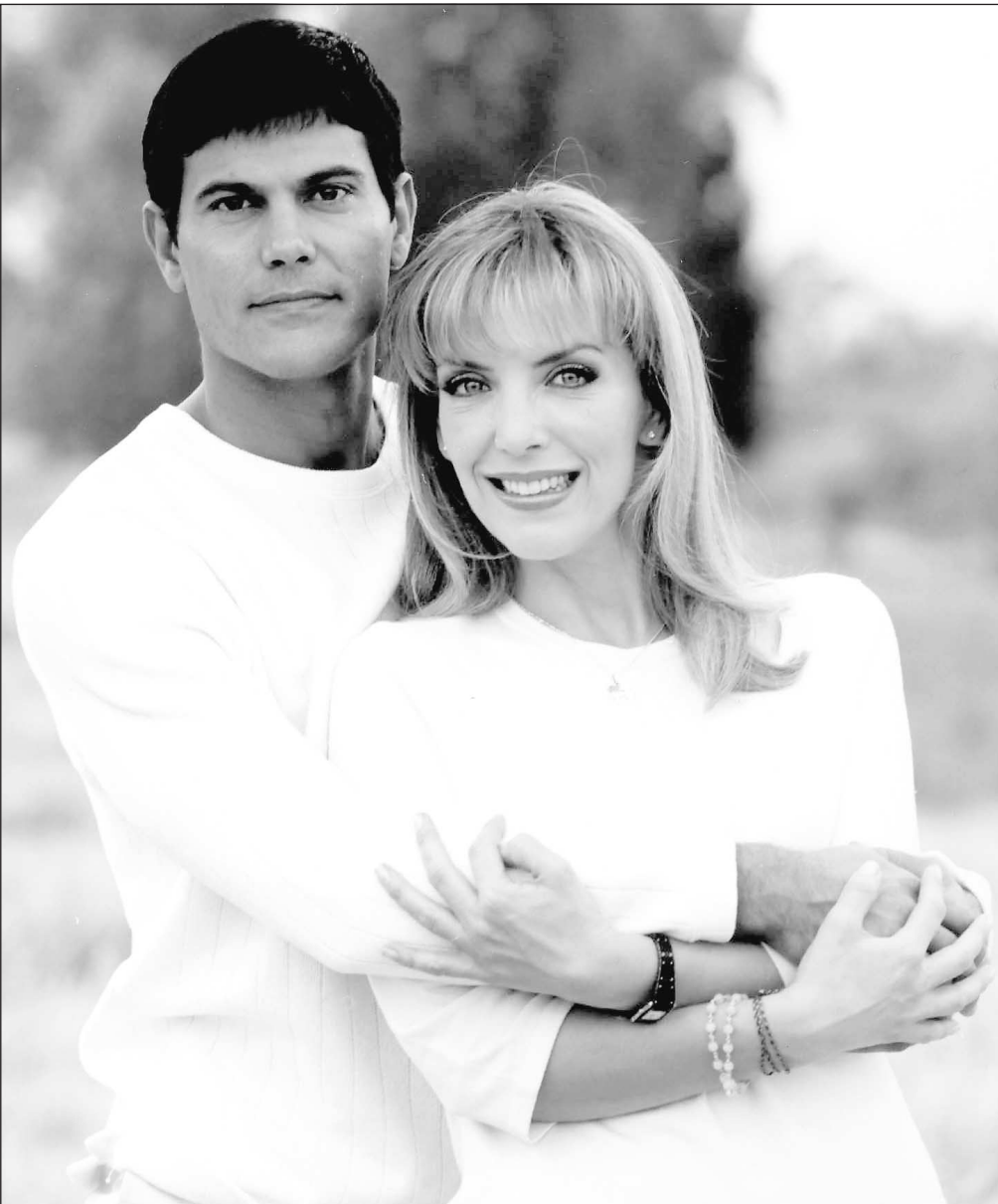
Dix, 20 ans après les avoir tournées, Televisa recycle donc ses *telenovelas* jusqu'en Afrique et en Asie. Chaque année, elle en vend une vingtaine, soit deux fois plus que son concurrent local, TV Azteca. «Peu importe la religion, la culture, partout, les gens s'aiment», commente Eugenio Cobo, qui dirige l'école de l'entreprise.

«Televisa a développé une formule gagnante», renchérit le professeur Hernandez. Mais elle était aussi idéalement placée pour prendre ses concurrents de vitesse. «Parce qu'elle a longtemps exercé un monopole, elle avait des milliers d'épisodes en banque et ces épisodes lui avaient déjà rapporté des fantastiques profits. L'exportation, c'est la crème sur le gâteau. Elle peut facilement offrir son produit à prix imbattable, comme les Américains avec leurs films.»

Comme TV Azteca, Televisa tait jalousement ses profits. On sait toutefois que ses ventes sur le seul marché latino-américain lui rapportaient 350 millions de dollars américains en 1997. Et que l'industrie est une vraie mine d'or à l'intérieur du pays. Un succès comme *Le Privilege d'aimer* lui rapporte neuf fois plus que ce qu'il a coûté à produire (82 millions de dollars américains contre 8,5 millions). Des revenus publicitaires auxquels il faut ajouter la vente de produits dérivés : disques, poupées, t-shirts, affiches...

«Les *telenovelas* font travailler beaucoup de gens», résume Luis Ibar, professeur à l'école de TV Azteca. «Chaque épisode peut mobiliser 50 acteurs, 100 techniciens, 20 créateurs. Il y a l'achat de câbles, de vêtements, de nourriture... Ça injecte des millions de pesos dans l'économie.»

Dans le quartier San Angel, 5000 personnes font rouler les anciens studios de



Le couple parfait des *telenovelas*, Francisco Gattorno et Laura Flores, dans *Complices al rescate*.

cinéma où sont tournées toutes les émissions de divertissement de Televisa. Un village fleuri avec ses ateliers de menuiserie, son gymnase, ses tiroirs débordant de moustaches, barbichettes et favoris.

«L'industrie est là pour rester, estime le professeur Hernandez. Les Mexicains ont le goût du mélodrame. Avant les *telenovelas*, ils écoutaient déjà les *radionovelas* cubaines. Cela fait des décennies qu'ils développent un goût pour une certaine façon de raconter des histoires.»

Ultime défi pour la chaîne mexicaine ? Le monde anglo-saxon. Car si l'on fait abstraction des États-Unis — où les immigrants latino-américains restent fidèles à leurs habitudes — les *telenovelas* n'y passent pas la rampe. «On le les verra jamais aux heures de grandes écoute au Canada, en Angleterre ni en Australie, observe M. Hernandez. Les Anglo-Saxons ont une sensibilité différente, analyse le professeur. Pour eux, les *telenovelas* sont destinées à la femme au foyer.»

TELENOVELA

Suite de la page A23

«Chez Televisa, l'apparence passe avant tout le reste. On ne te parle que de ça», renchérit son élève Rolf Peterson, qui vient de changer d'école.

Eugenio Cobo hausse les épaules. «La télévision donne peu de temps pour se préparer et il faut arriver à un résultat, c'est un travail, dit-il. Évidemment, on leur montre à jouer. Mais s'ils doivent écarquiller les yeux en fixant une lumière pour pleurer, qu'ils le fassent.»

Quant aux cours sur «la coiffure, les vêtements et les couleurs qui leur vont bien, ça fait partie du métier, il faut projeter une image qui inspire», justifie l'ancien ingénieur chimiste, en jurant que les jeunes ne sont pas abandonnés à eux-mêmes. «On les intègre, on prend leur développement psychologique en charge. Ils suivent des cours sur l'anorexie, la boulimie, la toxicomanie. Le travail d'acteur est incertain et les longues périodes de chômage sont parfois mauvaises conseillères...»

Du côté des enfants, le ciel semble sans nuage. Dans la salle d'attente, des mères débordant de confiance bichonnent leurs petites stars. «Papa ne voulait pas que je sois actrice, mais maman l'a convaincu en lui disant que j'étais jolie et que j'aurais beaucoup de succès», confie la petite Cristina Agwinaga, qui a déjà décroché deux rôles et ressemble à une poupée avec ses cils maquillés, son chignon gigantesque et son minuscule tailleur à paillettes.

«Les jeunes adultes ont plus de mal avec leur famille. Ils se font souvent traiter de prostitués et de dépravés. Beaucoup de Mexicains trouvent la télévision amoral», se désole M. Cobo.

Dans un pays où le manque d'emplois provoque un véritable exode et force des millions de personnes à vendre n'importe quoi dans la rue, l'attrait de la télévision reste néanmoins très fort. «Avec la télé, tout le pays va te voir, tu vas voyager, tu vas gagner un bon salaire pour un travail assez facile : pas de trac, pas de texte à apprendre...» expose Luis Ibar. D'après le comédien, un premier rôle peut rapporter 125 \$ CAN par épisode. Un acteur expérimenté peut gagner 500 \$ CAN. Quant aux stars (une centaine d'adultes et une quinzaine d'enfants), leur cachet se chiffrent en dizaines de milliers de pesos.

«Le travail n'est pas constant. Il faut avoir une grande force psychologique parce que tu peux vivre cinq mois très intenses et puis te retrouver devant rien», prévient toutefois Luis Ibar. Bref, Televisa et TV Azteca ont beau dire que plus de 90 % de leurs élèves trouvent du travail, reste à savoir pour combien de temps. «On risque de te jeter comme un *kleenex* après usage», craint Elba Jiménez, une jeune fille de 20 ans qui suit sa deuxième année de cours chez TV Azteca.

Pour Eugenio Cobo, mieux vaut donc avoir deux boulots : «La majorité des acteurs sont aussi vendeurs, ils lancent des disques, dit-il. On voit tellement de nouveaux visages dans ce milieu que le risque d'être oublié est très fort. Surtout que les acteurs avancent en âge tous les ans... pas les personnages.»

Quel autre chapeau est accompagné d'un manuel d'instructions de quatre pages?

CERTIFIÉ
IPU 50+



connaissez, c'est Alex Tilley, qui a d'abord voulu dessiner un chapeau et qui a fini par créer une légende canadienne. Maintenant offert en six modèles tous aussi distinctifs les uns que les autres, le chapeau Tilley flotte, s'attache, résiste à l'eau et vous protège contre la pluie et le beau temps. Les modes passent, mais le chapeau Tilley reste. Garanti à vie par son créateur, Alex Tilley, homme obsédé par la qualité (qui fabrique aussi les meilleurs vêtements de voyage et d'aventure au monde).

Tilley Endurables

TILLEY. LES MEILLEURS CHAPEAUX ET VÊTEMENTS DE VOYAGE AU MONDE

Montréal : 1050, av. Laurier Ouest (514) 272-7791

Composez le 1-800-465-4249 pour obtenir un catalogue gratuit.



ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS

2 jours consécutifs
pour seulement
21,00 \$* pour 3 lignes
3,50 \$* par ligne additionnelle par jour
*taxes en sus

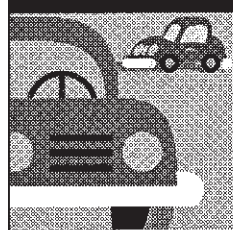
LES PETITES
ANNONCES

La Presse

cyberpresse.ca

987-VENDU
sans frais 1 866 987-VENDU (8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication. Cette offre s'adresse uniquement aux particuliers.



AUTOBAINES

7 jours consécutifs
pour seulement
35,70 \$* pour 3 lignes
1,70 \$* par ligne additionnelle par jour
*taxes en sus

LES PETITES
ANNONCES

La Presse

cyberpresse.ca

987-VENDU
sans frais 1 866 987-VENDU (8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

Sérieuses *telenovelas*

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

MEXICO — Les *telenovelas*, c'est très sérieux. Comptez sur le professeur de communications Omar Hernandez pour vous en convaincre, lui qui en a fait son sujet de thèse (*A Case of Global Love*) avant d'enseigner à l'Institut technologique de Monterrey.

« Au Mexique, beaucoup de gens se lèvent et se couchent avec la télé. Or, les *telenovelas* dominent la programmation, c'est donc le produit culturel le plus consommé au pays. Cela ne peut qu'avoir un impact sur la façon d'être et de penser, sur les pratiques sociales », dit-il.

Depuis 40 ans, Televisa inonde les Mexicains de *telenovelas* « roses » (*Gens biens, Les riches pleurent aussi*). « C'est l'éternel cliché de la fille pauvre qui rencontre un homme riche et de l'amour qui triomphe après 120 épisodes. Les valeurs qu'elles véhiculent sont très conservatrices. Les rôles sociaux sont très typés et les héros ont tous la peau claire », observe le professeur.

L'impact ? Terrible, d'après les auteurs Claudia Fernandez et Andrew Paxman. Televisa « perpétue indirectement la division des classes à travers sa programmation condescendante », s'indignent-ils dans leur livre *Le Tigre : Emilio Azcarraga et son empire*. Le principal intéressé rétorque que les pauvres n'ont aucune chance de s'en sortir et que son rôle se limite à leur faire oublier leurs souffrances.

Une approche « cruelle », estime Luis Ibar, qui enseigne chez la concurrence. « Le public s'attend maintenant à voir des héros beaux et à la peau claire. Mais le pire, c'est qu'ils changent leur propre

image. Ils se maquillent, elles se teignent en blonde, imitent les stars. Ils ne sont plus eux-mêmes. »

Depuis 10 ans, TV Azteca essaie de faire contrepoids — et de détrôner Televisa — en peaufinant la formule des *telenovelas* « sociales », nées au Brésil il y a plus de 30 ans. L'entreprise a confié leur production aux anciens journalistes de gauche et correspondants de guerre de la maison Argos. « Leurs *telenovelas* parlent aussi d'amour — sinon ce ne serait pas des *telenovelas* —, mais elles essaient en même temps de dire quelque chose de sérieux sur la société mexicaine, de faire de la critique sociale, d'avoir des personnages plus variés », observe le professeur Hernandez.

Regard de femme — l'histoire d'une quinquagénaire boulotte qui s'éprend d'un jeune homme après avoir été abandonnée par son mari — a été un formidable succès. « On n'aurait jamais pu voir ça à Televisa où toutes les femmes sont sculpturales, laisse tomber Omar Hernandez. Mais l'écriture plus intelligente et plus moderne a capté l'attention de la classe moyenne-haute et les annonceurs ont suivi. »

Les *telenovelas* de TV Azteca traitent aussi de corruption politique, de drogue, d'avortement. Des thèmes qui ont indigné les groupes conservateurs de Monterrey, la capitale industrielle, lesquels ont réclamé leur retrait des ondes. Mais d'autres, comme *Tentations*, n'ont pas eu besoin de cabale pour tourner à l'échec. Le public n'a pas apprécié cette histoire de prêtre amoureux d'une jeune administratrice (pourtant bien reçue dans d'autres pays). « La société mexicaine ne peut pas changer trop vite », conclut Luis Ibar.



L'amour à la mexicaine : Susana Gonzales et Cesar Evora dans *El Amor y el odio*.

Des lettres de Charles et Diana bientôt vendues aux enchères

Associated Press

LONDRES — Une collection de missives royales, parmi lesquelles une lettre écrites par le prince Charles dans laquelle il se plaint des questions posées par des enfants lors d'une visite officielle qui le rend « fou », va être vendue aux enchères par une femme d'affaires américaine à la fin de l'année.

Alicia Carroll a annoncé sur son site Internet consacré à la royauté qu'elle avait l'intention de vendre quelque 300 lettres de sa collection riche de 10 000 objets royaux. Elle a publié un courrier de Charles datant de 1981 et adressé à un ami depuis la Nouvelle-Zélande dans laquelle l'héritier de la couronne

d'Angleterre dénonce les obligations dues à son rang lors d'une tournée officielle.

« Le vrai problème est qu'il me faut conserver mon enthousiasme parce que je commence à en avoir marre du monceau de bêtises insensées que je supporte tous les jours, quotidiennement », écrit-il. Figure également une lettre de Diana à un ami, écrite après la naissance de son second fils Harry, dans laquelle elle se souvient que « la réaction à sa naissance nous a bouleversés et c'est à peine si nous pouvons respirer à cause des brassées de fleurs qui nous parviennent ».

Sur Internet
www.everythingroyal.com

Avez-vous eu du plaisir durant vos dernières vacances?



ÉCONOMISEZ JUSQU'À \$660†

Forfait vol-croisière
à partir de **1475** \$
Par personne, occ. double, à partir de Montréal. Frais portuaires et taxes inclus.

Ce sont des vacances au soleil qui incluent presque tout vos repas, des spectacles, des activités à bord, un centre d'exercices, des escales tropicales et bien davantage... plus une garantie de vacances !



Pour la plupart d'entre nous, le plaisir, c'est de faire ce qu'on veut, quand on veut, dans l'ambiance décontractée d'un centre de villégiature. Visitez www.carnivalcruise.ca/giants et découvrez pourquoi plus d'un demi-million de Canadiens ont choisi Carnival pour leurs vacances.

www.CarnivalCruise.ca/giants

Pour des prix Internet spéciaux, des surclassements de cabines gratuits, des options en bonus, et plus d'informations.

Carnival
A chacun son plaisir!

Ces vacances avantageuses commencent par une visite à votre agence membre du réseau GIANTS ou sur le site www.funship.ca/giants.

Agence de Voyages Canora Marlo Inc. 514-342-4880
Agence de Voyages N.D.G. Inc. 514-489-7271
ARW Global Travel Inc. 1-800-284-6330
Exodus Voyages 450-629-8055
General Tours 514-871-9600
Groupe Voyage Hone 514 878-1000
La Boutique de Voyages 514-748-6138
Mardi Gras Voyages 514-426-3686
Superior Travel 514-277-8677
Voyages à la Carte 800-778-3447

Voyages Bergeron Inc. 1-877-651-9551
Voyages International Repentigny . . .1 888-581-0984
Voyages Jacqueline 514-990-2060
Voyages Kirkland Travel 514-694-7011
Voyages Le Village Hudson 450-458-7041
Voyages Lucie Longpré 450-682-2222
Voyages Orbitel Travel Ltd. 514-344-1202
Voyages Revisol Inc. 514-288-4488
Voyages Via-Monde 1-866-VIA MOND

* Exprimés en \$ CAN, par personne, en occupation double, dans une cabine de cat. 4A. Les prix comprennent les droit portuaires, les frais et toutes les taxes (316 \$ CAN). Les transferts sont en sus. Se fondant sur le programme SunWaves, ces tarifs sont réservés aux résidents canadiens. Il faut réserver d'ici le 31 juillet 2002. Ce programme vol-croisière est offert et géré par (Americanada). Les places sont contingentées et offertes sous réserve des disponibilités. Immatriculation des paquebots: Panama et les Bahamas.

3064572A

Collecte de sang

Galeries d'Anjou
7999, boulevard des Galeries d'Anjou

2 au 6 juillet

Mardi et mercredi 10 h à 17 h
Jeudi et vendredi 13 h à 20 h 30
Samedi 10 h à 16 h

Place Montréal Trust

1500, avenue McGill College

Jeudi 4 juillet de 9 h 30 à 15 h 30

Place Vertu

3131, boulevard Côte-Vertu, Saint-Laurent

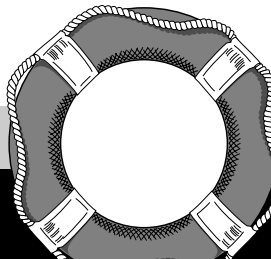
4 au 6 juillet

Jeudi et vendredi 11 h à 20 h
Samedi 10 h à 16 h

Sauvez quelqu'un cet été!

Info-collecte:
514 832-0873 • 1 800 343-7264

**DONNEZ DU SANG.
DONNEZ LA VIE.**



3049113A



Visite guidée
avec Bobby Hachey

L'ÉTÉ

demain dans **La Presse**

3063803

VISITE LIBRE

| STÉPHANE LAPORTE |

L'actualité est un sport (de table)

Quand Stéphane Laporte étudiait le droit à l'Université de Montréal, il était convaincu qu'il deviendrait journaliste. Il ignorait s'il serait un journaliste d'enquête, de sport ou d'économie. Chose certaine, il voulait écrire dans un journal. Vingt ans plus tard, il réalise un vieux rêve en signant quotidiennement en une de *La Presse* le clin d'oeil du jour, la réplique qui, espère-t-il, fera le tour de la ville et obligera le prolifique tueur à gags en lui à tirer encore plus vite que d'habitude.



NATHALIE PETROWSKI
npetrows@lapresse.ca

LE MONDE de l'auteur-scripteur-concepteur Stéphane Laporte est vaste. Et pourtant, il se résume en une seule pièce, à l'étage d'un joli cottage à Outremont. On y accède en gravissant un grand escalier de chêne, et en franchissant une porte en bois sombre décorée d'un écriteau du nom.... d'André-Philippe Gagnon.

Bienvenue dans l'univers de Stéphane Laporte, un univers où une immense photo des Beatles surplombe un vieux casque de course d'Olivier Panis, huit Gémeaux, et trois Félix. Au fond, un sofa en cuir noir jouxte une table de travail chargée comme le poste de commande d'une navette spatiale. C'est ici que Stéphane Laporte passe la majeure partie de son temps, vissé à sa chaise et au méga-écran Mac qui lui sert à la fois de machine à écrire, d'instrument de recherche et de table de montage: habituellement, les trois à la fois.

Le prétexte de la rencontre était simple, faire parler Stéphane Laporte de sa vision du monde tout en sondant ses idées politiques et son opinion sur les acteurs de la scène publique qui vont passer quotidiennement dans sa moulinette à la une de *La Presse*.

La tâche s'avéra plus difficile que prévu. Stéphane Laporte n'est pas le genre à se lancer dans de savantes analyses politiques ni à s'accrocher obstinément à une idée, un parti, une idéologie. Il n'est pas le genre non plus à se prononcer de manière péremptoire et définitive. Il a beau admirer Michel Chartrand, il n'oserait jamais puiser dans sa banque de qualificatifs pour s'en prendre à Jean Chrétien, Mario Dumont ou Bernard Landry.

La raison est simple: Stéphane Laporte sait que son fonds de commerce dépend étroitement des gaffes des politiciens. Loin de leur en vouloir, il leur est reconnaissant d'exister et de l'alimenter avec autant d'assiduité sans même revendiquer une partie des droits d'auteur.

«Pour un humoriste, affirme-t-il, Jean Chrétien, Mario Dumont, Everest ou Grouppaction sont une bénédiction et une source inépuisable d'inspiration. Mon métier, ce n'est pas de les juger, mais de me servir de leurs gaffes pour faire rire les gens.»

La distance de la dérision

L'indignation et la dénonciation, très peu pour lui. Il préfère de loin la distance de la dérision, cette arme blanche facilement camouflable, mais qui peut néanmoins faire de gros ravages, au plan de la perception à tout le moins.

Il n'est pas pour autant complètement dénué d'opinions politiques. Il trouve par exemple que l'élection du PQ en 1976 a tué le sentiment d'urgence face à l'indépendance. «Depuis que le PQ a dit votez pour nous, on va mettre la souveraineté en veilleuse, on est tous un peu perdus. Y'a comme un rendez-vous qui a été manqué et personne au PQ ne semble voir que pour que les conditions soient gagnantes, il faut que le parti perde le pouvoir.»

Du côté fédéral, Stéphane Laporte remercie chaque jour Jean Chrétien d'exister, tout en se disant qu'un homme qui mène sa carrière comme le premier ministre ne peut être un parfait imbécile. Il tient Mario Dumont responsable de l'arrivée d'une nouvelle couleur dans le paysage politique. Après les rouges et les bleus, Mario vient d'inventer les beiges. Quant à Paul Martin, il le coiffe depuis toujours du même surnom: Iznogoud, le grand vizir qui voulait devenir calife à la place du calife.

Sur le front international, Laporte voit le conflit israélo-palestinien essentiellement comme un problème de parking. «Y'a deux chars et une seule place de parking. Chacun affirme qu'il a vu la place avant l'autre. Ils sont si proches les uns des autres et si loin.



Photo PIERRE MCCANN, La Presse©

Tout ça à cause d'un dieu qui, s'il existe, doit être très spécial....»

La passion du sport

Sa vision du monde est complètement pervertie par son métier. Il pense d'abord à des gags, pas à des d'opinions ou des réflexions. Et quand il ne pense pas au prochain gag, il pense au sport, sans doute sa plus grande passion.

Parlez-lui de n'importe quel sport et subitement, son visage placide s'illuminera.

Le sport pour lui, c'est la vie. De sa vision sportive des choses découle tout le reste dans un monde divisé entre sports de combat, sports d'équipe, sports extrêmes et sports de table, celui que Laporte pratique tous les jours avec les ballons de l'actualité.

«Ce qui m'enrage, dit-il, c'est qu'à la télé, ces temps-ci, on invente toutes sortes de *reality shows* comme *Survivor* et compagnie. On essaie de fabriquer du drame sans comprendre que le sport, c'est du drame à l'état pur. Tu ne sais jamais ce qui va arriver, comment ça va finir. Le plus bel exemple, c'est la fois où Patrick Roy a levé son gant en signe de triomphe parce qu'il venait d'arrêter une rondelle. Au même moment, la rondelle est tombée et est rentrée dans le but. Résultat: on a vu *live* un gars puni d'avoir péché par orgueil! Même *Survivor* n'est pas capable de nous montrer une scène aussi vraie et aussi forte!»

En tête du palmarès sportif de Laporte, il y a bien entendu le hockey, surtout le hockey joué par le Canadien, un club qu'il est prêt à défendre à la vie, à la mort.

Laporte adore tout autant le soccer. Lors du match France contre Danemark, il a poussé le zèle sportif jusqu'à se lever à 2h30 du matin, sans réveil, pour ne rien manquer de l'affrontement. Son seul regret? N'avoir pas osé appeler un *chum* pour discuter du match en pleine nuit.

Une enfance heureuse

Né le 20 mars 1961 à Montréal, Stéphane Laporte a grandi à Notre-Dame-de-Grâce, avec son frère et sa soeur aînés, sa mère Léonie Archambault et son père, Bertrand Laporte, fonctionnaire pendant 30 ans au ministère de la Main-d'oeuvre. Il a fréquenté

l'école primaire de Notre-Dame-de-Grâce, le Collège de Montréal, le cégep Marguerite-Bourgeoys et la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Son enfance heureuse fut longtemps la matière de prédilection de ses chroniques du dimanche dans *La Presse*. Laporte nous a tout raconté en détail sauf le mal qui l'afflige depuis la naissance.

Le petit dernier des Laporte est né avec des tendons trop courts. Résultat: «Je marche croche, c'est tout», dit-il de manière expéditive en refusant de s'étendre sur le sujet.

Le fait est qu'il a énormément de difficulté à se déplacer. À la télé ou en public, Laporte a toujours pris grand soin de cacher son infirmité. C'est toujours le cas même s'il plaide avoir écrit sur le sujet dans une chronique intitulée *Trois Petits Pas*.

Une chose est claire: sa démarche difficile ne l'a jamais empêché de faire son chemin dans la vie. Plutôt le contraire. Dès sa première année de droit à l'Université de Montréal, Laporte a pris le contrôle du *Pigeon dissident*, le journal de la faculté. Pierre Huet, du magazine *Croc*, l'a immédiatement remarqué et lui a donné sa première chance. En 1985, Louise Richer, la directrice des *Lundis des Ha! Ha!*, organise une *blind date* entre Laporte et André-Philippe Gagnon qui se cherche un scripteur. De cette première rencontre naîtra six mois plus tard l'idée de faire interpréter à l'imitateur toutes les voix de *We Are the World*, une idée de Laporte, bien entendu.

We Are the World a lancé la carrière américaine de Gagnon avec la bénédiction du *Tonight Show* de Johnny Carson. Du jour au lendemain, l'étudiant en droit qui venait de passer son barreau est devenu le jeune auteur le plus sollicité en ville. Sans jamais lâcher Gagnon, il est allé jouer dans la cour de Julie Snyder avec qui il a créé, il y a 10 ans exactement, *L'Enfer, c'est nous autres*.

On connaît la suite: le succès fulgurant de l'émission puis la rupture avec Julie, l'arrivée de *La Fin du monde est à sept heures* et d'une foule d'autres émissions, un passage bref et malheureux à l'émission du matin de CKMF où Laporte a été congédié au bout de trois mois et quelques ratés au *Bye Bye* et à TQS avec les *Gingras-Gonzalez*.

Tout dernièrement, Laporte a repris du poil de la bête avec les succès d'*Infoman* et du *Gala MétroStar* animé par Julie Snyder.

Il travaille en ce moment sur un concept où Julie sera à nouveau en vedette comme dans le bon vieux temps et il ne comprend pas les mauvaises langues qui disent sa carrière d'animatrice finie. «Avec le *MétroStar*, Julie a marqué 80 buts d'affilée. Si elle jouait au hockey, y'a personne qui penserait une minute que sa carrière est finie. C'est

ça la beauté du sport. Quand tu gagnes, tu gagnes.»

La métaphore est valable pour Stéphane Laporte. Non seulement il n'a pas dit son dernier mot, mais désormais, tous les matins dans *La Presse*, c'est lui qui aura la première chance de compter dans le match sans fin de l'actualité.

SI VOUS ÉTIEZ...

> **Une ville:** Montréal. Parce que c'est la ville du club Canadien.

> **Un meuble:** Un lit. Pour toujours pouvoir dormir avec ma blonde.

> **Un personnage de BD:** Michel Vaillant dans le journal de Tintin. Parce qu'il était dans la vraie vie avec le vrai monde de la course automobile.

> **Un livre:** *Le Petit Prince*. À 7, 8 ans, il a su me rassurer sur ma différence.

> **Un acteur:** Jack Nicholson.

> **Un homme politique :** Michel Chartrand. Pour ses idées, sa franchise et son souci des autres.

> **Une époque:** La belle époque de la Beatlemania que j'ai vécue 15 ans trop tard.

> **Une couleur:** Bleu comme le ciel.

> **Un animal:** Un oiseau. Parce que ça doit être tripart de toujours regarder les choses d'en haut.

> **Un autre métier:** Médecin, comme mon frère aîné.

> **Un héros:** Yvon Deschamps.

> **Un remède:** Un antidote à la dureté du regard des autres.

> **Une drogue:** L'humour

> **Une maladie mortelle:** Mourir de rire.

Un baiser fait frissonner l'Indonésie

d'après le New York Times

DJAKARTA, Indonésie — Un couple à l'écran se livre à une passion dévorante. Le baiser dont tout le monde parle en Indonésie en fait foi. Tout un baiser : lèvres contre lèvres, ni trop exagéré à l'américaine, ni trop timide non plus. Le couple : une Indonésienne de 16 ans et son ami (mignon) dans un film 100 % indonésien, *What's With Love*, le succès commercial surprise de l'année dans ce pays musulman.

Les adolescents aiment particulièrement le film. Les gars sifflent et les filles murmurent. À la surprise générale, même les adultes l'apprécient.

Les recettes de ce film, tourné dans les rues animées de Djakarta et dans les corridors d'une école bourgeoise, ont dépassé en Indonésie *Titanic* et *Le Seigneur des Anneaux*, deux méga-succès hollywoodiens.

« On voulait montrer des scènes qui se rapprochaient le plus possible de la réalité », dit Mira Lesmana, réalisatrice et scénariste de *What's With Love*. L'ancienne génération de réalisateurs fait preuve de trop d'autocensure. En plus, ils sont tellement habitués aux baisers américains. Je suis certaine que lorsqu'ils voient des baisers indonésiens, il disent que l'on projette une mauvaise image. Mais nous, de la nouvelle génération, on ne pense pas la même chose. »

« Après tout, tranche M^{me} Lesmana, les Indonésiens savent embrasser ! »

Le succès de *What's With Love* en dit plus long sur l'Indonésie d'aujourd'hui que l'émoi suscité par une seule scène. Jusqu'à maintenant, la plupart des films indonésiens avaient pour sujet les éternelles difficultés de la vie rurale. Or, le film en question, de même que Kuldadesak, autre long métrage réalisé il y a quelques années par Mira Lesmana, ont pour toile de fond la ville et ses drames.

What's With Love est l'histoire d'étudiants issus de la classe moyenne ou supérieure qui font face à des dilemmes similaires à ceux vécus par leurs homologues occidentaux. Bref, pour la première fois, les familles brisées et la violence familiale font leur apparition dans les films indonésiens.

Les références américaines sont partout dans le film : la cafétéria de l'école sert des hamburgers et des frites. Sans compter les distributrices de Coca-Cola qui font partie de presque toutes les scènes. La plupart des étudiants conduisent l'auto dernier cri de leurs parents. Mira Lesmana et son équipe se sont fait les dents en dirigeant des messages publicitaires à Djakarta, surtout pour des produits occidentaux. Le film a d'ailleurs une facture moderne comme s'il s'agissait d'une pub américaine.

La production a coûté plus de 600 000 \$, soit moins qu'un message publicitaire tourné aux États-Unis. « On faisait des farces sur le plateau parce qu'on se disait que notre film allait coûter moins cher que la facture du traiteur sur un film hollywoodien ! » raconte la réalisatrice.

Les personnages du film sont Cinta (qui signifie aussi amour en indonésien) et Rangga, le garçon avec qui elle tombe amoureuse. Elle est riche, il ne l'est pas. Il est studieux, elle ne l'est pas. Elle est sociable et vient d'une famille stable, il est plutôt solitaire. Les parents de Rangga sont divorcés, sa mère n'ayant pas accepté que son mari devienne un dissident politique.

Ils se rencontrent à la bibliothèque de l'école. Il lit un livre, *Aku*, au sujet d'un célèbre poète indonésien. C'est ce livre qui leur permettra d'entrer en contact. Elle est follement amoureuse, mais il doit lui annoncer qu'il va déménager avec son père à l'étranger. C'est dans la scène finale qui se déroule à l'aéroport que l'on voit le fameux baiser.

Influence américaine

Mira Lesmana, qui est âgée de 37 ans, ne cache pas son admiration pour les films américains. Elle confie que *La Guerre des étoiles* et *E.T.* l'ont fortement influencée. Elle connaît par coeur *Fiction pulpeuse*. Le film *Les Collégiennes de Beverly Hills* (*Clueless*), film des années 1990, l'a inspirée pour son succès actuel. Elle attend avec impatience l'arrivée de *Spider-Man*.

Des scènes dramatiques du film ont été puisées à même certaines de ses expériences. En 1979, son père, un musicien de jazz, avait décidé de déménager la famille à Sydney, en Australie, afin que son frère puisse étudier la musique au conservatoire. Mira, 16 ans, découvre rapidement qu'au lieu de fréquenter les boîtes de nuit à Djakarta, elle doit se soumettre à la culture très différente du collège conservateur qu'elle fréquente là-bas.

Pour elle, l'uniforme scolaire, les bas épais et le fait que l'école est réservée aux filles constituent un véritable choc culturel.

« J'avais surtout vécu en compagnie de garçons, qui

Une adolescente se tue pour éviter le mariage

Agence France-Presse

LE CAIRE - Une Égyptienne de 17 ans a préféré se donner la mort en avalant des insecticides, dans un village du nord de l'Égypte, plutôt que de se marier alors qu'elle n'avait pas terminé ses études, a-t-on appris de source policière.

La jeune fille, Hanem Nouredine Mahmoud, refusait de céder à son père, qui insistait pour qu'elle se marie sans tarder, alors qu'elle souhaitait finir ses études. Elle s'est empoisonnée en absorbant des insecticides, dans le village d'Al-Mogafaf, dans le delta du Nil, a précisé la police locale.

La police n'a pas précisé si l'homme qui était destiné à la jeune fille avait été choisi par le père, comme c'est souvent le cas à la campagne.

étaient aussi mes meilleurs amis, dit-elle. Quand vous allez dans une école de filles, elles parlent des gars comme s'il s'agissait d'une espèce complètement différente. Je me demandais vraiment ce que je faisais là. »

Sa passion pour le cinéma la pousse à présenter une demande d'admission à la célèbre *Australian Film and Television School* à Sydney. C'est là que le réalisateur australien Peter Weir a fait ses débuts. Toutefois, elle est refusée car elle n'a pas assez d'expérience. C'est alors qu'elle décide de retourner en Indonésie pour étudier au *Jakarta Institute of Arts*.

« J'étais contente de retourner chez nous, se rappelle-t-elle. J'ai aimé l'école et j'ai appris beaucoup. »

Elle a obtenu son diplôme en 1988. L'industrie du film indonésien étant alors à la merci de la dictature de Suharto, elle a réalisé pendant une dizaine d'années des publicités.

Quand les restrictions de l'ère Suharto ont été levées il y a quatre ans, elle était prête. Son premier grand succès a eu lieu l'an passé avec une comédie musicale pour enfants, *Sherina's Adventure*. Ce film mettait en vedette une jeune comédienne populaire, Sherina Munaf. Bien qu'il n'y ait actuellement pas de projet pour commercialiser *What's With Love* aux États-Unis, il est toutefois question de le présenter au Festival des films de New York.

Une rencontre qu'elle a eue dernièrement dans un centre commercial illustre bien le succès remporté par son film. « Une jeune mère s'est approchée de moi. Elle portait le jilbab (voile qui recouvre les femmes musulmanes d'Indonésie). Elle m'a demandé si j'étais Mira Lesmana. Puis elle a ajouté qu'elle était tellement contente que j'aie réalisé le film. Elle m'a confié que non seulement ses enfants avaient été divertis, mais qu'ils avaient aussi appris sur la poésie. Puis, en terminant, elle m'a dit de ne pas m'en faire au sujet de la scène du baiser, qu'elle trouvait ça osé, mais important pour que nos enfants apprennent. Moi qui pensais qu'elle allait hurler son dégoût ! », conclut la réalisatrice.



« On voulait montrer des scènes qui se rapprochaient le plus possible de la réalité », dit Mira Lesmana, réalisatrice et scénariste du film *What's With Love*.

Nouvelles aubaines en ligne

cool !



À Air Canada Jazz, le voyage simple et économique est notre raison d'être. C'est pourquoi nous lançons de nouveaux tarifs aller simple très alléchants au départ de Montréal. Réservez en ligne et bénéficiez de prix très avantageux – en tout temps. **Et pour vous donner des ailes, nous n'appliquerons pas les suppléments pour carburant et assurance sur ces prix.** Ça c'est cool !

Super aubaines aller simple

Partez au prix le plus bas

Achat au moins 10 jours à l'avance. Frais de 50 \$ pour changement de vol.
Mise en attente le même jour non autorisée.
Les places sont limitées. Ces offres sont sujettes à certaines conditions.

99\$

l'aller simple

Québec

139\$

l'aller simple

Bagotville,
Rouyn-Noranda,
Val-d'Or

Tarifs Affaires SuperFlex aller simple

Prix très très bas et plus de flexibilité

Achat 5 à 9 jours à l'avance. Aucuns frais de changement. Mise en attente le même jour autorisée.
Les places sont limitées. Ces offres sont sujettes à certaines conditions.

à partir de

139\$

l'aller simple

Québec

à partir de

179\$

l'aller simple

Bagotville,
Rouyn-Noranda,
Val-d'Or

Ces tarifs ne sont offerts qu'en ligne à voljazz.ca ou à Destina.ca

Des tarifs Affaires SuperFlex aller simple avec achat 3 jours et 1 jour à l'avance sont aussi offerts.

Air Canada Régional inc. est exploitée sous le nom Air Canada Jazz^{MC}. Destina.ca est une marque de commerce de Destina.ca inc. Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.



Destina.ca

DEVENEZ MILLIONNAIRE
Pour courir la chance de gagner un million de miles
Aéropain, faites vos réservations sur le site de Destina.ca, le
partenaire en ligne d'Air Canada Jazz.



Mots de tête

Mots de tête est publié aux Éditions Internationales Alain Stanké

**Pierre Légaré
bien branché**

présenté par la



**Chambre
des notaires
du Québec**

en exclusivité sur

cyberpresse.ca



MONTANA  PONTIAC

0% à l'achat**

LA PLUS FAIBLE CONSOMMATION
D'ESSENCE DE SA CATÉGORIE‡
ET SÉCURITÉ 5 ÉTOILES▲



Vos concessionnaires  du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant au véhicule neuf sélectionné 2002 en stock suivant : Montana (2UN16/R7A). Photo à titre indicatif seulement. *À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. Aucun comptant requis, dépôt de sécurité de 425 \$ requis à la livraison. **Taux de financement à l'achat de 0 % disponible jusqu'à 48 mois, 1,9 % pour 60 mois. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. *Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2002. ▲Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors des tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

INSOLITE

Voile et permis de conduire

MIAMI — Une musulmane américaine a obtenu jeudi de poursuivre en justice l'administration chargée de délivrer les permis de conduire en Floride, qui exigeait qu'elle retire son voile pour être photographiée.

Un juge d'Orlando, Ted Coleman, a refusé de rejeter la plainte déposée en janvier par Sultaana Freeman, 34 ans, qui avait fait valoir que cette exigence portait atteinte à sa liberté religieuse. Le rejet de la plainte avait été réclamé par l'État de Floride.

Mme Freeman avait porté plainte après que les autorités lui eurent retiré son permis de conduire, parce qu'elle refusait d'être photographiée sans son « hi-jab », qui ne laisse que les yeux découverts. Selon l'un de ses avocats, Howard Marks, l'annulation de son permis de conduire violait sa liberté religieuse et sa liberté d'expression. Mme Freeman, de nationalité américaine, s'est convertie à l'islam il y a cinq ans.

— AFP

Pauvre G.I. Joe

NORFOLK (Virginie) — Appelez-le monsieur-Tout-le-Monde, dites qu'il est un héros américain. Mais de grâce, n'employez pas le mot « poupée » pour parler de G.I. Joe. Cela lui enlève toute crédibilité. L'expression est du reste totalement proscrite chez Hasbro, le fabricant, mais également chez ses fans et collectionneurs qui se réunissent ce week-end à Norfolk (côte est des États-Unis) pour leur 6^e congrès international.

« Nous n'utilisons jamais le mot commençant par un P », souligne Paul Arnold, un entrepreneur âgé de 41 ans, originaire de Virginia Beach et heureux propriétaire de plus de 160 G.I. Joe des années 60 et 70. « Ce sont des figurines d'action », ajoute-t-il dans un sourire. Arnold figure parmi les quelque 500 inconditionnels qui se sont inscrits à cette convention, dont certains viennent du Japon, d'Angleterre, de Singapour, du Brésil et d'Italie.

Le congrès a ouvert ses portes hier avec un événement à la mesure de son héros : un lâcher de 500 G.I. Joe depuis le toit de l'hôtel de neuf étages où se tient le rendez-vous. Mais, action oblige, chacune des figurines haute de 9,5 cm était équipée d'un parachute lui permettant d'atterrir en toute sécurité...

Sur le Net : www.gijoeclub.com

— AP



Photo AP
Paul McCartney met à profit ses talents de peintre afin de lutter pour la suppression des mines antipersonnel.

Sir Paul peintre

LONDRES — Paul McCartney ajoute une nouvelle corde à son arc. Il vient de peindre une série de timbres pour amasser des fonds pour l'association caritative qu'il préside avec sa nouvelle épouse, Heather Mills. *Adopt-A-Minefield* est une association de lutte pour la suppression des mines antipersonnel. La collection créée pour les postes de l'île de Man est mise en vente à partir de lundi. Le service des postes a précisé mercredi qu'il avait fait imprimer 170 000 exemplaires. La série de décor floral reflète les merveilleux souvenirs que conserve l'ex-Beatle de cette île située en mer d'Irlande et où Sir Paul allait lorsqu'il vivait encore à Liverpool. L'île de Man, qui ne fait pas partie du Royaume-Uni, est un territoire dépendant. Elle dispose de ses propres lois votées par son Parlement mais sa défense et sa diplomatie sont administrées par le gouvernement britannique.

— AP

Un bébé pressé

ALBANY (New York) — Shenna Williams commençait à ressentir les premières douleurs du travail. Mais elle et sa mère pensaient avoir suffisamment de temps pour acheter un appareil photo jetable avant d'aller à l'hôpital. Alors que sa mère, Katherine Williams, partait à la recherche dudit appareil, la douleur de Shenna a redoublé. « J'ai entendu quelqu'un crier. J'ai dit « Mon Dieu, c'est ma fille », a déclaré mardi Mme Williams. Le temps pour elle d'atteindre la caisse, celle-ci a retrouvé sa fille sur un banc se préparant à accoucher. Michael Jerrod Williams est né à 6 h 15 samedi dernier et a été accueilli par les employés et les clients du magasin. Plus de six heures d'entre eux ont immortalisé l'instant avec des appareils jetables. Le magasin a offert des cadeaux au nouveau-né et à sa maman, et Shenna a choisi pour parrain... le responsable de nuit du magasin, Adrian Wright.

— AP

DANS VOTRE ASSIETTE



LES LECTEURS NOUS CUISINENT

Pesticides chimiques bio

«AU RISQUE de vous surprendre et de choquer l'opinion en vogue ou à la mode, il serait opportun de souligner que le «bio» n'est pas toujours vertueux...», souligne le phytopathologiste Vincent Philion, en réaction à l'article *Trinquer ou ne pas trinquer bio* (1^{er} juin). «Les maladies et les insectes qui s'attaquent aux plantes ne «disparaissent» pas par magie lorsque les agriculteurs se convertissent au bio... Les armes changent, mais le combat contre les ravageurs demeure. (...) Un produit «naturel» n'est pas toujours synonyme de santé! Le cyanure, l'arsenic et toute une panoplie de toxines, poisons et autres sont entièrement «naturels» et «biologiques»! La substitution des pesticides de synthèse par des pesticides «bio» peut donc se faire au détriment de l'environnement. Les pesticides «biologiques», approuvés et certifiés, peuvent également être fatals pour les prédateurs naturels et l'environnement en général.»

■ ■ ■

Sulfites par-ci, sulfites par-là

PLUSIEURS LECTEURS ont dit s'être reconnus dans les symptômes décrits dans l'article sur l'intolérance aux sulfites (*Sus aux sulfites*, 8 juin). Notons que selon les allergologues consultés, il n'est pas toujours facile de lier des réactions allergiques à la consommation de sulfites, mais les personnes souffrant déjà de problèmes respiratoires (dont l'asthme) sont généralement les plus sensibles à cet agent de conservation utilisé notamment dans les fruits séchés et le vin. Précisons qu'il n'existe pas d'«allergie aux sulfites» à proprement parler mais plutôt d'un genre d'«intolérance» qui varie selon les individus.

Ainsi, Christine Lemelin, grande adepte des fruits séchés, dit être perplexe à la lecture de l'article. «Je ne sais pas si je dois comprendre que c'est ou non nocif pour la santé même si nous n'avons pas nécessairement d'allergies manifestes.» La très grande majorité des gens ne souffriront aucunement de l'ingestion de sulfites, mais certaines personnes les toléreront moins. Une barre tendre qui contient quelques fruits séchés pourra ainsi être facilement digérée, mais pas tout un sac d'abricots séchés, par exemple. Pour ces personnes, la modération a bien meilleur goût, comme dirait la pub.

Parlant de vin, Marius Henry veut savoir quels sont les vins sans sulfite. «Tous les vins en contiennent un peu, il y a même des sulfites qui se forment durant la fermentation des levures», répond Guylaine Trudeau, de la Société des alcools du Québec. La quantité de sulfites dépend aussi des producteurs et des types de vins. Ainsi, les vins secs contiennent habituellement moins de sulfites que les vins plus fruités, de même que les vins haut de gamme en contiennent moins que les vins de table, les vins plus vieux en contiennent moins que les plus jeunes et les rouges en contiennent un peu moins que les blancs.

Un autre lecteur, Georges Frappier, se demande également pourquoi les étiquettes des bouteilles de vin ne mentionnent pas la présence des sulfites alors que tous les autres aliments doivent l'indiquer sur l'emballage. Jean-Marc Pelletier a aussi noté cette incongruité. «À ma connaissance, jamais je n'ai vu de mentions de sulfites sur les bouteilles de vin vendues au Québec. Et, à l'occasion, j'ai vu de tels renseignements apposés sur les bouteilles vendues aux États-Unis.»

C'est exact, dit Guylaine Trudeau. La réglementation américaine exige que la présence de sulfites soit indiquée lorsqu'elle dépasse 10 parties par million (ppm). Au Canada, le vin et les alcools disposent d'une réglementation particulière dans la Loi sur les aliments et drogues. La définition du vin dans la Loi indique que cette boisson est «le produit de la fermentation alcoolique du jus de raisin». Mais peuvent être ajoutées en cours de fabrication diverses substances comme du sucre, de la nourriture pour les levures, et de l'anhydride sulfureux (sulfites) ne dépassant pas 70 ppm.



POULET À ÉTIQUETTE

Pleine de bonnes intentions, la Fédération des producteurs de volailles du Québec s'était attaquée, l'an dernier, à l'élaboration d'un cahier des charges pour mieux encadrer l'élevage et l'étiquetage du poulet. L'objectif était de garantir une information claire et fiable aux consommateurs, après qu'il fut devenu évident et connu que l'étiquette «poulet de grain» ne voulait rien dire.

En commençant les travaux, le comité de la Fédération s'est vite rendu compte que plusieurs projets de certification existaient chez des compagnies comme Exceldor ou Prime Maple Leaf. Mais si ces compagnies se sont maintenant dotées d'un cahier des charges rigoureux, vérifié par une firme indépendante, pour garantir qu'un poulet dit «végétal» en est effectivement un, le consommateur n'est pas nécessairement plus avancé puisque ce cahier des charges reste privé. Est-ce qu'un poulet «végétal» d'Exceldor est pareil au poulet «végétal» de Prime? Difficile à dire. C'est pourquoi la Fédération entend poursuivre ses travaux pour créer une certification dont les critères seront publics pour définir ce qu'est un poulet «conventionnel», un poulet «tout végétal» et un poulet «tout végétal, sans antibiotique».

Entre le poulet «tout végétal, sans antibiotique» et le poulet certifié «biologique», il n'y a pas beaucoup de différence. Dans les deux cas, les volailles ne sont nourries que de grains (sans farine animale) et sans ajout d'antibiotiques dans la moulée. Mais le poulet dit «bio» doit, en plus, être nourri d'une moulée de grains bio (cultivés sans pesticide ni fertilisant de synthèse, et sans OGM) et s'ébattre dans un poulailler moins populeux, éclairé par la lumière du jour, dont il pourra même avoir la possibilité de sortir pour piquer à l'extérieur.

Quart de poulet cuisse végétal

Sans tambour ni trompette, les Rôtisseries St-Hubert sont en train d'effectuer une petite révolution dans le monde de la volaille et de la restauration québécoise en ne servant désormais que du poulet «tout végétal». St-Hubert annonce-t-elle une nouvelle tendance de consommation de volaille? Son président, Jean-Pierre Léger, l'espère bien.



JUDITH LACHAPPELLE
jlachape@lapresse.ca

LES AMATEURS de poulet rôti à la sauce St-Hubert n'ont probablement rien remarqué, mais la viande qu'ils dégustent depuis un mois n'est pas tout à fait pareille à celle des dernières années. St-Hubert ne servira désormais que du poulet dit «tout végétal», du poulet qui n'a pas été nourri avec des farines animales. Et il ne s'agit que d'une première étape puisque le président Jean-Pierre Léger souhaite servir, dès l'an prochain, du poulet élevé sans antibiotique. Du jamais vu à une telle échelle depuis l'utilisation massive des médicaments vétérinaires en élevage!

«On tente de se tenir loin des drames qui sont survenus en Europe depuis les années 1990», dit Jean-Pierre Léger. Maladie de la vache folle, fièvre aphteuse, poulets contaminés à la dioxine en Belgique... Dans ce dernier cas, la contamination provenait d'une usine où on recyclait, au même endroit, des vieilles huiles animales ou végétales (utilisées, par exemple, dans la friture dans les restaurants) et de vieilles huiles minérales (huile de moteur, de transformateur). Les huiles comestibles étaient transformées en graisse puis mélangées à la moulée des animaux. La contamination entre les deux types d'huile a mené au retrait de toutes les volailles de la circulation. «Si ça arrivait ici, ce serait une vraie catastrophe pour St-Hubert. Ça fait plus de 50 ans qu'on est lié au poulet rôti sur brochet!»

Les farines animales — ou carnées — sont composées de graisses et de carcasses de divers animaux (bovins, volailles, poissons) qui sont cuites à haute température avant d'être moulées et mélangées à la moulée de grains. Les farines animales constituent ainsi une source de protéines bon marché utilisées depuis plusieurs dizaines d'années et qui permettent à l'animal de prendre plus de poids. Cependant, depuis l'apparition de la maladie de la vache folle, il est interdit de donner des farines fabriquées avec des restes de ruminants à des ruminants. On soupçonne que c'est de cette façon que la maladie s'est propagée chez les bovins puis chez l'humain.

«Mais le gras animal n'est pas nécessaire à la moulée», explique M. Léger. En effet, il est possible de remplacer les protéines d'origine animales par des protéines d'origine végétales, comme des huiles de soja ou de canola. «Avec les farines animales, le poulet accumule une masse de gras non nécessaire, alors que la volaille est une viande naturellement riche en protéines et peu grasse. Pourquoi en rajouter?»

Les farines animales permettant un gain de poids légèrement plus rapide, il faut donc s'attendre à ce que leur retrait fasse monter les prix. Du fait, le poulet «tout végétal» coûte huit sous de plus le kilo, un coût qui se reflétera inévitablement sur la carte de la rôtisserie. «Ça représente une hausse d'environ 1 %», dit Jean-Pierre Léger.

En revanche, ajoute-t-il, le client gagne une viande de qualité supérieure moins grasse. Mais l'a-t-il demandé? Le client n'a pas précisément demandé du poulet élevé sans farine animale, dit Jean-Pierre Léger. «Mais pourquoi attendre qu'il le fasse? Nous allons au-delà de ses demandes.»

«J'aimerais bien que nos compétiteurs nous suivent», dit pourtant Jean-Pierre Léger. Aux rôtisseries Au Coq, par exemple, le passage au poulet «végétal» n'est pas dans les plans de l'entreprise, indique la propriétaire Élise Benny. «Nous n'avons pas eu de demandes des clients.» Même chose chez le Poulet frit Kentucky, mentionne le vice-président Daniel Bessette, qui rappelle que l'approvisionnement en poulet relève de la responsabilité des franchisés.



Jennifer Lee des Rôtisseries St-Hubert.

Bientôt sans antibiotique

La décision de St-Hubert de passer au poulet «tout végétal» a créé un petit branle-bas de combat dans les entreprises avicoles de la province qui doivent être en mesure de fournir les 110 000 poulets que la rôtisserie sert chaque semaine. «C'est un changement semblable à l'introduction des systèmes de refroidissement à l'air plutôt qu'à l'eau», estime Martine Boulianne, vétérinaire en charge du Centre de recherche pour la volaille à l'Université de Montréal.

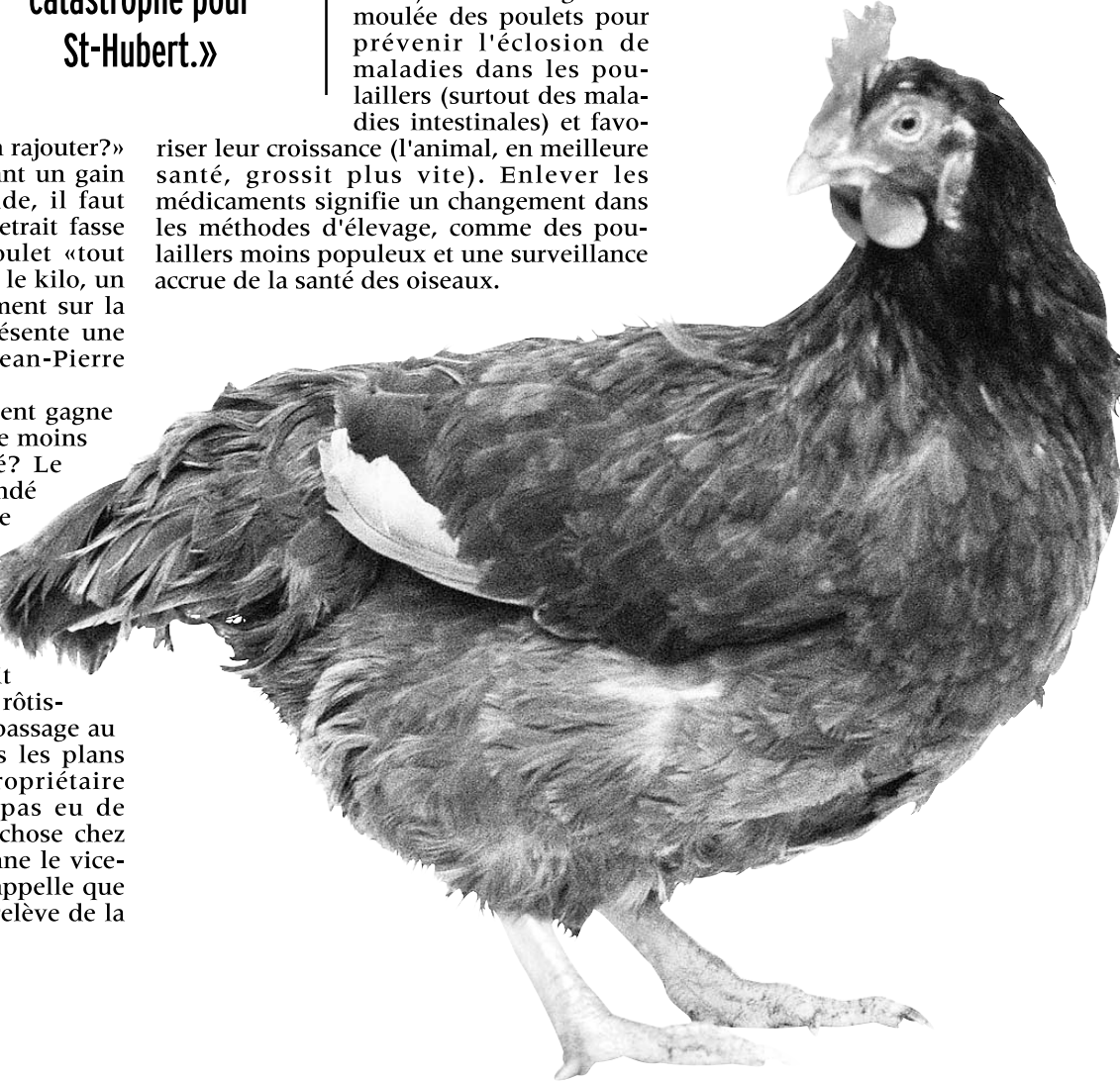
Mais le retrait des farines animales n'est qu'un petit changement comparé à l'autre demande de la rôtisserie, à laquelle les éleveurs de poulets sont appelés à répondre pour l'an prochain: du poulet sans antibiotique.

«Il y a plus de craintes, c'est un défi plus grand», reconnaît Jean-Pierre Léger. Des médicaments (surtout des antimicrobiens) sont mélangés à la moulée des poulets pour prévenir l'éclosion de maladies dans les poulaillers (surtout des maladies intestinales) et favoriser leur croissance (l'animal, en meilleure santé, grossit plus vite). Enlever les médicaments signifie un changement dans les méthodes d'élevage, comme des poulaillers moins populeux et une surveillance accrue de la santé des oiseaux.

Certaines compagnies, comme les Voltigeurs ou Exceldor, offrent déjà leur version du poulet «tout végétal» et ont des projets de poulet sans antibiotique sur les rails depuis un bon bout de temps. Mais il faudra que tous les fournisseurs de St-Hubert se convertissent d'ici un an pour répondre à la demande. Ce qui sera fait, promet Martine Boulianne. «En Europe, on a démontré qu'on pouvait faire de l'élevage sans les facteurs de croissance. Par contre, on a noté une hausse des coûts des soins curatifs.» Les oiseaux sont maintenant vaccinés à la naissance contre certaines maladies et on cherche différentes façons de changer l'alimentation des volailles pour les rendre plus résistantes aux maladies.

«On apprend beaucoup à force de s'intéresser au dossier, dit Monique Daigneault, de la Fédération des producteurs de volailles du Québec. Ce n'est pas tout le monde dans l'industrie qui travaille de la même façon. On a même découvert que des producteurs ont laissé tombé les antibiotiques depuis 15 ans!»

Des questions? Des commentaires?
judith.lachapelle@lapresse.ca



| UNE VILLE, L'ÉTÉ |

Délice aux légumes? Wouf, wouf!

«Ça arrive assez rarement que les gens demandent le service aux chambres pour les animaux, environ deux fois pas mois. Alors on n'a pas de réserves spéciales pour eux. Mais il serait hors de question de leur servir des restes ou des viandes avariés. Si quelqu'un commande le Délice au boeuf, je vais me servir d'un steak acheté pour du vrai monde »

RAFAËLE GERMAIN
collaboration spéciale

AH! MONTRÉAL L'ÉTÉ... le jet-set, les terrasses, les grands événements. Formule 1, party du Cirque du Soleil, spectacle de Sheryl Crow. Et surtout, surtout, le déjeuner des maîtres annuels du Loews Hôtel Vogue, qui se tenait vendredi matin dernier, dans une salle de l'hôtel. Tenu dans le cadre du programme *Loews aime les animaux*, ce déjeuner rassemblait une cinquantaine de propriétaires de chiens (les maîtres et leurs pitous).

Étant donné que Loews aime les animaux, Loews les accepte dans ses hôtels (deux étages sont réservés au Vogue, avec matelas et joujoux dans les chambres), et offre même de les nourrir, grâce à un menu conçu expressément pour pitou, et dont les chiens présents ont pu avoir un avant-goût.

« C'est la troisième année qu'on fait ça, explique Linda Jalbert, directrice des opérations, ventes et marketing de l'hôtel. On a des réguliers, et on fait aussi de la publicité dans certains journaux. C'est toujours vers la même date, et les gens aiment beaucoup. »

L'idée est tout ce qu'il y a de plus louable : l'argent amassé (le prix du déjeuner était de 30 \$ pour les maîtres et « gratuit pour pitou ») allait entièrement à la Fondation Mira, qui entraîne des chiens guides et les met à la disposition des personnes handicapées visuelles.

Johanne Gendron, agent de relations publiques pour Mira, est venue s'adresser à la foule, en compagnie de Mousseline, sa chienne guide, une bête extrêmement sympathique et à l'air beaucoup plus allumé que certains être humains. Les pitous étaient sages et les maîtres, entre deux croissants et une gorgée de jus d'orange, posaient plusieurs questions.

Ils furent d'ailleurs tout aussi intéressés par Richard Goyette, de l'escouade canine du Service de po-



Loews aime les animaux, accepte leur présence dans ses hôtels et offre même de les nourrir, grâce à un menu conçu expressément pour pitou.

lice de Montréal, qui est venu les entretenir de son escouade, ainsi que des chiens qui en font partie. Malheureusement, le chien de M. Goyette, choisi entre autres pour son tempérament dominant, avait dû être laissé ailleurs, pour éviter une disgracieuse émeute canine.

Mais le clou du spectacle venait ensuite : comme par enchantement, des serveurs en costumes sont entrés, portant très solennellement d'immenses plateaux argent, sur lesquels trônaient des bols tout aussi argents, remplis du déjeuner des pitous. On leur servait un extrait du « menu service aux chambres pour les animaux » de l'établissement, le « Délice au boeuf ».

Le menu en question vaut le détour. Trois repas sont proposés : les délices au boeuf, au poulet, et aux légumes, pour 12 \$ chacun, taxes et service en sus nous informe-t-on. Les plats sont servis dans les bols « appropriés », avec une bouteille

d'eau Évian. Oui, une bouteille d'eau Évian.

Le chef de l'hôtel, Yves Malenfant, un homme charmant, prépare les repas canins dans sa cuisine et était venu s'entretenir avec les invités, en habit, toque et tout. « Avec les mêmes aliments que pour les humains, dit-il. Ça arrive assez rarement que les gens demandent le service aux chambres pour les animaux, environ deux fois pas mois. Alors on n'a pas de réserves spéciales pour eux. Mais il serait hors de question de leur servir des restes ou des viandes avariés. Si quelqu'un commande le Délice au boeuf (décrit sur le menu comme un « délicieux repas de filet de boeuf haché avec des oeufs et du riz brun »), je vais me servir d'un steak acheté pour du vrai monde. »

La raison pour cette faible fréquence de service aux chambres pour pitous ? « D'abord, explique M. Malenfant, il n'y a pas tant de

gens que ça qui voyagent avec leurs chiens. C'est beaucoup des vedettes qui font ça. Et puis on ne recommande pas de changer les diètes des chiens. Par exemple ce matin plusieurs d'entre eux vont sans doute avoir des petits problèmes gastriques. »

À voir l'empressement avec lequel s'empiffrent les bêtes, on peut croire que les problèmes gastriques sont le dernier de leurs soucis.

Le menu nous prévient d'ailleurs de ne faire venir de délices que comme « friandises spéciales », pour ne pas troubler les intestins des pitous. Le plus extraordinaire : le délice au légumes, qui a été « spécialement développé pour aider votre animal à s'ajuster en cas de décalage horaire ». Bon.

Force est d'avouer, cependant, qu'il y avait dans cet événement quelque chose de sympathique. Les maîtres (beaucoup de madames) étaient visiblement ravis, et les chiens aussi. Ces derniers se com-

portaient d'ailleurs avec calme, des petits lhassa apso aux deux gros et magnifiques bernois qu'avait emmenés quelqu'un. Un seul s'est laissé aller à pousser deux jappements, ce qui a provoqué l'hilarité générale. Seul un petit chien blanc surmonté d'une boucle rouge, apparemment un bichon maltais, n'a pu avoir sa part de délice : « elle ne mange que du roast-beef ». La propriétaire d'une toute petite chienne, un croisement entre un chihuahua et un fox terrier, en était à sa première visite. « Mais j'ai adoré ça. J'avais lu l'annonce dans *La Presse*. C'est vraiment une idée extraordinaire. »

Opinion partagée par tous les maîtres interrogés, qui ont eu « énormément de plaisir », et célébré cette initiative, « surtout qu'il y a tellement peu de choses qu'on peut faire avec un chien ». Propriétaires de chiens désœuvrés du monde entier, vous savez maintenant où aller.

LA SUPERGRILLE DU MOIS

La Presse

Délices en conserve

• Confitures et gelées
• Marinades, chutneys et salsas
• Condiments, huiles et vinaigres



LES ÉDITIONS DE L'HOMME

EN JUIN,
100 gagnants mériteront le livre
DÉLICES EN CONSERVE
de Anne Gardon
et un t-shirt *La Presse*.

À SURVEILLER
DEMAIN

La femelle antilope punit le mâle volage

Associated Press

WASHINGTON — Le mâle topi africain ferait bien de ne pas être surpris par sa femelle en mauvaise posture. Parce que s'il s'écarte du droit chemin, elle attaquera, donnera des coups de tête et frappera avec ses cornes acérées.

Le topi, une grande antilope qui vit dans l'est de l'Afrique, est un des rares mammifères dont le système d'accouplement est basé sur ce que les biologistes appellent un « lek », c'est-à-dire une sorte de version animale d'un bar pour célibataires.

Dans un « lek » antilope, les mâles et femelles topis se rassemblent et les femelles choisissent un compagnon. Une fois que son choix est fait, la femelle se battra jusqu'à l'épuisement pour protéger ses droits, selon une étude parue cette semaine dans les *Annales de l'Académie nationale des sciences* (NAS).

Jakob Bro-Jorgensen, de la Société zoologique de Londres, a passé deux ans à étudier les méthodes d'accouplement des topis au Kenya et en Tanzanie. Il a découvert que les femelles sont prêtes à punir un mâle qui s'écarterait du droit chemin ou à attaquer toute femelle qui empièterait sur leur terrain.

Il explique que si une femelle dominante surprend son compagnon « en plein acte », elle attaquera tête baissée et stoppera toute idylle. La femelle trompée peut ensuite donner des coups de tête répétés contre le mâle ou tenter de chasser la deuxième femelle.

Un tel comportement est rare chez les mammifères sauvages, précise Gordon H. Orians, professeur honoraire en écologie du comportement de l'Université de Washington.

« On peut le retrouver chez de nombreux oiseaux qui interrom-

pent souvent des accouplements, poursuit-il. Mais ceci est le cas le plus vif que nous ayons découvert parmi les mammifères ».

Selon M. Orians, il est clair que c'est la femelle topi qui décide de l'accouplement. Chez de nombreux mammifères, cette méthode est complètement différente : ce sont les mâles qui combattent pour devenir le dominateur. Une position qui permettra au vainqueur d'avoir les femelles. Dans certains cas, pour les animaux qui vivent en troupeau, le mâle possèdera un harem, qu'il protégera des autres mâles.

Mais chez les topis, c'est la femelle qui domine. Elle se rend dans un « lek », choisit un mâle, l'encourage régulièrement à remplir son devoir conjugal, avant de le quitter pour élever sa progéniture sans son aide.

Pour Gordon H. Orians, la femelle topi semble choisir ce qu'elle pense être le meilleur des mâles, avant de combattre pour l'empêcher de folâtrer avec une autre femelle.

Le fait de vouloir préserver le sperme du mâle sélectionné est la raison la plus probable pour justifier ce comportement. Les femelles s'accouplent souvent avec le même partenaire pour s'assurer d'une naissance. Et elles peuvent combattre pour l'empêcher d'aller voir ailleurs afin d'être sûre qu'il soit à nouveau capable de s'accoupler.

Si une femelle ne réussit pas à limiter les activités de son compagnon, ajoute M. Orians, le mâle pourrait être fatigué et son « sperme réduit », devenant ainsi inutile pour la reproduction.

Sur Internet : *Annales de l'Académie nationale des sciences* : www.pnas.org/

Viens grimper avec Oli en haut de la Tour de Montréal.



Parc olympique Québec

3062516A

3062516

La Presse
29 juin 2002

Page A31 manquante

Les femmes prennent d'assaut un bastion masculin : la confection des sushis

d'après le New York Times

NEW YORK — Traditionnellement, la préparation des sushis a toujours été une chasse gardée des hommes et les chefs masculins ont toujours trouvé de bonnes raisons pour que les choses restent ainsi.

« Ils disent que les femmes ne peuvent pas faire de sushis parce que leurs mains dégagent trop de chaleur et que ça gâche le poisson », raconte Yoko Ogawa, 30 ans, chef au restaurant Yamaguchi, à Manhattan. En tendant sa main, on se rend compte, au contraire, qu'elle est délicate et agréablement fraîche.

Hiromi Suzuki a appris l'art du sushi de son père, Akira, chef-propriétaire de Mie, situé dans le quartier East Village, à New York. « C'est le genre d'arguments que mon père a déjà entendus : les femmes ne peuvent pas faire de sushis car elles portent du parfum et du maquillage et que ça affecte la nourriture. On lui disait aussi que les femmes ne peuvent se trouver derrière le comptoir à sushi, car c'est un endroit sacré et qu'en général, elles ne sont pas très intelligentes. »

Les femmes chefs ont pris depuis longtemps leur place dans les plus grands restaurants américains ou européens. Elles commencent lentement, mais sûrement, à occuper celle qui leur revient dans un domaine jusqu'à tout récemment exclusivement masculin : la préparation des sushis.



Photothèque La Presse ©

Les femmes ne travaillent plus seulement comme serveuses dans les restaurants japonais. Maintenant, elles sont aussi chefs, spécialistes de sushis, un bastion traditionnellement masculin.

À New York, au moins six femmes, dont Yoko et Hiromi, oeuvrent maintenant dans des restaurants. À titre de «chef sushi», elles transforment des filets de thon en parfaits triangles roses et modèlent

le riz légèrement vinaigré. À Los Angeles, elles seraient environ neuf. Au Japon, il est plus difficile d'évaluer leur nombre, mais il est clair que là aussi on note une percée des femmes au royaume du

sushi, jadis réservé aux hommes.

« Je dirais qu'il y a environ 200 femmes chefs sushi au Japon », évalue Toshio Suzuki, chef-propriétaire du Sushi Zen, à Manhattan. Il a formé deux femmes à l'art du sushi : Takako Yoneyama, 52 ans, propriétaire du Taka, dans Greenwich Village, et Miho Tanaka, 43 ans, qui travaille au Sushi A-Go-Go, près du Lincoln Center.

C'est beaucoup plus facile pour une femme de devenir chef sushi au Japon depuis 1999. Cette année-là, le Japon a modifié sa loi en matière d'équité en emploi, rendant ainsi obligatoire l'égalité entre les sexes tant pour l'embauche que pour les promotions. Le gouvernement a aussi aboli un règlement qui interdisait aux femmes de travailler après 22h. Mais ce n'était pas seulement une question de législation.

Briser la tradition

« Il est temps de briser la tradition », dit Sumio Sone, propriétaire de Sushi Rose, à Manhattan. Elle a embauché une femme, Eri Sugimoto pour être l'un de ses chefs sushi. « La nouvelle génération de propriétaires et de femmes qui veulent devenir chefs, n'est pas attachée aux traditions. Ici, c'est l'Amérique. New York a l'esprit ouvert. Pourquoi pas des femmes chefs ? »

Toshi Sugiyura, qui a ouvert le restaurant Hama, en 1979, est aussi propriétaire de l'Académie du

Sushi, à Venice, en Californie. Le nombre de femmes qui s'inscrivent à son cours de six mois a augmenté de 50 % cette année. Il croyait au départ que ses étudiants seraient surtout des immigrants asiatiques, « mais 70 % d'entre eux sont des Américains. Ma vision des choses a changé. J'ai réalisé que le sushi est en train de devenir un mets international. Pourquoi un Noir ne peut pas faire des sushis ? Pourquoi pas un Blanc ? »

Les femmes qui deviennent chefs sushi sont prêtes à tout pour percer. Elles préfèrent travailler en public plutôt que cachées dans la cuisine. Et bien qu'elles soient plus attirées par le côté artistique de leur métier que par le salaire, l'argent est quand même important.

Takako Yoneyama a ouvert son propre restaurant, Taka, à Greenwich Village. Son rêve a commencé en 1985. Elle a alors passé un an à pratiquer 11 heures par jour avec Toshio Suzuki, au Sushi Zen. De 1986 à 1993, elle a fait 400 boîtes de Bento (plateau-repas japonais) par jour pour la maison de traiteur qu'elle a fondée. Elle a ensuite acheté son propre restaurant en 1994.

M. Suzuki a accepté de lui enseigner après l'avoir vue manier les couteaux avec agilité. « Je n'aurais jamais été un chef sushi si je n'étais pas passée par le Sushi Zen », reconnaît-elle.

Chef sushi de père en fille

d'après le New York Times

NEW YORK — Au restaurant Mie, Hiromi Suzuki «s'entraîne» avec son père. Elle apprend comment apprêter une palourde géante. Il faut d'abord la tremper dans l'eau bouillante une seconde, puis dans l'eau glacée afin de pouvoir enlever la peau. « J'adore être chef sushi », dit Hiromi Suzuki, qui a abandonné ses cours dans une école privée d'East Side, pour passer à la maison. Après deux ans, son père lui a demandé de venir l'aider au restaurant. « Mes parents ont dépensé tellement d'argent pour mon éducation. Je ne suis pas une très bonne fille », dit-elle. Bien qu'elle termine actuellement ses études secondaires à temps partiel dans un autre collège, elle se considère elle-même comme un chef sushi. « J'ai encore plein de choses à apprendre sur la consistance. Est-ce que ça se va tenir debout ? Est-ce trop gros ou trop petit ? »

Les femmes chefs sushi ne sont pas toujours d'origine japonaise, bien sûr. Maria Roman avait 13 ans la première fois qu'elle a goûté à un sushi. Sa famille venait tout juste de déménager de la République dominicaine à Manhattan. « J'ai mangé un rouleau au thon et un rouleau californien, se rappelle-t-elle. C'était très différent de la nourriture dominicaine. C'était petit et très délicat. Et j'ai bien aimé. » À l'âge de 16 ans, Maria a commencé à faire des sushis, au Daikichi, dans le quartier Lower Broadway. Mais elle n'avait appris qu'à faire cuire du riz et à faire des rouleaux avec une machine.

En 1995, elle est allée travailler au Kurumazushi. « Le chef propriétaire, Toshihiro Uezu, m'a tout montré », dit Maria Roman. « Elle m'avait été recommandée par des amis », confie M. Uezu. Maria, 27 ans, a travaillé aux côtés de Tatsuya Nagata, qui fait des sushis depuis 19 ans, d'abord à Tokyo, puis maintenant à Manhattan. Elle travaille à Kurumazushi depuis janvier et elle est la première femme à devenir chef sushi de l'établissement.

À Venice, en Californie, Tali Sever, une Israélienne de 31 ans, est l'une des trois femmes chefs sushi du restaurant Hama. Les autres sont Masayo Ohnuki, 32 ans, et Ai Takayama, 28 ans. Les trois sont diplômées de l'Académie du sushi.

Tali Sever dit que sur la quinzaine d'étudiantes diplômées, elle en connaît au moins six qui ont trouvé du travail. Avec l'humilité qui caractérise les débutantes, elle hésite à se décrire comme un chef sushi. « Ça prend des années pour devenir un bon chef sushi, dit-elle. Il faut que je soit plus créative dans mes combinaisons. J'ai besoin de deux ans avant d'être à l'aise. »

Le Tout-à-Parler. Tout est là, même les extras.



Dans le nouvel ensemble Tout-à-Parler, tout est là : un seul prix, tout ce qu'il vous faut pour parler et les extras inclus pour seulement 199,99 \$.*

- Un téléphone Samsung N150 trimode
- Un écouteur mains libres
- Quatre mois de temps d'antenne avec Parlez 25 (200 minutes d'appels locaux par mois)*
- La messagerie vocale, l'appel en attente, l'appel conférence et Naviguez à l'essai
- Les offres du programme AVANTAGES^{MC} (une valeur de plus de 100 \$)**

Pour plus de détails, appelez au 1 888 810-5555 ou visitez telusmobilité.com
Le futur est simple^{MC}.



Magasinez en ligne à telusmobilité.com ou appelez-nous au 1 888 810-5555.



*Les taxes, les redevances d'utilisation et les frais d'interurbain, de temps d'antenne additionnel, des services de qualité Net en main et des services d'urgence 911 sont en sus. **Valeur annuelle totale. L'offre sur l'ensemble Tout-à-Parler est valable avec les nouvelles mises en service seulement et ne peut être jumelée à aucune autre offre de crédit sur le téléphone liée à un contrat. Valable du 1^{er} au 30 juin 2002. ©2002 SOCIÉTÉ TÉLÉMOBILE. *TELUS Mobilité, le logo TELUS Mobilité et telusmobilité.com sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Le futur est simple, AVANTAGES et Tout-à-Parler sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Clearnet Inc.